Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

l'État inachevé

Les racines de la violence : le cas de la Colombie

La Fondation pour le Progrès de l'Homme *(FPH) est une fondation de droit suisse, créée en 1982 et présidée par Pierre Calame. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'humanité dans sept domaines : environnement et avenir de la planète, rencontre des cultures, innovation et changement social, rapports entre État et Société, agricultures paysannes, lutte contre l'exclusion sociale, construction de la paix. Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes…), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, propose un système normalisé d'échange d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou copublie des ouvrages ou des dossiers.*

© FPH 1995
Série DOSSIERS POUR UN DÉBAT, n° 42
(Voir en fin d'ouvrage la liste des "Dossiers pour un débat" déjà parus.)

Responsable de la collection : Michel Sauquet.
Diffusion : Interfaces-VPC, c/o Descartes & Cie, 52 rue Madame 75006 PARIS (France)
Maquette de couverture : Vincent Collin.

Fernán González - Fabio Zambrano

Traduit et adapté par Pierre-Yves Guihéneuf

L'ÉTAT INACHEVÉ

LES RACINES DE LA VIOLENCE : LE CAS DE LA COLOMBIE

Titre original : *Conflicto social y violencia en Colombia*. Fabio Zambrano Pantoja y Fernán E. González. Éditions CINEP, Bogotá, 1994.

CINEP. Centro de investigación y educación popular. Carrera 5a, n° 33 A-08. Santafé de Bogotá D.C., Colombia.

Traduction et adaptation : Pierre-Yves Guihéneuf, GEYSER. 104, rue du Plein Soleil, 34980 Saint-Gély.

AVANT-PROPOS

Avec les tueurs à gages qui négocient leurs services dans les rues de Medellín ou de Cali, les commandos de la guérilla, les petits et grands délinquants et les cartels des trafiquants de drogue, la Colombie s'affirme au quotidien comme le pays le plus violent au monde.

Pour Fernán González et Fabio Zambrano, il est urgent de chercher les causes profondes de la brutalité endémique qui secoue leur pays. Si la violence fait désormais partie de la culture collective des Colombiens, c'est parce qu'elle constitue un lourd héritage de leur histoire. Elle grossit au cours des siècles, passant du domaine politique à la sphère économique, gagnant tous les aspects de la vie sociale et privée. Elle s'alimente de transitions mal négociées entre tradition et modernité, de rivalités de pouvoir, de l'éclatement de la société, du divorce existant entre les citoyens et leurs gouvernants.

Depuis la conquête espagnole jusqu'à nos jours, ces chercheurs en dénouent patiemment les fils. A leurs compatriotes, ils fournissent ainsi les moyens de mieux agir sur leur présent. A tous ceux qui s'intéressent à la construction de la paix, ils proposent une réflexion nouvelle sur les rapports entre la société et l'État.

Fernán González : Diplômé en sciences politiques de l'Université de Los Andes (Bogotá, Colombie) et *Master of Arts* de l'Université de Berkeley (États-Unis). Chercheur en histoire politique au CINEP et professeur à l'Université de Los Andes.

Fabio Zambrano : Historien diplômé de l'Université de Paris I. Chercheur au CINEP et professeur à l'Université Nationale de Colombie.

Le CINEP : Le Centre de recherche et d'éducation populaire de Bogotá est une institution indépendante qui développe des actions multiples au service du développement rural et urbain de Colombie. Le thème de la violence et de la paix s'est converti, depuis la fin des années quatre-vingts, en l'un de ses principaux axes de travail. Le CINEP appuie la réflexion et contribue à la formation de groupes de la société civile désireux de mettre fin à la violence endémique du pays.

SOMMAIRE

Carte de la Colombie physique 6

Carte des villes principales et des départements de Colombie 7

Introduction. LA VIOLENCE EN COLOMBIE : LES APPORTS DE L'HISTOIRE 9

1. LA PÉRIODE COLONIALE : FONDATIONS URBAINES ET MOUVEMENTS DE POPULATION (1492-1800) 17

2. VERS L'INDÉPENDANCE : CRISE POLITIQUE ET CONFLITS (1800-1850) 30

3. L'ÉCHEC DU MODELE DE SOCIÉTÉ CONTROLÉE (1850-1930) 58

4. MODERNISATION ET VIOLENCE (1930-1957) 82

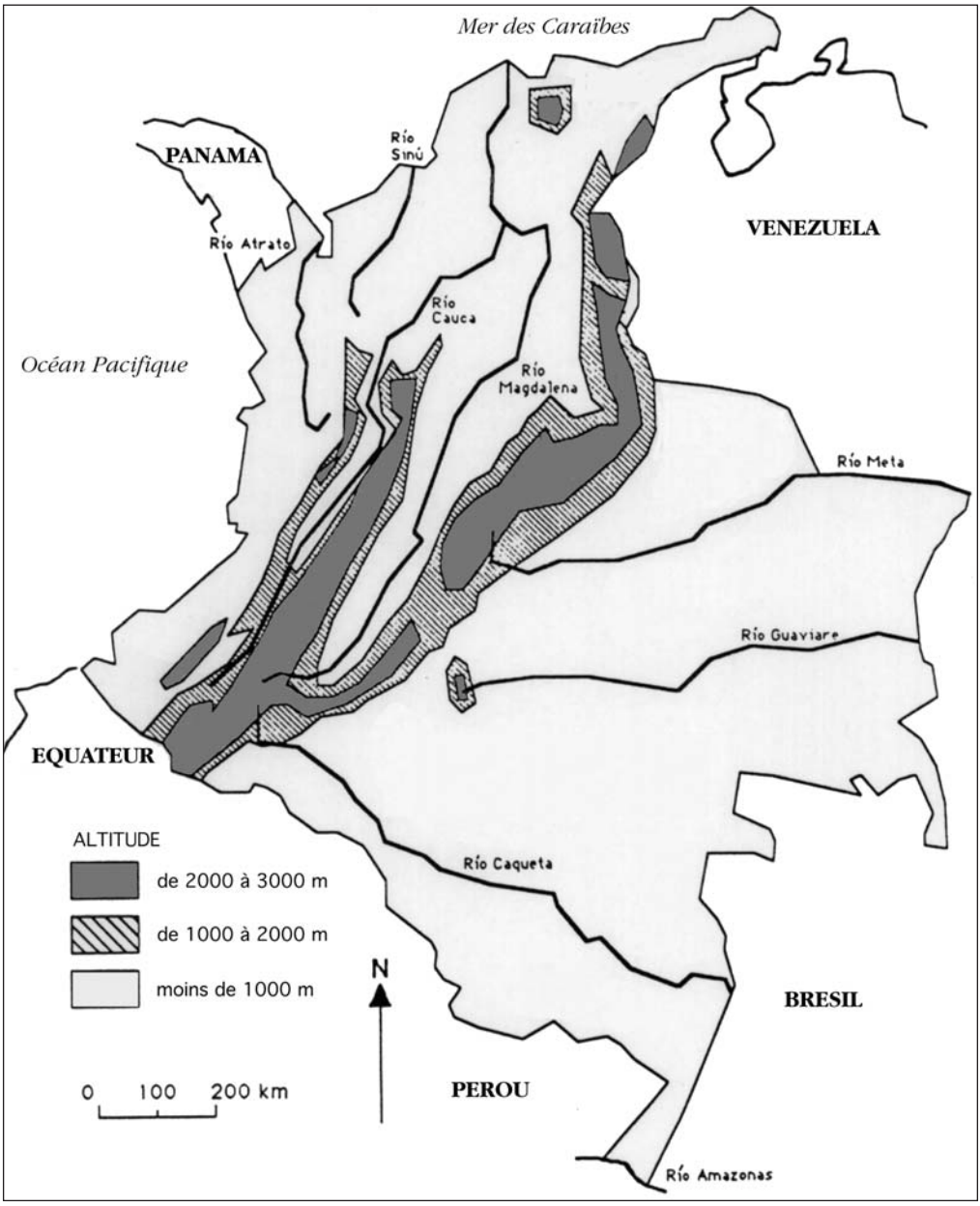
5. LA VIOLENCE, DU FRONT NATIONAL JUSQU'À NOS JOURS (1957-1994) 106

Conclusion. UN PAYS À CONSTRUIRE 125

Brefs repères historiques 129

Bibliographie 131

COLOMBIE PHYSIQUE



LES VILLES PRINCIPALES ET LES DÉPARTEMENTS DE COLOMBIE

Cundinamarca : département (souligné : cité dans le texte)
• Cali : ville

Introduction
LA VIOLENCE EN COLOMBIE : LES APPORTS DE L'HISTOIRE

La Colombie est fière de sa façade démocratique. Sa tradition de gouvernements civils, son respect de l'opposition politique, l'alternance des partis au pouvoir, la liberté accordée aux organisations de la société civile sont souvent cités en exemple pour les autres pays latino-américains. Le pays n'est pas mécontent non plus de sa relative prospérité économique. Avec une espérance de vie de 69 ans, un taux d'alphabétisation de 87 %, une inflation réduite à 25 %, il n'est pas parmi les plus démunis du continent.

Pourquoi alors la Colombie s'affirme-t-elle comme le pays le plus violent au monde ? Si on considère en effet son taux d'homicides, de 77,5 pour 100 000 habitants, elle affiche son triste record loin devant le Brésil (24,6), le Panama (22,9) et le Mexique (20,6)[1]. Et les choses ne semblent pas en passe de s'améliorer de façon significative. Entre 1987 et 1990, on y relevait en moyenne 25 989 homicides par an, soit 71 par jour. En 1993, les statistiques ont enregistré 27 215 cas, soit 74 par jour. Mais la violence en Colombie ne constitue pas un phénomène récent, elle s'enracine au contraire dans une longue histoire.

Violence et pouvoir

Tout a commencé par la violence politique. Depuis le XIXe siècle, les affrontements entre les principaux partis ont toujours été sanglants. Aujourd'hui encore, les multiples fronts armés des deux principales guérillas font régulièrement sentir leur présence dans 25 % des municipalités du pays. Les accrochages avec les forces de l'ordre ont causé en 1993 plus d'un millier de morts.

La guérilla provoque d'importantes pertes parmi la population civile. En janvier 1994, une femme, maire de la petite bourgade de Chameza, est abattue… pour avoir décidé de construire une route. Ses meurtriers estimaient que celle-ci aurait permis à l'armée de mieux circuler dans la région et soupçonnaient l'élue de collaborer avec le pouvoir. Durant la seule année 1993, 260 maires - sur les 1 050 que compte le pays - se sont plaints d'être l'objet de menaces et 18 d'entre eux ont été assassinés au cours des six premiers mois de l'année 1994. La guérilla, qui les accuse d'agir de concert avec l'armée ou de réclamer sa présence, est soupçonnée être à l'origine de la plupart de ces meurtres. Des élus accusés de corrup-

1. En France, le taux d'homicides est de 4,6 pour 100 000 habitants (NdT).

tion, des dirigeants paysans collaborant avec les forces gouvernementales ou d'anciens guérilleros ayant déposé les armes constituent également pour eux des cibles prioritaires. Les insurgés ne sont pas les seuls à se rendre coupables de crimes. En 1991, un groupe d'hommes armés arrête un autobus circulant dans une zone rurale du département du Cauca et abat l'un après l'autre tous les passagers, femmes et enfants compris. Deux ans plus tard, quatre soldats reconnaîtront avoir participé à cette tuerie organisée par l'armée, dans le but d'intimider une population accusée de protéger les guérilleros. Les forces de l'ordre se rendent fréquemment coupables d'assassinats sélectifs visant ceux qui sont soupçonnés de prêter main forte à la guérilla. En 1993, de 300 000 à 600 000 Colombiens, pour la plupart des paysans, ont dû fuir la violence et chercher refuge à l'étranger ou dans des régions plus pacifiques du pays.

L'organisation Amnesty international accusait en 1994 les forces de l'ordre d'être à l'origine de la plupart des atteintes aux droits de l'homme[2]. Depuis plus de 10 ans, l'armée et la police ont en effet procédé à de nombreux assassinats, mais ont surtout créé des groupes paramilitaires, composés le plus souvent de civils, pour les aider à lutter contre la guérilla et se charger de réprimer la population civile. Parmi les présumés "terroristes" assassinés figurent des militants de gauche et des syndicalistes, des religieux, des professeurs, des journalistes, des dirigeants paysans, des responsables d'associations de défense des droits de l'homme, etc.

Rapidement, ces groupes ont échappé au contrôle de ceux qui les avaient organisés. Dans de nombreuses régions, ils sont entrés au service de grands propriétaires terriens dans leur lutte contre les petits paysans, ou se sont rangés sous les ordres des trafiquants de drogue.

Les groupes paramilitaires sont en grande partie responsables du climat général de violence de la Colombie. Quand ces bandes armées sont contraintes par la police à se disperser, ou quand leurs "employeurs" disparaissent, leurs membres rencontrent fréquemment de sérieuses difficultés pour se réinsérer dans la vie civile et glissent vers le banditisme. Les tueurs à gages restés "sans emploi" suite à l'emprisonnement de trafiquants de drogue ont largement contribué à l'augmentation du taux de délinquance de villes comme Medellín.

Délinquance et contre-délinquance

De nombreux actes de violence sont liés à la délinquance commune, en particulier le vol et la prise d'otages. Durant les six premiers mois de l'année 1994, 622 enlèvements crapuleux ont été enregistrés dans le pays. Mais l'un des phénomènes qui a certainement le plus contribué à l'aug-

2. *Violencia política en Colombia, mito y realidad*. Amnesty international, Madrid, 1994.

mentation de la criminalité est celui du trafic de stupéfiants. A Medellín, ville célèbre pour avoir été le fief de l'un des principaux caïds de la drogue, Pablo Escobar, une quinzaine d'assassinats sont commis chaque jour, dont beaucoup sont imputables à la guerre que se livrent entre eux les cartels ou à leur désir de contrôler certains quartiers. En réponse à l'impuissance des forces de l'ordre, des "groupes d'autodéfense" ou des "milices populaires" ont été créés par les habitants pour se protéger des mafieux. Mais en recourant elles-mêmes à la force, elles contribuent souvent à l'escalade de la violence.

En Colombie, 97 % des crimes de sang restent impunis et on estime que seulement 35 % des victimes qui ont fait l'objet de violences diverses (vols, viols, agressions…) prennent la peine de les dénoncer à la police. Les forces de l'ordre, fréquemment accusées de corruption et de collusion avec les trafiquants, ont vu il y a déjà longtemps leur capital de confiance s'évanouir parmi la population.

C'est probablement pour cette raison qu'au début des années 1980 est apparu un phénomène nouveau qui a rapidement pris de l'ampleur : le "nettoyage social"[3]. S'inspirant d'une pratique vraisemblablement née au Brésil, des groupes clandestins abattent ceux qu'ils appellent "les déchets", c'est-à-dire principalement les petits voleurs, en prenant soin de signer leurs crimes et d'en expliquer le motif.

Un soir de janvier 1994, alors que des jeunes jouent au billard dans un bar de la ville de Cucuta, quatre hommes masqués font irruption en brandissant des armes automatiques. L'un d'eux, sortant un papier de sa poche, lit une liste de noms : ce sont ceux des joueurs de billard. Agés de 15 à 25 ans, ils sont connus des services de police pour se livrer à des vols de bétail. Les tueurs les exécutent froidement, laissant six cadavres sur place. Puis, se dirigeant vers l'un des quartiers de la ville, ils entrent dans une maison et en expulsent brutalement l'un de ses occupants. C'est le septième condamné, le dernier membre de la bande : il est abattu d'une balle dans la tête. Au terme de l'enquête, le massacre est attribué à un escadron de la mort composé de militaires, probablement payés par des éleveurs de la région. Ils ne seront pas appréhendés.

La Main noire, l'Association de défense de Medellín, Mort aux kidnappeurs, Mort aux voleurs de voitures, Mort aux gamins de la rue : ce ne sont que quelques-uns de ces multiples groupes organisés ou financés par d'"honnêtes citoyens" pour se faire justice eux-mêmes. « L'État défend ses privilèges - déclare l'un d'entre eux pour justifier son action - mais qui défend la société ? » Les petits délinquants font partie de leurs cibles favorites, tout comme les prostituées, les homosexuels, les mendiants, les consommateurs et revendeurs de drogue, les enfants qui vivent dans la rue et tous ceux qui sont censés perturber l'ordre social ou heurter la morale.

---

3. Carlos E. Rojas R. *La violencia llamada "de limpieza social"*. CINEP, Bogotá, 1994.

La violence dans la vie quotidienne

Peu à peu, la violence se banalise et fait partie intégrante de la vie quotidienne. Certes, la plupart des maires assassinés le sont pour des motifs d'ordre politique, mais il arrive qu'ils constituent simplement la cible de contribuables mécontents. « Si on achète des livres pour la bibliothèque municipale ou que l'on répare une route - déclare ainsi l'un d'entre eux - ceux qui jugent qu'il s'agit là d'une dépense inconsidérée en arrivent parfois à penser que la meilleure solution pour que cela ne se reproduise pas est d'éliminer le responsable. »

Les professeurs font aussi l'objet de pressions multiples et 29 d'entre eux ont été tués en 1993 et 1994. Dans les affrontements que se livrent la guérilla et l'armée, nombre d'entre eux se trouvent pris entre deux feux, mais il est arrivé aussi que des parents, mécontents d'une note attribuée à leur rejeton, décident ainsi de se venger de ce qu'ils estiment sans doute constituer une grave injustice.

Avec la généralisation de la violence, la vie humaine perd de sa valeur et la brutalité devient un mode habituel de règlement des conflits. On peut en distinguer quatre formes :

1. La violence contre soi-même, c'est-à-dire le manque d'estime de chacun pour sa propre personne et la difficulté à s'affirmer.
2. La violence dans la famille, où se manifestent la contrainte, la dévalorisation, la manipulation par les sentiments, la menace de l'abandon.
3. La violence au travail, avec l'exploitation des travailleurs et la tension des relations entre patrons et employés.
4. La violence dans les relations de voisinage et le renforcement d'un individualisme mal compris.

La violence s'exprime fréquemment par des agressions physiques ou verbales, par l'exercice de la force ou de la menace. Les conflits du travail ou des désaccords divers provoquent souvent l'élimination de l'une des parties en cause. Ce que l'on appelle la "justice privée" est devenu le meilleur moyen d'imposer sa volonté au reste de la société. En Colombie, peu de règles pacifiques régissent la vie quotidienne. Il semble exister au contraire une sorte de propension permanente à l'agressivité. La famille joue à ce niveau un rôle décisif : c'est là que se forgent des conduites autoritaires et que se manifeste l'exclusion de l'autre.

Poussés par la peur, les Colombiens font souvent taire leurs aspirations, leurs problèmes et leurs nécessités. Ils ne croient pas en l'utilité des institutions. Leur silence dans le domaine politique est le reflet de leurs silences individuels. Ils s'investissent peu dans les partis, les organisations ou les syndicats.

Comment en est-on arrivé là ? Pour expliquer cette propension à la violence qui semble représenter une particularité de ce pays, nous refusons de

penser qu'il existerait en quelque sorte une "nature violente" qui caractériserait les Colombiens. La culture de la violence n'est pas atemporelle, elle s'enracine dans une longue histoire. C'est notre passé commun qui fait que la force est désormais considérée comme une façon socialement admise de solutionner les désaccords.

L'idée qui a guidé notre recherche est donc celle-ci : les phénomènes actuels de violence doivent être analysés dans une perspective historique. Mais à quelles dimensions de l'Histoire devons-nous prêter attention en particulier ? De quels éléments avons-nous besoin, parmi la multitude des événements passés, pour mieux comprendre la situation présente ?

Nous avons opté pour une analyse des relations entre l'État et la société civile. Notre hypothèse à ce propos tient en quelques mots. Nous estimons que si la violence est considérée comme un mode "normal" de résolution des conflits qui naissent de la vie en société, c'est parce qu'aux yeux des Colombiens, il n'existe pas d'autres moyens légitimes ou efficaces de le faire. Cela revient à dire que l'État, à qui incombe généralement cette tâche dans les sociétés démocratiques, ne fournit pas un espace à la mesure des besoins. C'est pour cette raison que les acteurs sociaux tendent à se placer eux-mêmes, en tant que personnes privées, dans un rôle d'arbitre public.

Au cours de notre histoire, les tensions qui n'ont pas été résolues, et demeurent latentes, s'accumulent jusqu'à produire un véritable bouillon de culture favorable à l'épanouissement de la violence. Certes, la guérilla ou le trafic de drogue s'alimentent de conjonctures particulières : la chute des prix du café sur le marché mondial, l'ouverture des échanges économiques, la crise des partis politiques… Mais ces problèmes ne débouchent sur des actions violentes que sous l'effet de l'action volontaire de certaines personnes ou de certains groupes sociaux, convaincus qu'il n'existe pas d'alternative à l'usage de la force.

A son tour, le choix du recours aux armes est responsable de multiples transformations de notre société, que ce soit au niveau local, régional ou national. On oublie trop souvent de s'interroger à ce propos. Quels sont les effets produits par la mentalité guerrière et l'exercice privé de la justice sur le tissu social ? Quel est l'impact de la violence sur la cohésion des communautés humaines ? Quelles conceptions du domaine privé et du domaine public sont-elles implicitement mises en avant par les partisans de la violence ?

Cette analyse prétend donc considérer la situation actuelle comme l'aboutissement du long processus de construction de l'État et de la société en Colombie. Au cours de cette histoire, les stratégies de la violence - certaines anciennes, d'autres récentes - s'enchevêtrent et s'auto-alimentent mutuellement, au point de ne plus pouvoir être distinguées les unes des autres et de gagner progressivement tous les domaines de la vie privée et

publique. Leur patiente identification, au cours des siècles, explique comment elles en arrivent à donner l'image de cette violence généralisée et incontrôlable que nous connaissons aujourd'hui.

Notre analyse met l'accent sur trois dimensions qui se complètent mutuellement. La première d'entre elles consiste en un examen des processus de peuplement qui ont conditionné l'intégration des diverses régions sur le plan économique et géographique, ainsi que leurs relations avec le marché mondial. La seconde insiste sur les mécanismes de cohésion sociale et la création de réseaux politiques, parallèlement à la mise en place des institutions nationales. La dernière examine les imaginaires collectifs qui conditionnent l'identité colombienne et le sentiment d'appartenance à la nation, ainsi que les systèmes de valeurs au travers desquels est perçue la violence.

Un État fragile

En posant dans ces termes la question de la violence, celle-ci acquiert immédiatement une dimension politique. Elle suppose en effet, de la part de celui qui l'exerce, une certaine conception du rôle de l'État, de l'exercice du pouvoir et des relations entre la sphère publique et la sphère privée. Exercer soi-même sa propre justice, organiser une guérilla de gauche ou des groupes paramilitaires de droite, ou encore assassiner des marginaux considérés comme "la lie de la société", c'est tout simplement se substituer à l'ordre public. Certains justifient le recours à la violence par ce qu'ils appellent l'incapacité des pouvoirs publics à garantir la sécurité des citoyens. Selon eux, ce constat autoriserait ces derniers à revendiquer le droit à l'usage de la force, cette prérogative à laquelle ils avaient renoncé lors du pacte originel avec l'État. La violence, en Colombie, n'a donc que peu de choses à voir avec les excès d'un pouvoir omniprésent ou dictatorial. Au contraire, elle se développe dans les interstices laissés vacants, dans une grande partie de la société, par un État fragile.

La précarité de la présence étatique est rendue manifeste par la faiblesse des administrations et l'inefficacité de l'appareil judiciaire. Le fait même que l'État ne soit pas en mesure de garder le monopole de l'usage de la force est le signe de sa fragilité. Par voie de conséquence, la société semble abandonnée à elle-même. Elle ne réclame l'action des pouvoirs publics que lorsqu'il s'agit de fournir des services ou de mettre en place des infrastructures. Mais elle ne lui reconnaît pas le droit à un rôle actif dans la régulation de la vie en collectivité ou dans l'orientation de l'activité économique.

Cette réticence de la société à confier à des représentants de la nation la charge de réguler les conflits est principalement le signe d'une négation de

leur autorité. Dans le cas de groupes sociaux marginalisés, il s'agit aussi de l'absence d'identification à un acteur collectif qu'ils n'ont pas contribué à construire, ou dont ils n'ont pas bénéficié des services. Pour d'autres, le problème vient d'abord du fait que les pouvoirs publics sont incapables de défendre leurs droits ou leur propriété, ou de fournir à la population les indispensables services de santé ou d'éducation. Mais pour la plupart des Colombiens, l'État ne représente pas la chose publique : il est le défenseur des intérêts d'un groupe restreint de la société.

Parler de la fragilité de l'État-nation en Colombie nous invite donc à nous interroger sur ses origines et, de là, sur les caractéristiques de cette société qui l'a fait naître et refuse ensuite de le reconnaître.

Une société éclatée

D'une certaine façon, l'État ne peut prétendre représenter à lui seul le domaine public. Le concept de société civile exprime bien la réalité d'un espace public mais non étatique. Cependant, la société civile est incarnée en Colombie par un corps social divisé par de multiples conflits. Le pouvoir n'est monopolisé par aucun groupe particulier. Aucune région ni aucune ville ne parvient à imposer clairement une sorte de domination sur l'ensemble du pays.

Des organisations corporatistes, des syndicats, des associations ou des partis politiques revendiquent souvent pour eux-mêmes un rôle de décideurs publics pour la défense des secteurs sociaux qu'ils représentent. Cela donne lieu à des affrontements, entre eux et avec l'État. Les dérapages se produisent quand, profitant de conjonctures particulières où les pouvoirs publics perdent leur légitimité et se trouvent dans une position de relative faiblesse, ces groupes s'arrogent le droit de faire usage de la force.

Cette évolution est renforcée par la propension de nombreuses personnes, dans les sociétés modernes, à se réfugier dans des espaces intimes où les dimensions publiques de la vie collective tendent à être oubliées et les institutions nationales à perdre leur légitimité. Le retour de ces "tribus" modernes, que sont les groupes d'appartenance ou les collectivités locales, est révélateur d'un désir de repli vers des communautés homogènes, soudées par des liens de proximité et d'identité familiale ou ethnique. Mais ces micro-sociétés "idéales" sont porteuses d'intolérance. Pour assurer leur propre cohésion, elle tendent à exclure ce qui est différent et à se rejeter mutuellement.

Ainsi, des quartiers populaires deviennent progressivement des univers fermés, protégés des intrusions des "étrangers" par des groupes d'autodéfense. A l'origine, s'étant établis en marge de la légalité, leurs habitants durent s'adresser à l'État pour régulariser leur situation et obtenir des ser-

vices de base. Mais l'organisation du tissu social fut abandonnée à leur initiative. Des associations de voisinage, des organisations paroissiales ou des comités municipaux se conformèrent ainsi, constituant les embryons d'un espace public. Ceux d'entre eux qui se dispensèrent de toute relation avec les pouvoirs publics ou le reste de la société ne tardèrent pas à se refermer sur eux-mêmes et à affirmer l'identité de leurs membres en exacerbant les différences avec "les autres".

Dans certains quartiers plus aisés, des ensembles tendent également à se constituer, formés d'habitants de statut social similaire. Les rues qui les desservent sont privées. Les entreprises chargées de la sécurité prolifèrent et leurs vigiles sont souvent aidés par la police locale.

Le mépris pour le code de la route, la tolérance envers la fraude fiscale et la contrebande, la corruption des fonctionnaires ou l'abstentionnisme des électeurs[4] sont d'autres symptômes d'un manque de respect généralisé envers les règles de la vie en collectivité et envers l'espace public. Il en va de même pour ce qui est de l'administration de la justice. Les instances judiciaires ne bénéficient d'aucune confiance parmi la population, qui préfère ne s'en remettre qu'à elle-même.

D'un côté, la précarité de l'État ; de l'autre, l'éclatement d'une société constituée de groupes fermés. Ce sont là les deux facettes de la réalité colombienne. Le manque de cohésion sociale facilite l'apparition de nouveaux pouvoirs, comme ceux des cartels de la drogue, des guérillas et des groupes paramilitaires, qui poussent à l'extrême la logique de la privatisation du pouvoir et de la fragmentation sociale.

Cette situation représente l'aboutissement d'un long processus de formation de l'État et de la société en Colombie. Pour comprendre la violence contemporaine, il est donc nécessaire de mieux connaître les mécanismes grâce auxquels l'un et l'autre se sont conformés et articulés. Il nous faut pour cela conter une histoire ancienne, qui commence avec l'installation des premiers colons espagnols en territoire indien.

4. En Colombie, il est fréquemment de l'ordre de 60 à 75 % (NdT).

1. LA PÉRIODE COLONIALE : FONDATIONS URBAINES ET MOUVEMENTS DE POPULATION (1492-1800)

L'univers indien

A la fin du XVe siècle, alors que Christophe Colomb aborde le continent américain, le territoire de l'actuelle Colombie est peuplé de groupes indiens diversement organisés. L'une des civilisations les plus raffinées est celle des Muiscas, établis dans la Cordillère orientale, où se trouve actuellement Bogotá. Dans les villages organisés en fédération, on pratique une agriculture intensive sur des terrasses irriguées.

Le territoire des Muiscas est bordé au nord par les plaines du fleuve Magdalena, peuplées de tribus guerrières et nomades. A l'est et au sud, les Arawaks occupent les vallées de l'Orénoque et de l'Amazone. Ces peuples de chasseurs-cueilleurs nomades pratiquent une agriculture extensive et peu productive.

A l'extrême nord de l'actuelle Colombie, la Sierra de Santa Marta est habitée par les Taironas, qui y développent l'une des plus importantes cultures précolombiennes de la région. Les techniques agricoles et l'organisation urbaine y sont particulièrement développées. Le territoire des quelques tribus installées au sud du pays jouxte l'empire Inca.

Parfois isolés les uns des autres par l'étendue du pays, les peuples indiens sont souvent séparés par des cultures et des langues différentes. Aucun d'entre eux ne domine un vaste territoire, contrairement à ce qui est observé au Pérou ou au Mexique. Les hostilités sont fréquentes et quelques tribus sont même en état de guerre permanente. Les conquistadores espagnols sauront profiter de ces dissensions pour imposer leur présence militaire, puis pour soumettre les groupes indiens les uns après les autres. Au début du XVIe siècle, le processus de colonisation peut commencer.

Les premières agglomérations : un ensemble éclaté

Les colons espagnols s'établissent tout d'abord sur la côte atlantique, ainsi que dans l'ouest du pays et dans le centre-est. A l'origine, la conquête est une entreprise confiée par l'Espagne aux intérêts privés des conquistadores. Les représentants de la couronne, qui assurent une sorte de présence symbolique du pouvoir royal, sont essentiellement chargés de

prélever l'impôt et de le diriger vers la métropole. L'occupation du territoire est laissée à l'initiative des colons.

Les trois régions de peuplement initial, chacune avec leurs agglomérations respectives, constituent rapidement autant de fiefs provinciaux s'affrontant violemment pour accroître leur domaine d'influence. C'est le cas par exemple des préfectures de Cartagena et de Popayán pour le contrôle de la région d'Antioquia, très riche en or. Elles connaissent bientôt des évolutions différenciées, déterminées par les ressources dont elles disposent : proximité de la mer, possession de mines d'or et d'argent, importance de la population indienne et situation frontalière.

Pour fonder leurs centres urbains, les conquérants espagnols recherchent des régions où la main-d'œuvre est abondante. Afin de contrôler et d'évangéliser les tribus indiennes, celles-ci sont regroupées dans des villages, composant ainsi la "république des Indiens" soumise à la "république des Blancs". Dans les régions de forte concentration indienne sont établis les centres administratifs autour desquels se regroupent les résidences des *encomenderos*[5]. Ces agglomérations donnèrent naissance aux villes actuelles de Bogotá, Tunja, Vélez, Pamplona, Popayán et Cali.

Mais au début de la période coloniale, ces agglomérations ne forment pas un réseau urbain intégré. En réalité, les échanges commerciaux et la circulation des personnes sont assez limités, les communications étant rendues difficiles par le mauvais état des routes, une géographie accidentée et la menace des Indiens insoumis. Le cas des Indiens Pijaos est l'un des plus connus, ceux-ci étant en mesure de couper toute communication entre l'est et l'ouest du pays. Les villes de Santa Marta et de Valledupar ne parviennent pas non plus à soumettre les peuples Taironas et Chimilas, ce qui limite les échanges commerciaux et entrave le développement de ces agglomérations durant une bonne partie de l'époque coloniale. Une situation similaire caractérise la région du Rio Magdalena, peuplée de tribus belliqueuses.

De plus, le système colonial favorise les échanges entre les différentes villes du pays et la métropole, mais délaisse le commerce intérieur. Quant aux élites locales, elles ne s'intéressent guère qu'aux alentours de leurs villes, se livrant d'âpres luttes pour s'assurer le contrôle d'un territoire plus vaste et d'une population indigène plus nombreuse. La plupart des villes sont séparées entre elles par de grandes étendues sans aucun contrôle de l'administration coloniale et se réduisent même parfois à de simples enclaves entourées de tribus hostiles.

Durant cette période, l'occupation du territoire varie beaucoup d'une région à l'autre. Elle est déterminée essentiellement par l'importance et la docilité de la population indienne placée sous le contrôle des principaux centres urbains. De façon générale, les *encomenderos* ont la tâche plus facile là où existent des populations indiennes sédentaires, caractérisées

5. *Encomendero* : colon espagnol chargé de percevoir l'impôt d'un groupe d'Indiens ou de les soumettre à des corvées au profit de la Couronne, ainsi que de les protéger et les évangéliser (NdT).

par un certain niveau d'organisation et de cohésion sociale, et habituées à payer un tribut. C'est le cas en particulier des régions de Santafé[6], Tunja, Vélez, Pamplona, Cartagena et Popayán.

En revanche, les groupes sans structure sociale hiérarchisée, ainsi que les petites tribus, opposent une forte résistance à la colonisation et certaines régions restent longtemps à l'écart de tout peuplement espagnol. Lorsqu'elles sont enfin soumises, les conquérants y trouvent une main-d'œuvre indigène très peu nombreuse, celle-ci ayant péri au cours des affrontements ou ayant fui vers des zones plus reculées. Dans le sud-ouest du pays, sont alors créées de vastes exploitations agricoles et de grandes fermes d'élevage, destinées à fournir l'alimentation des esclaves et des citadins. La main-d'œuvre qui s'y trouve est essentiellement composée d'esclaves noirs.

La ville en tant qu'espace patrimonial

Durant les premières années de la colonisation, l'occupation du territoire de la "Nouvelle-Grenade" (qui deviendra plus tard la Colombie) est radicalement différente de ce qu'elle est aujourd'hui. A cette époque, l'espace réellement occupé et exploité est très réduit, limité aux abords immédiats des centres urbains, qui ne comptent eux-mêmes que quelques pâtés de maisons. Ce qu'on appelle alors les limites d'une ville importante (c'est-à-dire les frontières du territoire placé sous sa juridiction politique et administrative) définissent la région dont elle possède le monopole de l'exploitation, mais marque également son isolement par rapport aux autres centres urbains.

Ces limites englobent les terres cultivées par les Indiens soumis et les ressources de la ville qui ne peuvent pas être exploitées par les agglomérations voisines : cours d'eau, forêts, mines, etc. La ville apparaît comme un patrimoine - un concept dérivé du droit de conquête - et non pas comme un marché ou un centre économique. Les pouvoirs économiques des individus dérivent de leurs fonctions politiques, et non l'inverse.

La fondation de centres urbains supplémentaires permet de mieux contrôler le territoire, mais accroît encore son éclatement politique, économique et social en créant de nouveaux fiefs établis par les *encomenderos* et les propriétaires terriens, qui s'organisent à travers le conseil municipal de leur ville. On voit se mettre alors en place la première phase d'un processus de fragmentation du pouvoir, qui va caractériser l'histoire politique de la Colombie jusqu'à nos jours.

Cette période est marquée par de nombreux affrontements entre les diverses factions de conquérants, constituées autour des grands personnages de la conquête et des premiers gouvernants envoyés par l'Espagne.

6. La ville de Santafé deviendra plus tard Bogotá, actuelle capitale de la Colombie (NdT).

Tous tentent de consolider leur pouvoir en cherchant des appuis parmi les membres de leurs familles et les conquérants les plus pauvres, c'est-à-dire les *encomenderos* défavorisés lors du partage des populations indiennes. Au cours des premières années, des fluctuations dans la répartition de la main-d'œuvre autochtone mettent en évidence des conflits de pouvoir au niveau local et régional. Mais peu à peu, les fortes relations de parenté et les alliances établies entre les *encomenderos* contribuent à stabiliser la situation. Ces derniers forment progressivement des clans familiaux sur lesquels s'appuie leur pouvoir local et ils s'opposent avec détermination aux velléités de contrôle des représentants de la Couronne. Les conflits entre les descendants des conquérants et les autorités de la métropole contribuent à renforcer chez les premiers une certaine cohésion. Ceux-ci développent les relations de parenté et affirment leur légitimité en se référant au concept de lignée. Vers 1600, le cercle étroit des premiers créoles[7] est uni par des liens familiaux complexes.

Peu à peu, leur pouvoir dépasse le niveau local. Au fil des années, les territoires contrôlés par les centres urbains les plus importants, comme Cartagena, Santa Marta ou Popayán, forment des provinces. Cependant, en dehors de ces juridictions, il existe encore des terres n'appartenant à personne, d'étendue variable mais presque toujours plus vastes que les régions dominées par les colons. Sur la côte Caraïbe, les espaces incontrôlés sont considérés comme un danger à cause de l'alliance possible des envahisseurs étrangers (hollandais ou anglais) avec les autochtones. Les tribus indiennes insoumises se considèrent en général comme des nations indépendantes de l'Empire espagnol, à tel point que leurs échanges commerciaux, que les autorités coloniales considèrent comme de la contrebande, ne sont pour elles qu'un négoce légitime de leur nation avec d'autres pays. Les Indiens Waayu livreront pour cette raison, au cours du XVIIIe siècle, une longue guerre contre le pouvoir espagnol, point culminant des affrontements qui émaillent la période coloniale.

Le manque de routes et la précarité des systèmes de transport accentuent encore l'isolement de cette petite population de colons disséminée sur un territoire immense. Cette situation permet de comprendre pourquoi l'espace économique se constitue lui aussi sous une forme éclatée. Les terres exploitées se situent à proximité immédiate des villes, qui recherchent en général leur auto-approvisionnement. Les seuls marchés distants et lucratifs sont les centres miniers vers lesquels sont acheminés de l'alcool et du bétail et autour desquels seront colonisées des terres basses et quelques versants. Pour le reste, la frontière agraire restera pratiquement la même jusqu'à la seconde moitié du XVIIIe siècle.

7. Descendants des Espagnols, nés sur le continent américain (NdT).

Le contrôle de la main-d'œuvre agricole : un enjeu majeur

Au cours des XVIe et XVIIe siècles, la population indienne connaît une chute démographique importante, provoquée par les épidémies, les mauvais traitements et l'éclatement des familles dû aux migrations forcées. Les travailleurs venant à manquer, le gouvernement espagnol met en place une politique de regroupement, afin de les rendre plus facilement disponibles. Son initiative rencontre l'assentiment des prêtres missionnaires, qui souhaitaient limiter leurs déplacements vers les peuplades les plus éloignées, et celui de nombreux citadins et propriétaires, qui demandaient à bénéficier de travailleurs autochtones. Les Indiens se voient donc contraints à abandonner leurs traditionnels hameaux pour se regrouper dans des villages bâtis autour d'une chapelle et d'une place centrale. Cette situation renforce le contrôle des propriétaires fonciers - *encomenderos* et patrons d'*haciendas*[8] - sur la main-d'œuvre indienne et consolide leur pouvoir dans la société locale.

A la même époque, la Couronne d'Espagne entreprend de convaincre les propriétaires terriens de payer une "indemnisation sur les propriétés foncières" en échange d'une reconnaissance légale de leurs possessions. Elle commence à regrouper les Indiens dans des réserves, de façon à libérer des terres susceptibles d'être ainsi attribuées aux colons. Cette nouvelle organisation territoriale, qui fait se côtoyer les grandes propriétés agricoles et les villages indiens, vise à séparer dans l'espace la "république des Indiens" de celle des Blancs. Les indigènes sont cantonnés dans leurs réserves, d'où ils tirent les moyens de leur subsistance, et n'en sortent que pour effectuer dans les *haciendas* des travaux saisonniers, afin de se procurer l'argent nécessaire au paiement des impôts. Quant aux Espagnols, ils sont interdits de résidence dans les villages indiens, afin d'éviter qu'ils n'abusent plus encore de la population autochtone et ne la réduisent à l'esclavage.

Mais le regroupement des Indiens échoue parfois, comme dans les hautes terres du centre-est, où les réserves sont progressivement occupées par les métis et les Blancs pauvres. Le principe de séparation des populations est ainsi rapidement battu en brèche par la réalité d'un mouvement massif de métissage. L'apparition des nouvelles générations de "sang-mêlés" oblige les autorités à dissoudre les réserves du haut plateau de Cundinamarca-Boyacá, qui sont remplacées par des *haciendas* et de petites propriétés paysannes. Une partie importante de la population indienne fuit alors vers les montagnes de la Cordillère, ce qui pose aux propriétaires des *haciendas* des problèmes de main-d'œuvre. C'est sous leur pression que le système du tribut, qui assoit le pouvoir des *encomenderos*, évolue vers un principe de contrat entre les travailleurs indiens et

8. Grande propriété agricole (NdT).

des représentants de la Couronne, choisis parmi des créoles qui leur sont favorables.

La pression dont sont l'objet les Indiens conduisent finalement ceux-ci à se réfugier dans les *haciendas* pour y rechercher la protection du propriétaire terrien. Mais cet attachement à un domaine n'empêche pas le travailleur indien de se déplacer. De plus, le métissage donne naissance à des hommes libres, non soumis au paiement d'un tribut et qui ne se plient à une autorité qu'au travers des systèmes de fermage et de métayage.

Une bonne partie des réserves indiennes sont ainsi dissoutes au cours de la seconde moitié du XVIIIe siècle, ce qui va accentuer certains processus plus ou moins spontanés : la mobilité de la population paysanne augmente, les habitants des "villages indiens" sont de moins en moins nombreux, on assiste à la création de hameaux peuplés de petits paysans métis qui s'installent dans les anciennes réserves ou colonisent des terres vierges en marge des contrôles habituels de l'État colonial. Ils sont parfois rejoints par des mulâtres, des Blancs pauvres et des esclaves fugitifs. De tels processus mettent en évidence l'essoufflement du système antérieur et son incapacité à retenir la main-d'œuvre, qui devient notoire à partir de la seconde moitié du XVIIIe siècle. Ils révèlent également l'impossibilité, pour les autorités civiles et ecclésiastiques, de contrôler une population de plus en plus mobile.

La rivalité des villes

Les mutations démographiques que connaît la Nouvelle-Grenade affectent profondément le modèle d'organisation territoriale et changent la physionomie des premiers peuplements. Des espaces laissés vides de colons depuis le début de la conquête sont, par endroits, progressivement occupés. Cependant, de vastes étendues restent encore vierges : il s'agit des terres de climat chaud de la vallée du Magdalena. La présence de ces territoires inhospitaliers rend difficiles les communications entre l'est et l'ouest du pays.

Le métissage et les déplacements de population transforment également les relations de domination et de soumission établies entre les villes elles-mêmes. Des agglomérations secondaires, qui doivent leur fondation à une ville plus ancienne, acquièrent ainsi une plus grande importance sous l'effet d'une augmentation de leur population. Cela leur permet de défier le pouvoir de la ville principale qui voit son espace d'influence se réduire. Santafé, par exemple, contrôle encore Tocaíma, Vélez et Mariquita, mais plus difficilement Tunja et Pamplona. Cali a tendance à rechercher une certaine indépendance vis-à-vis de Popayán et lui dispute même sa prééminence sur le territoire de la province.

La hiérarchie qui détermine les relations des villes entre elles est issue d'un héritage historique et ne répond pas à une rationalité organisatrice ni à des choix politiques ou administratifs. Elle est simplement l'aboutissement des événements de la conquête, eux-mêmes largement conditionnés par la situation antérieure des différentes régions. Les conflits entre agglomérations, villages et hameaux naissent en partie du sentiment que les relations de domination et d'allégeance sont l'expression de privilèges et ne relèvent pas d'un schéma administratif général.

Ces privilèges reposent parfois sur des bases objectives, comme la richesse des centres miniers. Mais les cycles fluctuants des matières premières bouleversent périodiquement la hiérarchie établie entre les zones minières et les régions agricoles, ce qui alimente les rivalités permanentes de villes comme Cartagena, Mompos, Santafé, Tunja, Pamplona, Vélez, Cali, Buga, Popayán, etc.

La hiérarchie des centres urbains, perpétuellement remise en question par l'histoire, est à l'origine de nombreux conflits des XVIIIe et XIXe siècles, qui seront souvent perçus comme des luttes politiques partisanes. En fait, de nombreux affrontements de l'époque coloniale, puis de la période républicaine, sont également imputables à des luttes régionales de pouvoir et non pas seulement à des conflits de classes. Un village indien acquérant le statut de paroisse au XVIIIe siècle peut prétendre au respect de ses limites territoriales et à une certaine autonomie, semblable à celle des villes. A leur tour, les petites bourgades luttent pour se libérer de l'influence envahissante des grands centres…

Quant à l'exode de la population paysanne à la recherche de terres vierges, phénomène qui débute dans la seconde moitié du XVIIIe siècle et se poursuit de nos jours, elle représente l'un des aspects les plus caractéristiques de l'histoire agraire de la Colombie. Cet exutoire aux tensions provoquées par la concentration de la terre aux mains des grands propriétaires est révélatrice de la misérable condition paysanne. Mais la tragédie de ces petits colons sera de constater que, dans les nouvelles terres qu'ils ont défrichées, se reproduit rapidement le phénomène de concentration des richesses qui les avait obligés à émigrer.

Toutes ces tensions convergeront quelques années plus tard dans les luttes pour l'indépendance, qui masqueront bientôt la diversité des antagonismes régionaux.

L'État colonial face aux mouvements de population

Les mouvements de population provoquent donc une remise en cause de la hiérarchie des villes et donnent naissance à des fronts pionniers en marge du contrôle de l'État et de l'Église. La Couronne d'Espagne essaie

alors de canaliser le processus en incitant la population à se regrouper en hameaux, de telle façon qu'elle soit toujours "à portée d'un son de cloche", et à s'organiser pour vivre "en bonne harmonie". De nombreux représentants de la métropole tentent ainsi d'accompagner et de contrôler les mouvements de population. Leurs efforts sont couronnés d'un relatif succès dans la région d'Antioquia, où l'arrivée spontanée de travailleurs est guidée et canalisée par les institutions publiques. Mais à part ce cas précis, l'échec de l'entreprise est total.

Le témoignage des ecclésiastiques ou les rapports des vice-rois durant la seconde moitié du XVIIe siècle témoignent de la difficulté de l'Église catholique et de l'État colonial d'assurer une présence dans les nouvelles régions de peuplement. Ceux-ci doutent de pouvoir exercer un gouvernement efficace, avec un prélèvement effectif de l'impôt, une bonne administration de la justice et un certain contrôle de la population.

Antonio de la Torre, militaire espagnol chargé en 1774 de regrouper la population dispersée de la province de Cartagena, fait une description des personnes "fugitives" : «… des descendants de déserteurs ou de mutins, de nombreux passagers clandestins (…), des Noirs, des esclaves en fuite ou d'autres qui, ayant commis quelque crime ou délit, ont cherché à échapper au châtiment et beaucoup d'Indiens, mêlés aux métis, aux Noirs et aux mulâtres, qui ont donné naissance à une infinité de castes difficiles à identifier (…) et manquant pour la plupart de nourriture spirituelle»[9]. Il faut préciser que la population ainsi décrite représente le tiers de la province de Cartagena.

Plusieurs années après, le moine franciscain Joseph Palacios de la Vega est chargé de parcourir la même zone, pour obliger la population à former des villages et rester sous le contrôle des autorités civiles et ecclésiastiques, ce qu'il fait entre 1787 et 1788. Il trouve sur son chemin des Indiens insoumis et des Noirs rebelles, des autorités corrompues et pratiquant la contrebande, en bref une population dans un état proche de celui qu'avait rencontré son prédécesseur, pourtant censé l'avoir remise dans le droit chemin…

Dans la région de Patia, des esclaves fugitifs créent une société en marge du pouvoir central, établissent avec les autorités locales des accords tacites de non-agression et développent même avec eux des relations commerciales. Sur les hauts plateaux de Cundinamarca-Boyacá, les Indiens quittent leurs réserves pour trouver refuge dans les villages voisins ou dans des lieux retirés où ils ne sont pas obligés de payer l'impôt. Dans la région de Fusagasuga, les Espagnols ne peuvent que constater la disparition progressive des Indiens assignés à résidence dans les réserves et l'augmentation concomitante du nombre des métis. Ils doivent se résoudre à conclure que les indigènes se dissimulent probablement «parmi les personnes de couleur que comptent les fidèles de nos paroisses».

---

9. Antonio de la Torre y Miranda. *Noticia individual de las poblaciones nuevamente fundadas en la Provincia de Cartagena. Santa Maria*, Espagne, 1794.

En outre, à cette époque, l'attitude des métis face aux prêtres catholiques est loin d'être soumise. Le père Basilio Vicente de Oviedo, curé de 1721 à 1761, rapporte que les meilleures paroisses sont les villages indiens, ou bien ceux de climat froid, ainsi que les villes espagnoles fondées au début de la conquête, alors que les pires sont les villes métisses, « ramassis de gens pauvres, rustres et sauvages, de toutes les races, qui proviennent de lieux différents », où il y a peu de baptêmes et encore moins de mariages. Au contraire, les Indiens lui apparaissent dévots, toujours prêts à servir la messe et à décorer l'église.

Les autorités civiles ont elles-mêmes de grandes difficultés pour soumettre les métis. Les résolutions, prises à plusieurs reprises par les vice-rois pour les chasser ou les obliger à vivre regroupés, restent lettres mortes. En 1764, un procureur envoyé par la Couronne transmet au Conseil des Indes[10] les plaintes des principaux propriétaires des raffineries de sucre de la région de Santafé, portant sur la concurrence des petites raffineries et distilleries clandestines créées par les métis. Il admet qu'en principe, leur suppression serait une bonne chose pour la santé publique, car la pureté de l'alcool que l'on y fabrique est douteuse. Mais il note également que le grand nombre de ces sucreries, réparties sur un territoire très vaste et exploitées par des individus inconnus qui s'enfuient à la moindre alerte, rend illusoire leur contrôle. D'ailleurs les propriétaires, aidés par la municipalité de Santafé, n'ont pu eux-mêmes parvenir à les faire disparaître. Le procureur estime par ailleurs que leur destruction pourrait occasionner des troubles. Il conseille donc au vice-roi de repousser la pétition des grandes sucreries et d'adopter la seule attitude raisonnable : fermer les yeux.

Le vice-roi se rallie à cette position et décrète que les petites sucreries doivent être tolérées afin d'éviter de plus grands maux « car si les milliers d'hommes vivant aujourd'hui de ce trafic se retrouvaient demain sans avenir, étant tous de la plèbe, on pourrait craindre que la faim ne leur inspire quelques desseins peu favorables envers le bien des honnêtes gens »[11].

A la fin de la période coloniale, la population de métis et de mulâtres s'accroît rapidement et donne naissance à des communautés paysannes et à de petits centres urbains qui s'étendent dans les interstices laissés libres par les *haciendas* et sur les terres récemment conquises. De véritables sociétés paysannes se forment ainsi dans certaines régions, comme dans la vallée du Cauca.

Dans les villes, l'ordre et l'harmonie ne règnent pas plus que dans le monde rural. Même dans la capitale, les autorités ont bien du mal à contrôler une population métisse et indienne qui, malgré les interdictions, émigre vers d'autres agglomérations, contracte des unions matrimoniales de fait et donne naissance à de nombreux enfants illégitimes. La doctrine

10. Le Conseil des Indes inspirait au roi d'Espagne les législations destinées à l'administration des colonies.
11. *Archivo General de Indias*, Santafé.

de l'Église catholique constitue alors un système de référence commun, mais n'est pas respectée de façon très scrupuleuse.

Les difficultés de ce contrôle apparaissent dans toute leur ampleur à propos des *chicherías*, ces débits de boisson qui servaient occasionnellement de refuge aux Indiens en fuite. Relais entre la république rurale des Indiens et la république urbaine des Blancs, les *chicherías* symbolisent la faillite de la politique de ségrégation raciale. L'archevêque Urbina tentera bien, en 1701 et 1702, d'imposer leur fermeture, mais devra renoncer après l'échec de son initiative.

La difficile présence de l'État dans une société métisse

A la fin de la période coloniale, on peut dire que la présence de l'État est encore très réduite, sauf peut-être dans l'étroite enceinte des grandes villes. Ce n'est qu'à l'intérieur de ces périmètres urbains que l'autorité de la Couronne se traduit par l'application de la justice, le respect des hiérarchies sociales et l'exercice de fonctions politiques. Ailleurs, l'État confie ses pouvoirs aux maires et aux conseils municipaux élus par les notables des petites villes, les propriétaires d'*haciendas*, les mineurs ou les commerçants. La délégation de son autorité aux instances locales représente de fait la seule façon pour l'Espagne de faire acte de présence dans un pays gouverné par une multitude de petits potentats, ce qui donne lieu à des équilibres délicats et des relations particulières entre l'espace public et l'espace privé.

La population métisse, quant à elle, habituée à une faible présence des autorités légales, fonde ses pratiques sur la liberté de l'accès à la terre, sur le droit de produire et de consommer sans payer d'impôts. Ces convictions lui donnent la force de s'opposer aux intrusions jugées arbitraires des représentants de l'État. Son attitude, résultat du laxisme du pouvoir central durant la période coloniale, sera à l'origine d'innombrables conflits politiques lorsque l'arrivée des Bourbons sur le trône d'Espagne bouleversera le rôle de l'État.

La situation des métis dans la société coloniale, leur attitude face aux autorités publiques, l'absence de pouvoir central dans les zones récemment peuplées et la rivalité des villes trouvent leur correspondance dans la structure même de l'État espagnol en Nouvelle-Grenade. Malgré l'autorité qui leur est octroyée par la loi, les représentants de l'ordre public doivent négocier en permanence avec les grandes familles. Plus grave encore, les fonctionnaires, fréquemment corrompus, finissent par établir des alliances avec la société locale, qui les coopte dès leur arrivée. Fragilisés par les aléas du contexte économique et social, qui redistribue les cartes à tout

instant, ces fonctionnaires sont ballottés par le jeu politique informel que mènent les élites locales.

Avec l'arrivée des Bourbons sur le trône d'Espagne, la tradition politique du pays laisse place à un absolutisme à la française. Charles III réforme l'administration, met fin à certains privilèges traditionnels et à la conception patrimoniale de l'État, et exerce un contrôle important sur la hiérarchie ecclésiastique et le bas clergé. Il est nécessaire à ses yeux de conforter l'autorité royale aux dépens de l'Église, des corporations, des communes et des petits chefs locaux. Il faut imposer la raison à une société ignorante et aveuglée par ses traditions, promouvoir la libre entreprise et développer le commerce, organiser une réforme de la propriété agraire et moderniser l'éducation… En bref, il faut engager une transformation radicale de la société, conformément aux principes du Siècle des Lumières.

Le nouveau "pacte colonial" requiert un changement profond dans les rapports entre le gouvernement colonial et les pouvoirs locaux. Face à ces bouleversements, les réactions ne se font pas attendre. Dans le monde traditionnel de la Nouvelle-Grenade, éloigné du pouvoir royal, l'action réformatrice rencontre de fortes résistances.

Les conflits les plus violents éclatent à propos de l'instauration du monopole royal sur l'alcool et le tabac, auquel s'oppose avec vigueur la population. La levée de nouveaux impôts et l'affrontement de conceptions différentes portant sur les pouvoirs de l'État et des communes débouchent en 1781 sur le plus important conflit de l'histoire coloniale, appelé la Révolution des *Comuneros*.

Mobilisant plus de 20 000 personnes, cette insurrection menée au nom de la défense de l'ordre traditionnel, plonge le pouvoir colonial dans une crise sans précédent. Ses initiateurs protestent contre une modification des règles du jeu auquel ils sont habitués et pour le maintien des principes qui leur avaient permis de négocier des espaces de pouvoir face à l'autorité centrale.

Les bureaucrates envoyés par Charles III, exigeant une obéissance aveugle, auraient pu rassembler contre eux l'ensemble de la population de la Nouvelle-Grenade. Mais les régions et les villes tentent bientôt de profiter de l'insurrection pour s'opposer les unes aux autres. Ces divisions, habilement exploitées par les représentants de l'autorité royale, conduiront le mouvement à sa perte.

La crise éclate pour des motifs d'ordre fiscal, mais le problème est en fait politique et constitutionnel. L'enjeu, c'est de savoir qui possède l'autorité pour lever de nouveaux impôts. Les insurgés croient profondément que les lois injustes sont inapplicables et que ce type de mesure ne peut être décrété sans une quelconque approbation populaire. Une sorte de "constitution non écrite" établit que les décisions importantes doivent faire

l'objet de négociations informelles entre l'administration royale et ses sujets, débouchant sur un compromis acceptable entre ce que désire la première et ce qu'il est raisonnable d'attendre des seconds. Le conflit de 1781 cristallise l'affrontement entre les velléités centralisatrices de la métropole et la réalité de la décentralisation de la colonie.

Le soulèvement des *comuneros* constitue le conflit le plus important de tous ceux qui émaillent la fin du XVIIIe siècle : affrontements avec les Indiens insoumis, protestation des Indiens hispanisés, luttes entre anciens et nouveaux centres urbains, soulèvements d'esclaves, attaques contre les fonctionnaires…

Il ne faut pas interpréter ces troubles comme des mouvements sporadiques et désordonnés, mais comme des signes de faiblesse des instruments politiques de contrôle social. Certains observateurs de l'époque ne tardent pas à considérer la population de la Nouvelle-Grenade comme une force ingouvernable, qui peut s'avérer turbulente. De très nombreux témoignages de visiteurs[12] signalent d'ailleurs avec étonnement la familiarité et le manque de respect que témoignent les classes populaires à l'égard des notables locaux. L'archevêque et vice-roi Antonio Caballero y Gongora décrit en 1789, en des termes peu flatteurs, les sujets qu'il laisse à son successeur : « ils forment (…) une population vagabonde et instable qui, à cause de la tyrannie des propriétaires, émigre avec d'autant plus de facilité que sont maigres leurs possessions, peu conséquente la perte de leur chaumière et mince l'amour qu'ils portent à la terre où ils sont nés. Ils ne possèdent pas plus à leur mort qu'à leur naissance et, où qu'ils aillent, ils retrouvent exactement ce qu'ils avaient laissé (…). C'est en réalité un monstre indomptable qui résiste à tout ». Pour lui, les tendances criminelles des métis, qui ne croient pas en Dieu et n'aiment pas le roi, sont la cause de tous les maux du vice-royaume.

Mais si l'existence de vagabonds et de fuyards perdus dans la montagne et la forêt est encore admise à la fin du XVIIIe siècle, le vice-roi Ezpeleta, successeur de Caballero y Gongora, considère que cette population est en baisse. Quant à l'appréciation de son prédécesseur sur le caractère insoumis des métis, il est loin de la partager. Le vice-roi Gil y Lemos estime également que ce constat est basé sur une observation superficielle et ne reflète pas la réalité. Il qualifie ses sujets de « gens dociles, d'une médiocrité de fortune qui leur suffit à peine pour survivre (…). Obéissants par nature, ils subissent avec résignation les contributions qu'on leur demande ». C'est pour cette raison que « vivre armés au milieu de gens pareils, fortifier la capitale et se maintenir en état de guerre perpétuel, c'est leur apprendre ce qu'ils ne connaissent pas, les obliger à penser ce qu'ils n'auraient jamais imaginé ». Pour sa part, le vice-roi Mendinueta critique également cette peinture « d'un monstre qui n'existe pas » en assurant qu'elle provient d'exagérations inspirées par un zèle sans mesure. Il

12. Placés sous l'autorité directe du roi d'Espagne, ces hauts fonctionnaires étaient envoyés en mission d'inspection pour contrôler l'activité des autorité locales et le respect des lois.

signale au contraire la sécurité avec laquelle un homme seul et sans arme peut désormais traverser le pays. Bien sûr, dit-il, de vastes espaces sont encore vides, mais un territoire aussi étendu ne peut pas se peupler en moins de deux siècles. Il existe bien également des fugitifs, mais ceux-ci « ne sortent guère de leurs repaires pour commettre quelque violence que ce soit ».

La vision pessimiste de l'archevêque et vice-roi était-elle exagérée, ou la situation s'est-elle notablement améliorée au cours des gouvernements de ses trois successeurs ? Peut-être cette population n'a-t-elle représenté une menace réelle pour le pouvoir colonial que lorsque les crises locales se sont conjuguées à un mécontentement généralisé, comme cela a été le cas lors de la révolte des *Comuneros* ?

Quoi qu'il en soit, le clivage entre une population intégrée au système colonial, proche de l'État et de l'Église, et une population liée à eux de manière marginale et essayant d'échapper à leur contrôle, marquera profondément l'histoire du pays aux XIXe et XXe siècles. Ces deux sociétés développent des hiérarchies et des systèmes de cohésion très différents. Dans les régions nouvellement colonisées d'hier ou d'aujourd'hui, les zones de peuplement spontané s'avéreront plus conflictuelles que celles où l'occupation de l'espace est organisé par les pouvoirs publics. De façon générale, les agglomérations fondées aux XVIe et XVIIe siècle seront plus pacifiques que celles qui se sont établies à partir du milieu du XVIIIe siècle. Enfin, les "villages mélangés", où se côtoient les Blancs pauvres, les Noirs, les métis, les mulâtres et les Indiens marquent une tendance plus nette à la violence. Les tensions éclateront lors de la lutte pour l'indépendance et des guerres civiles du XIXe siècle. Et à notre époque, la violence des années cinquante, comme celle d'aujourd'hui, se manifeste en particulier dans les zones de colonisation.

2. VERS L'INDÉPENDANCE : CRISE POLITIQUE ET CONFLITS (1800-1850)

Au début du XIXe siècle, le pouvoir colonial se trouve dans un état de relative faiblesse. Outre ses difficultés à gérer les nombreux conflits qui se déclarent sur le continent américain, l'Espagne s'avère incapable d'en contrôler l'économie, du fait de sa faible présence dans la navigation atlantique et d'un développement industriel médiocre contribuant à son isolement commercial et militaire.

La crise de l'indépendance

Progressivement, entre 1795 et 1810, la lente reconquête de l'empire colonial entamée par les Bourbons voit ses résultats s'évanouir, aussi bien dans le domaine économique qu'en ce qui concerne le contrôle du territoire. En 1810, le constat d'échec de leur politique devient évident, y compris aux yeux de la bourgeoisie créole pro-hispanique. Des discussions s'engagent, en vue de renégocier les relations qui unissent la colonie et la métropole.

Les réformes n'auront pas réussi à donner un nouveau souffle au pouvoir colonial. Par contre, elles auront remis en cause l'ancienne hiérarchie qui existait entre les villes de la Nouvelle-Grenade. Elles auront également bouleversé les rapports des groupes sociaux peuplant le pays. En effet, en cherchant à exclure les créoles de l'administration coloniale, les nouveaux souverains avaient déclenché une véritable crise. Pour eux, la loyauté à la couronne était indissociable d'une naissance en Espagne.

La concession de privilèges exclusivement associés à la naissance avait pour but de décourager les velléités politiques des élites locales, et de canaliser leurs efforts vers les activités économiques et commerciales. Les créoles, se voyant exclus de tout accès à la haute administration coloniale, accrurent leur participation au sein des conseils municipaux, dans le but de récupérer une partie du pouvoir politique qui leur était refusé.

C'est alors que l'intervention de Napoléon Bonaparte en Espagne vient créer brutalement un vide de pouvoir. L'ancienne organisation politique locale revient en force en Nouvelle-Grenade, basée sur l'autorité du curé, du conseil municipal et de quelques fonctionnaires. Dans la recherche de leur légitimité, les élites de la Nouvelle-Grenade font appel aux principes traditionnels. Ils déclarent que - les colonies étant la possession personnelle du monarque - l'autorité de celui-ci peut être exercée en son absence

par les corporations formées des élites locales. Ressurgit ainsi la notion d'État patrimonial, sorte de propriété privée des élites, une conception que les Bourbons avaient tenté de faire disparaître. Malgré les efforts entrepris pour les abolir, les valeurs traditionnelles étaient donc restées latentes dans la société coloniale.

Des révoltes éclatent, tout comme dans le reste de l'Amérique latine, qui expriment l'opposition de la société coloniale au processus de modernisation de l'État, aux réformes administratives, aux efforts de la Couronne pour soumettre l'Église à son autorité et à l'invasion des fonctionnaires de la métropole. Les principales villes du pays se soulèvent. Les insurgés ne se considèrent pas comme des rebelles, mais comme les héritiers d'un pouvoir déchu, les sauveurs légitimes des institutions. Les conseils municipaux - institutions locales dont la légitimité ne relève pas d'une autorité coloniale en pleine décadence - organisent bientôt la révolte et mobilisent les notables lors de leurs sessions extraordinaires, permettant ainsi aux élites créoles de conserver le contrôle de l'insurrection. Bientôt, le conseil municipal de Santafé convoque des "Assemblées du Gouvernement", qui assument les fonctions des gouvernants de la métropole. Ce qui ne les empêche pas d'intégrer à l'occasion des officiers de l'armée espagnole, des prêtres et des fonctionnaires royaux.

Dans un contexte international marqué par la guerre franco-espagnole, l'affrontement latent entre les élites locales et les représentants de la métropole apparaît brutalement au grand jour. Les créoles exigent d'être associés aux décisions politiques du gouvernement. Le sentiment d'appartenance à une communauté coloniale naît progressivement, engendré par les désaccords avec la Couronne. Ce n'est pas le gouvernement de Nouvelle-Grenade qui est défié, mais les relations de la colonie avec l'Espagne qui sont questionnées.

Les événements de 1810 provoquent la fin de la "seconde conquête de l'Amérique" engagée par les Bourbons, cause directe de la totale désorganisation de l'Empire.

Les réactions ne se manifestent cependant pas de la même façon dans tout le pays. Dans les régions où la population asservie est importante, la crainte que suscitent les élites locales conduit parfois les esclaves à préférer le gouvernement des Espagnols à celui de leurs maîtres. Dans les régions éloignées de la capitale, où les principes rationalisateurs des Bourbons sont restés sans effets et n'ont pas menacé les notables créoles, ceux-ci ne se soulèvent pas. Par contre, la rivalité entre la métropole et la colonie se fait fortement sentir à Santafé, où une élite ambitieuse s'affronte à des fonctionnaires espagnols de haut rang.

La première guerre civile

Avec l'idée d'une séparation de la Nouvelle-Grenade et de l'Espagne, les créoles visent à la fois leur indépendance politique et le maintien de l'ordre social hérité de l'époque coloniale. Leur recherche du pouvoir se concrétisera bien par une modernisation de certains secteurs - comme le commerce extérieur - mais la tendance générale est celle d'un blocage du système économique et politique. Leur objectif est de s'octroyer les prérogatives de la Couronne sans réformer l'organisation sociale traditionnelle.

Mais rapidement, l'Histoire s'accélère. Les élites ayant allumé la mèche, la dynamite populaire ne tarde pas à exploser. La violence collective - révoltes d'esclaves, banditisme, conflits ethniques - devient furieusement perturbatrice. Dans de nombreuses provinces, les créoles craignent que l'insurrection n'échappe à leur mainmise. Les récents événements d'Haïti - qui ont mené un Noir sur le trône, puis provoqué la partition de l'île - sont dans toutes les mémoires.

Le 20 juillet 1810, l'Assemblée de Santafé propose la formation d'une ligue réunissant les 22 provinces, dans lesquelles des Assemblées similaires sont en cours de formation. Cette initiative n'obtient qu'un très relatif succès. Le conseil municipal de Cartagena accepte l'invitation de la capitale, mais en rappelant la souveraineté de chaque province et en proposant une organisation fédérale.

Ainsi, la formation d'assemblées provinciales de gouvernement, contrairement à ses objectifs, ne fait qu'aiguiser les rivalités entre les centres urbains. Les élites de la ville de Cartagena, soucieuses de marquer leurs différences avec les habitants de la capitale, en profitent pour affirmer leur suprématie sur leur propre région, où les grandes propriétés agricoles et la contrebande avaient permis l'apparition de puissantes élites locales en marge de la juridiction urbaine. Ainsi Santa Marta, Mompox, Valledupar et Riohacha contestent bientôt la suprématie du centre urbain régional. Les actions engagées par Cartagena pour soumettre les villes insurgées donnent lieu à ce que l'historien José Manuel Restrepo appellera plus tard la première guerre civile.

Les luttes de pouvoir et les revendications autonomistes ne se limitent pas aux centres commerciaux de la région côtière. A l'intérieur même des provinces, les dissensions ne tardent pas à se manifester, donnant lieu à des jeux complexes d'alliances et d'oppositions perpétuellement recomposées. Par exemple, la ville de Valledupar profite de la situation pour se dégager de l'influence de Santa Marta et se proclamer capitale de la province. Mais l'entreprise n'est pas aisée, car plusieurs agglomérations rivales s'opposent à ses prétentions et recherchent l'appui espagnol en se déclarant loyales à la Couronne. A son tour, le conseil municipal de Valledupar cherche à faire alliance avec la ville de Cartagena, misant sur

sa rivalité avec Santa Marta. Dans la province voisine, la localité de Chiriguana proclame son indépendance vis-à-vis de la capitale, Tamalameque. Des réactions de ce genre se manifestent dans tout le vice-royaume de Nouvelle-Grenade. Cartagena dissout brutalement l'assemblée de Mompox, Pamplona soumet Girón, Tunja mate la rébellion de Sogamoso et Honda celle d'Ambalema. Ces luttes fratricides donnent lieu à ce qu'on appellera plus tard la "drôle de patrie".

Les conflits qui surgissent alors n'ont d'autre cause que la disparition de la "communauté imaginaire" que représentait l'Empire. Pour remplacer les sentiments d'appartenance bousculés par l'indépendance, l'identité locale arrive en force. Autour de la paroisse ou de l'agglomération, les habitants dessinent leur organisation politique à l'échelle locale, à la manière des villes-États de la Renaissance. Le pouvoir se dilue, l'organisation politique éclate.

Mais les Espagnols résidant en Nouvelle-Grenade ne se résignent pas à voir la bourgeoisie créole revendiquer leur place. Pour appuyer l'action de l'armée loyaliste, ils organisent bientôt une contre-insurrection en soutenant la population métisse, noire et indienne dominée par les créoles. Face aux abus des propriétaires locaux, les fonctionnaires espagnols s'étaient souvent fait les protecteurs des esclaves. Cela leur permit ensuite de mobiliser la population noire avec une relative facilité.

Par exemple, dans l'ouest du pays, les villes confédérées de la vallée du Cauca s'opposent au gouverneur soutenu par les villes de Popayán, Almaguer, Patia et Pasto. Devant l'arrivée imminente de troupes rebelles, le conseil municipal de Popayán décide d'offrir la liberté à tous les esclaves qui prendront les armes pour la défense du parti loyaliste. Celui-ci défait, les soldats vaincus se dispersent dans la région, organisant une guérilla conservatrice favorable au maintien de l'ordre colonial.

L'extension du conflit

Le résultat le plus immédiat de la tactique de la contre-insurrection fut d'impliquer rapidement la plupart des groupes de population dans le conflit politique et de transformer celui-ci en un champ d'affrontements sociaux et ethniques. Cette implication du plus grand nombre élargit les clivages existants dans la société coloniale. Les fonctionnaires espagnols remportèrent ainsi quelques succès au début du conflit, mais le processus provoqua à terme une perte de légitimité des autorités coloniales et conduisit à une fragilisation politique et sociale de la Nouvelle-Grenade, ce qui s'avéra décisif pour l'issue du conflit.

Cependant, les premiers soulèvements en faveur de l'indépendance se soldèrent par un échec militaire. La population créole se rendit compte que

le chemin à parcourir pour arriver à se libérer du pouvoir espagnol était encore long. L'une de ses principales faiblesses résidait dans son armée, conglomérat de troupes disparates luttant pour défendre les intérêts de leurs localités respectives. Cet état de fait n'était pas sans relation avec la situation politique. Si l'organisation fédérale, calquée sur le modèle nord-américain, contribua à apaiser les rivalités régionales, elle se révéla fort peu adaptée lors de l'affrontement avec l'armée espagnole.

Bolívar reprend la lutte pour l'indépendance en 1817, utilisant de nouvelles stratégies. Cherchant à dépasser l'élitisme des premières revendications autonomistes, il appelle à la mobilisation les métis, les Blancs pauvres et même les esclaves noirs. Il décide d'encourager l'enrôlement des patriotes en offrant aux officiers métis et mulâtres des perspectives d'ascension sociale et en leur distribuant les biens confisqués aux Espagnols. En permettant ainsi à une élite militaire de se constituer un patrimoine personnel, il reproduit les règles de l'État patrimonial jusque dans l'armée rebelle. Bien involontairement, Bolívar ouvre ainsi la voie qui sera suivie au cours du XIXe siècle par de nombreux chefs de guerre.

Surestimant à l'évidence ses capacités militaires, l'Espagne s'engage dans une escalade belliciste, perdant du même coup une partie de ses appuis dans la population civile. Mais, parce qu'elle favorise l'enrôlement de soldats issus de la population locale, la Couronne transforme bientôt la guerre coloniale en guerre civile. Utilisant la même stratégie, les patriotes mobilisent la population en ralliant à leur cause les dirigeants populaires les plus charismatiques.

Le conflit se termine en 1819 par la victoire des créoles, mais la société en est profondément transformée. Avant 1810, la population ne manifestait son mécontentement que de façon sporadique, à l'occasion de révoltes et d'émeutes, et retournait à ses occupations une fois le calme revenu. Après l'indépendance, la politisation provoquée par les années de guerre a profondément marqué la population. Les dirigeants populaires sont devenus des chefs militaires et leur arrivée sur la scène politique accroît encore les conflits régionaux. Dans diverses régions, le contrôle social exercé par les autorités traditionnelles se distend notablement. Les chefs militaires, soucieux de maintenir leur pouvoir en conservant sous leurs ordres une troupe facilement mobilisable et politiquement sûre, refusent de désarmer leurs forces et maintiennent avec la population un contact étroit. La société devient hautement politisée et la politique militarisée. La violence s'installe alors durablement, la légitimité politique étant représentée par les nouveaux notables issus de la guerre, distincts de ceux qui incarnaient le pouvoir local durant l'époque coloniale.

Ces mutations de nature politique surviennent dans un contexte de restauration de l'ordre social hérité de la colonie. L'esclavage reprend ses droits, les seuls esclaves affranchis étant ceux qui ont participé activement

aux luttes de libération. Les postes de commandement occupés par les Noirs au sein de l'armée d'indépendance sont supprimés.

La République : un choix obligé

Une fois l'indépendance acquise, les élites de la Nouvelle-Grenade se voient confrontés à la nécessité de donner une légitimité à leur nouvel État. La rupture avec l'Espagne ne laisse de fait qu'une alternative possible : la souveraineté du peuple et le modèle républicain.

En effet, l'absence de toute tradition royaliste autochtone ne laisse aucune opportunité à la monarchie. Quant aux formes d'organisation dictatoriales, elles ne peuvent s'épanouir dans le contexte politique de 1819, marqué par les conflits régionaux. Le sentiment d'appartenance locale, l'éclatement des marchés, la concurrence des élites opposent autant de barrières à la mise en place d'un pouvoir fort et centralisateur. En outre, la Nouvelle-Grenade ne dispose pas d'une administration solide, à cause de l'absence d'une véritable capitale. Santafé a dû partager ses prérogatives avec Tunja, puis avec Popayán et Cartagena. Son titre de première ville du pays est plus honorifique que réel. Enfin, l'éclatement du pouvoir est d'autant plus important que le contrôle de la population est réduit. Cette situation, déjà dramatique à la fin de la période coloniale, empire encore avec les désordres provoqués par la guerre d'indépendance.

Ces caractéristiques rendent difficile l'émergence de pouvoirs forts, comme ceux qui s'imposent dans d'autres pays. Jamais, dans l'histoire de la Colombie, on ne trouvera de dictateurs comme ceux qui ont dirigé la Bolivie, l'Argentine ou le Paraguay pendant des décennies, exerçant une répression féroce sur leurs opposants. Après l'indépendance, aucune élite ne peut s'imposer en tant que groupe dominant. Cette situation oblige les notables régionaux à conclure des alliances et les conduit à établir un système de rotation de la fonction présidentielle. Les élections au suffrage censitaire[13] - toujours frauduleuses et la plupart du temps sanguinaires - représentent le seul moyen de mettre sur pied un système de pouvoir centralisé et reconnu. Le choix républicain s'impose donc à cause de l'absence d'alternative, et non pas grâce à une quelconque conviction démocratique des élites.

Mais la voie républicaine exige du pouvoir qu'il soit légitimé par le peuple. C'est la seule façon de transformer l'autorité en un droit et l'obéissance en un devoir, c'est-à-dire de faire évoluer les rapports de force vers la légalité.

C'est là que se pose un problème majeur : dans la Nouvelle-Grenade de 1819, il n'existe pas de peuple au sens actuel du terme, pas plus d'ailleurs que d'État ou de nation. Un pacte social de nature républicaine suppose

13. Système dans lequel le droit de vote n'est acquis qu'aux citoyens remplissant un certain nombre de conditions. Ici, le suffrage est réservé aux hommes adultes, alphabétisés et économiquement indépendants, ce qui éliminait les salariés, les fermiers, etc.

l'existence de citoyens, c'est-à-dire d'acteurs individuels s'associant de façon volontaire. Au lieu de cela, la société de Nouvelle-Grenade ne voit que "des peuples", des acteurs collectifs qui composent le monde colonial. Il s'agit des diverses communautés locales, réunies par des relations traditionnelles de domination et de soumission, sans rapport avec les liens qui unissent habituellement entre eux les citoyens d'une même République. Ainsi, quand la ville de Tunja tente en 1811 de proclamer sa souveraineté et édicte sa propre Constitution, elle en appelle aux représentants "des peuples de la province". Il en va de même pour les Constitutions de Cundinamarca, Antioquia, Cartagena et Mariquita. Le "peuple moderne" se réduit à un groupe minuscule de citoyens, l'élite politique de type jacobine, inspirée par les principes de la révolution française et du Siècle des Lumières. Affichant un discours moderne, ceux-ci commencent à diffuser une nouvelle culture politique.

Cette situation débouche sur ce que François-Xavier Guerra[14] appelle "la fiction démocratique". Les principes et les institutions démocratiques - le droit de vote, le fédéralisme, la séparation des pouvoirs - ne peuvent exister dans la société de l'époque. Un "peuple fictif", composé de citoyens dont on suppose qu'ils ont rompu avec les valeurs de la société traditionnelle et avec la tutelle de l'Église, regroupe la majorité des hommes politiques. Les élites culturelles et économiques jouent quant à elles le rôle de "peuple théorique" et exercent pleinement leurs droits de citoyens. Ces intellectuels surgis des luttes d'indépendance et des guerres civiles, baignés de culture moderne, se considèrent comme les penseurs du moment et les porte-parole de la nation. Ils font les lois, et les lois sont faites pour eux. Mais ce "peuple réel" ne représente que 1% de l'ensemble de la population. Ceux qui exercent pleinement leur rôle de citoyens ne se recrutent pas parmi les esclaves, les fermiers, les métayers, les ouvriers agricoles, les femmes et les illettrés, c'est-à-dire parmi tous ceux qui vivent sous la domination et la dépendance économique. Ceux-là sont exclus du peuple politique et n'ont pas accès au droit de vote. Cette fiction n'est pas du goût de tous ceux qui ont été invités à prendre les armes et à se battre pour l'indépendance. Eux aussi revendiquent de participer à la vie publique en déposant leur bulletin dans l'urne.

Le peuple indompté

Dans le système politique républicain, les différenciations raciales et les hiérarchies sociales n'ont pas d'existence légale. Bien sûr, celles-ci restent présentes dans la société et s'expriment notamment au travers des conflits, mais l'avènement de la République provoque des changements dans les façons de penser de la population métisse. Celle-ci, séduite par un

14. François-Xavier Guerra. *Del antiguo régimen a la revolución*. México, Fondo de cultura económica, 1988.

discours libéral qui prône l'égalité, la liberté et la fraternité entre les hommes, trouve les moyens d'imaginer un nouveau monde où elle puisse devenir protagoniste de la vie politique, gagner enfin une reconnaissance et même, dans certains cas, prétendre à une ascension sociale.

Il est surprenant d'observer avec quelle rapidité ces idées modernes se diffusent et sont assimilées. Les principes républicains font naître un sentiment d'appartenance à la nation récemment constituée. Paradoxalement, le discours égalitaire représente bientôt le moyen pour les élites de faire accepter et d'intérioriser de nouveaux mécanismes de contrôle social et de domination. L'absence d'un pouvoir fort est compensée par l'existence d'un monde politique imaginaire où tous les citoyens doivent se sentir égaux.

Mais l'interprétation des principes républicains varie selon les intérêts des divers groupes de population. Un voyageur suédois, Karl Gosselman, observe en 1826 le comportement des rameurs du fleuve Magdalena et commente « qu'en leur qualité "d'hommes libres", obtenue avec l'indépendance, ceux-ci sont devenus insolents, allant jusqu'à se considérer comme les seuls à devoir être favorisés et dépouillant habituellement les voyageurs de tous leurs biens ». Narrant sa conversation avec un rameur de Puerto Nare, il rapporte que celui-ci - après l'avoir plaint de ne pas vivre dans une nation libre - a commencé à vanter la puissance de la République de Colombie depuis l'expulsion « de ces crétins d'Espagnols ». Mais le voyageur suédois ne se laisse pas impressionner : «- Face à la méconnaissance de notre réalité de la part de mon interlocuteur, j'ai dû lui préciser que la Suède était non seulement l'une des nations les plus libres d'Europe, mais qu'elle était fière d'en être la plus ancienne. Le rameur surpris demanda «- Comment pouvez-vous être libres si vous n'êtes pas républicains ? » Je me suis donc senti obligé de le convaincre à l'aide de données précises, lui indiquant que même si nous ne prenions pas le nom de républicains, en réalité nous étions meilleurs que les Colombiens. A plus forte raison si ceux-ci ne possèdent pas la culture suffisante pour profiter des libertés que la Constitution leur accorde ».

Gosselman observe avec intérêt comment les élites diffusent une nouvelle culture politique et fabriquent délibérément des symboles républicains. « C'est dans les provinces de climat tempéré que se développe le mieux la liberté de l'esprit. C'est là que les jeunes reçoivent une éducation faisant d'eux les forces qui donneront plus d'éclat à la construction et à la consolidation d'une République naissante. Les premiers fondements de cette instruction résident dans un élément de grande importance : la fierté d'appartenir à une nation. Cette qualité alimente un patriotisme nécessaire quand il s'agit de former une République. C'est avec ce sentiment qu'ils doivent considérer leur liberté, leurs héros, leur Constitution et leur armée. Ils pensent au plus profond d'eux-mêmes qu'il n'existe aucune autre

nation au monde dont les libertés et la Constitution puissent être comparées à celles de la République de Colombie. Pour discréditer les autres, ils montrent l'exemple de ceux qui sont gouvernés par un roi, ce qu'ils considèrent comme déshonorant. Il est amusant de voir comment ils manifestent cette attitude en toutes circonstances. Ils font d'ailleurs très attention d'écrire les mots "roi" ou "royaume" en minuscules, alors que les mots de Président ou de République sont toujours libellés avec de grands caractères».

Ces efforts rappellent ce que Serge Gruzinski[15] appelle "la guerre des images". Si la colonisation a constitué un processus d'imposition de l'imaginaire espagnol, la République débute par une véritable guerre des signes et des symboles déchaînée par les libéraux contre les emblèmes de l'ancien régime. C'est ainsi que la capitale perd son nom de Santafé pour devenir Bogotá, appellation d'origine pré-hispanique.

De nombreux personnages déploient de grands efforts pour porter l'idéologie républicaine à toutes les classes sociales, avec son symbolisme et son imaginaire. Ainsi, Francisco de Paula Santander, considéré comme un précurseur dans l'emploi des méthodes d'agitation politique, cherche souvent un soutien parmi le "bas peuple". Ses déplacements sont ainsi décrits en 1828 par un diplomate anglais: «Il recherche la compagnie de la simple populace, utilise les vêtements et les coutumes du peuple pour stimuler par sa présence les sentiments les plus violents et les plus séditieux».

Cette "populace", le peuple fictif décrit à la fin de la colonie comme grossier et rebelle envers ce qui est considéré comme convenable, est rapidement politisée par le discours républicain. C'est ainsi que la fiction démocratique acquiert une image, illustrée par les rameurs du fleuve Magdalena qui se sentent libres et citoyens de la République - même sans droit de vote - ou par celui de Puerto Nare qui se considère supérieur à un voyageur suédois parce que celui-ci est le sujet d'un roi. Si l'on en juge par ces témoignages, les efforts pour diffuser la culture républicaine ont rapidement été couronnés de succès. Mais cette réussite causera bientôt de nouvelles difficultés à l'élite dirigeante.

Bolívar et Santander, crise d'identité et problèmes raciaux

Né en 1793, le jeune Simón Bolívar dirigea les armées de libération durant la guerre d'indépendance de la Nouvelle-Grenade, du Venezuela et de l'Équateur, pays qu'il réunit ensuite sous le nom de Colombie (que l'on appellera plus tard Grande Colombie, pour la distinguer de la Colombie actuelle). Il fut secondé par Francisco de Paula Santander, qui assuma les fonctions de vice-président de la Colombie avant de conspirer contre

15. Serge Gruzinski. *La guerre des images. De Christophe Colomb à Blade Runner (1492-2019)*. Paris. Fayard, 1990.

Bolívar et de devoir s'exiler. Bolívar démissionna après l'échec de son projet d'unir en une confédération les États d'Amérique du Sud. Santander revint au pouvoir en 1833, trois ans après la mort de son ancien compagnon d'armes.

Dans l'imaginaire politique de la Colombie, Bolívar et Santander sont souvent considérés comme les créateurs des deux grands partis traditionnels, le parti conservateur et le parti libéral. Même si la réalité est quelque peu différente, il est vrai que la rivalité de ces deux frères ennemis a contribué à empêcher la formation d'une identité nationale autour d'un héros commun à toute la nation. De la même façon, l'existence des deux partis a contribué à la formation de cultures politiques opposées, s'excluant et se complétant à la fois.

Il est clair également qu'au cours des premiers affrontements entre les partisans de Bolívar et ceux de Santander, apparaissent déjà différentes conceptions de l'activité politique. Le pessimisme et l'expérience de Bolívar le font se méfier de la démocratie. Il craint que de trop fréquents appels au peuple ne débouchent sur un chaos social et ne provoquent l'avènement de la "démocratie des mulâtres". Il pense que ceux-ci, comme les métis ou les Noirs, ne se contenteront pas de l'égalité raciale, mais chercheront à exterminer les classes supérieures. Bolívar estime que les idées démocratiques causent une sorte d'indigestion pour leurs esprits, qui n'ont pas la capacité de « mastiquer l'aliment nutritif de la liberté ».

Vénézuélien, profondément marqué par les conflits raciaux qui ont ensanglanté l'indépendance de son pays, Bolívar manifeste beaucoup de préoccupation pour les questions raciales. Il estime qu'il convient de faire preuve à la fois « d'une poigne extrêmement ferme et d'un tact infini » pour éviter la dislocation d'une société hétérogène. Cette prudence, comme la méfiance qu'il témoigne face à la propagation des idées libérales, est caractéristique de son manque de racines et de sa propre crise d'identité. Créole, pris entre le monde des Européens et celui des Indiens, Bolívar ne se sent appartenir à aucun d'eux.

Pour lui, la situation de l'Amérique libérée des Espagnols est comparable à celle que connut l'Europe après l'effondrement de l'Empire romain, à une différence près : en Europe, la chute de Rome a sonné l'heure du retour des anciennes nations. En Amérique, Bolívar craint la reconstitution de systèmes politiques autour des régions, des chefs les plus ambitieux, des grandes familles ou des corporations. Car « nous ne conservons guère que quelques vestiges de ce que nous étions auparavant : nous ne sommes ni Indiens ni Européens, mais une espèce intermédiaire entre les légitimes propriétaires du pays et les envahisseurs espagnols. C'est la raison pour laquelle nous nous trouvons dans une situation des plus étranges et compliquées. Nous sommes américains de naissance, mais nos droits sont ceux des Espagnols. Par conséquent, nous devons disputer

leurs droits aux natifs de ce pays et nous y maintenir contre l'invasion des envahisseurs espagnols ».

Pour Santander en revanche, les réformes proposées par Bolívar favorisent l'anarchie. Dans son esprit, la menace d'une démocratie des mulâtres est une manœuvre de son rival pour se voir conférer les pouvoirs absolus. Il l'accuse de se servir de la peur du peuple et de la menace d'une reconquête espagnole pour inspirer l'horreur du pouvoir populaire et répandre la crainte d'une guerre des castes ou d'un affrontement des villes. Bolívar - dit-il - prétend craindre le chaos mais l'introduit de façon insidieuse. « Parler de souveraineté populaire mais se taire sur les libertés individuelles, brandir la menace de l'anarchie et déstabiliser le peuple et la troupe » seraient les moyens utilisés par celui qui est appelé "le Libérateur" pour arracher aux petites gens leur liberté.

Bolívar propose en effet la création d'un État fort. Il suggère d'en appuyer les bases sur les dirigeants populaires issus de la guerre d'indépendance et sur ce qu'il reste de l'aristocratie coloniale, pour chercher un équilibre entre les nouvelles et les anciennes forces sociales. De cette manière, le prestige des chefs militaires contrebalancerait le pouvoir des élites traditionnelles qui dominent l'appareil législatif, élu au suffrage censitaire.

Bolívar ne se fait pas d'illusions sur la possibilité d'implanter pleinement les institutions démocratiques dans la vie politique colombienne. Il ne conçoit pas celle-ci comme l'organisation des rapports entre des individus autonomes, mais comme le résultat des relations de dépendance qui soumettent le peuple à la volonté des puissants. Il en conclut que l'autoritarisme des militaires n'est pas la seule forme possible de tyrannie, mais qu'un despotisme des hommes politiques peut mener à l'anarchie, puis à la dictature militaire.

Toute la pensée de Bolívar trahit une peur constante du désordre social. Cela le conduit à proposer, dans la Constitution qu'il rédige pour la Bolivie, la notion de présidence héréditaire, qui limiterait les risques inhérents à de trop fréquentes élections. Pour éviter que se reproduise la situation haïtienne, Bolívar envisage un moyen de succession plus sûr : le président nommerait le vice-président comme son successeur. On éviterait ainsi les aléas des élections, ce fléau des Républiques, et l'anarchie qui menace les gouvernements populaires.

Pour Santander, ces idées sont de "dangereuses nouveautés". Elles sont d'ailleurs vivement critiquées par les intellectuels, qui estiment que ce système compliqué et absurde ne ferait que maintenir une agitation sociale permanente, l'insurrection restant le seul moyen de faire pression sur le président ou de le démettre de ses fonctions.

Bolívar sous-estime la force des avocats, des fonctionnaires et des hommes politiques qui entourent son rival. Il ne saisit pas vraiment

l'importance de cette classe moyenne héritée de la bureaucratie coloniale, qui se révélera capable d'établir des alliances avec les chefs de guerre pour imposer un projet politique plus libéral que le sien. Au fond, Bolívar ne semble pas mesurer les nuances qui existent entre la société de la Nouvelle-Grenade et celle de son Venezuela natal.

De fait, des différences importantes marquent les trois Républiques qui composent la Grande Colombie, mais celles-ci ne sont pas toujours perçues par les protagonistes de l'époque. Dans la Nouvelle-Grenade et en Équateur, la structuration de la société est directement héritée de la Colonie. En revanche, au Venezuela, de violents affrontements ethniques ont bouleversé l'ordre ancien et la population paysanne est moins soumise aux relations traditionnelles de domination et soumission. Bolívar ne peut cacher sa surprise lorsqu'il découvre la société de Popayán, hiérarchisée et patriarcale, placée sous l'hégémonie des grandes familles. Peut-être a-t-il conservé et généralisé abusivement cette image d'une société coloniale bien vivace, sous-estimant les changements introduits par l'indépendance. Peut-être ne perçoit-il pas combien les habitants de la traditionnelle Popayán sont différents de ceux de Bogotá, Tunja ou Pamplona qui incarnent une pensée plus urbaine et démocrate…

Sociétés traditionnelles et modernes, deux logiques différentes

Quoi qu'il en soit, Bolívar estime que l'égalité théoriquement offerte aux citoyens par la République occulte en réalité des relations de dépendance et de solidarité propres aux sociétés traditionnelles.

Mais l'existence de ces liens qui unissent entre eux les individus évite précisément que ne se réalise sa prophétie apocalyptique sur le chaos qui devait naître de l'application des principes démocratiques dans une société profondément inégalitaire. L'intensité des relations sociales informelles empêche tout risque d'anarchie, car les élites modernisatrices sont aussi les autorités reconnues dans la société traditionnelle. Elles s'imposent dans le système démocratique grâce au vote des petites villes et des villages, attachés aux propriétaires terriens ou à la bourgeoisie par des liens de parenté et de clientélisme. Les élites éclairées jouent ainsi un rôle de médiatrices dans la diffusion du nouveau discours politique au sein de la société traditionnelle.

D'une certaine façon, le pragmatisme de Santander révèle une meilleure connaissance de cette réalité et dénote son souci de s'appuyer sur les forces sociales existantes. Le cas du général José María Obando illustre bien la façon dont les partisans de Santander s'immiscent dans les réseaux traditionnels.

Obando avait hérité de son père adoptif, l'Espagnol Juan Luis Obando, d'une vaste clientèle politique[16] dans la région de Patia, où il possédait des *haciendas* et avait occupé des postes publics. Cela permit au futur général de diriger une guérilla loyaliste qui tint en échec les patriotes de 1819 à 1822. Après la conquête sanglante de Pasto par l'armée de libération, Obando - défait - fut considéré comme la personne indiquée pour convertir la population à la cause des vainqueurs. Nommé commandant militaire de la ville en 1825, il s'efforça de gagner la confiance de propriétaires, quasiment ruinés par la confiscation de leurs domaines, et obtint que ces biens soient restitués à un grand nombre d'entre eux. En 1826, à la demande de la population, il est nommé gouverneur, ce qui fait de lui l'intermédiaire naturel entre le gouvernement et les provinces du sud du pays.

Le pouvoir d'Obando se base sur deux mécanismes distincts : d'une part la dépendance de ceux qui sont habituellement soumis à un maître, et d'autre part la sympathie de la population envers le gouvernant qui se fait l'interprète de leurs aspirations. Obando, à l'image des nombreux notables locaux en phase d'ascension sociale, se sent menacé par le projet de Bolívar. Il craint qu'un pouvoir centralisateur reposant sur les élites nationales ne mette en danger ses ambitions régionales. Il se rallie donc à Santander, considéré comme le coordinateur potentiel des nouveaux chefs locaux et opposé à l'oligarchie traditionnelle.

Vice-président, Santander met sur pied une administration qui devient l'alliée des classes sociales ascendantes issues de la société traditionnelle. Très tôt, en 1819, il tente de provoquer une certaine mobilisation populaire. En 1822, il fonde la Société Populaire, club politique auquel il tente de faire participer les artisans[17]. Mais une partie de la presse de Bogotá qualifie son attitude de jacobine. « Ne voyez-vous pas - écrit un journaliste - l'impression que laisse un tel discours dans l'esprit du peuple ? Il rend insupportable à ses yeux les limites fixées par l'autorité et l'incite presque à la sédition et au pillage ». La représentativité des membres de la Société Populaire est mise en doute, ainsi que leur capacité pour juger et décider au nom du peuple : « Et ce petit groupe de personnes qui prétend parler au nom du peuple et déclare que celui-ci demande, désire, souhaite, approuve ou désapprouve ceci ou cela : de quel peuple parle-t-il ? De l'auditoire qui le compose, représenté dans sa majorité par des artisans et des journaliers, voire même par des femmes ? »

Une mobilisation populaire suppose l'existence d'une population dégagée des liens d'asservissement de la société traditionnelle, échappant au contrôle des propriétaires et des notables. Cette population - nous l'avons mentionné précédemment - est présente dans les zones isolées de climat chaud, sur les versants de la cordillère et dans les vallées inter-

16. Population soumise à l'autorité d'un notable local, qui lui doit loyauté et bénéficie de sa protection (NdT).

17. Les artisans - principalement des cordonniers, tailleurs, forgerons et maçons - formaient l'essentiel de la population active de Santafé, où les manufactures étaient inexistantes.

andines colonisées par les métis à partir de la seconde moitié du XVIIIe siècle. On la qualifie de "sauvage", car elle n'est pas soumise au contrôle social et religieux qui s'exerce dans les régions andines. Dans ces zones frontières et ces régions tardivement intégrées à l'empire colonial, le discours républicain est reçu avec l'enthousiasme que remarquera Gosselman, le voyageur suédois. Mais dans le reste du pays, la mobilisation populaire reste une image vide de réalité.

Une démocratie sans peuple

C'est ainsi que se forme un système politique que l'on pourrait qualifier de démocratie sans peuple. La fracture existante entre le peuple réel et le peuple fictif deviendra plus tard la source de graves malentendus qui remettront en cause la légitimité et la légalité du pouvoir. Elle provoquera en particulier l'irruption sur la scène politique d'intermédiaires de toutes sortes entre gouvernants et gouvernés : *gamonales*, *caciques* et *caudillos*[18] Ces personnages deviennent rapidement d'indispensables médiateurs entre deux univers : d'une part, l'État moderne, avec son discours émaillé de références au peuple, à la démocratie, au suffrage, à la liberté et à la souveraineté populaire, et d'autre part la société traditionnelle.

Le *cacique* est une autorité de la société traditionnelle, qui maintient son pouvoir grâce à des liens de solidarité dérivés des relations familiales[19] et du voisinage, mais qui appartient en même temps au monde moderne, grâce à sa culture politique. Dominant bien le discours républicain, il l'utilise pour mobiliser la population, le faisant ainsi connaître aux secteurs populaires en même temps qu'il en interprète le sens à sa façon. Dès le début de l'ère républicaine, la grande majorité de la population découvre le jeu politique moderne à travers l'agitation provoquée par les *caciques* à l'occasion des périodes électorales.

L'historien anglais Malcom Deas décrit ainsi la lutte politique des *gamonales* : « Malgré un exercice restreint du droit de vote, une urbanisation insignifiante, l'existence d'une société esclavagiste peu perturbée par les guerres d'indépendance et le prestige tiré de ces luttes, la politique a toujours été considérée comme un exercice difficile et souvent dégradant. La correspondance du général Mosquera nous en donne une illustration. Dans sa lutte farouche et victorieuse contre les intérêts du patronat et les menaces du gouvernement, Mosquera a pu pénétrer dans les quartiers artisans grâce à de la bière, de la musique, des feux d'artifice, des grillades, des combats de coqs et quelques journaux. Il lui a fallu tracer des routes pour satisfaire tel ou tel village, visiter et convaincre les indécis, isoler les partisans des autres candidats »[20].

---

18. Le *cacique* est un notable et dirigeant local. L'autorité du *gamonal* s'étend sur plusieurs localités. Quant au *caudillo*, il domine une petite région, voire un département.
19. En particulier le *"compadrazgo"* : lien qui unit le parrain d'un enfant avec les parents de celui-ci (NdT).
20. Deas, Malcom, *Algunas notas sobre la historia del caciquismo en Colombia*. Revista de occidente, Madrid, oct. 1973, n° 127, p. 119.

L'absence de pouvoir fort au niveau national et le besoin d'asseoir leur légitimité politique obligent les *gamonales* et les *caciques* à faire appel en permanence aux secteurs populaires, qu'ils soient du milieu rural ou de quartiers urbains. Il leur est nécessaire de les mobiliser lors des révoltes qui éclatent régulièrement à l'occasion des élections. Il faut bien reconnaître que de cette façon a pu s'établir une sorte d'unité symbolique du pays, un peu précaire il est vrai, mais acceptée par la majorité des habitants. Le sentiment d'appartenir à une nation s'est diffusé dans la population, prenant place du sentiment d'être des sujets du roi.

Le système mis en place par les *caciques* exerce bientôt une forte influence. Mariano Ospina Rodríguez, l'un des fondateurs du parti conservateur, l'observe avec beaucoup de clairvoyance et commente, à propos des élections de 1848 : « Si l'on tient compte de leur vote et de leur conduite au cours des révoltes, des villages entiers semblent appartenir aux libéraux. Mais si l'on examine de près leur population, on se rend compte que cela n'est qu'une apparence. Tout cela vient du fait que, dans le village, il existe une personne influente de par sa fortune ou son éducation, qui est parente de l'un des dirigeants du parti, qui a été défendue par un avocat rouge lors d'un procès, ou qui a un adversaire conservateur ou quelque chose comme cela. C'est pour cette raison qu'elle travaille avec les rouges et vote pour eux. Mais ni cette personne, ni celles qui sont sous son influence, ne connaissent les principes du parti qu'ils soutiennent ou ceux de l'autre parti. Ils désirent simplement que triomphe le parti de tel individu, dont ils ignorent tout des opinions ».

Avant de constituer des affrontements doctrinaires entre partis, les élections passent par une mobilisation de la population par les *caciques*, les *gamonales*, et les *caudillos*, qui se disputent leurs clientèles politiques dans une stratégie d'accès au pouvoir local. C'est seulement après 1860 que les guerres civiles détermineront le comportement électoral des centres urbains, en créant des adhésions politiques plus solides. Les solidarités nées des affrontements armés convertiront durablement les villes à la cause libérale ou conservatrice.

Le contraste entre la modernité du discours et l'archaïsme de la société caractérise la vie politique colombienne depuis l'origine de la République jusqu'à nos jours. La persistance de solides caractéristiques traditionnelles explique en partie la forte influence de l'Église catholique dans la société. Son poids aura de profondes répercussions politiques, car la question de sa présence dans la société et dans l'État constituera bientôt l'un des principaux sujets d'affrontement entre les libéraux et les conservateurs.

L'influence de l'Église catholique dans la vie sociale et politique se manifeste clairement lors de la disparition de Santander. Depuis la mort de Bolívar, le pays était gouverné par une coalition dirigée par son rival et soutenue par une curieuse alliance entre les bureaucrates et les petits chefs

locaux. Certains, parmi les partisans modérés du chef du gouvernement cherchent alors une alliance avec la hiérarchie catholique et des militaires anciennement partisans de Bolívar. Ils fonderont plus tard le parti conservateur. A la mort de Santander, l'un d'entre eux, José Ignacio de Márquez remporte les élections, ce qui provoque la rébellion des dirigeants régionaux les plus radicaux. Mobilisant leurs troupes, ces derniers s'empressent de s'autoproclamer "Chef suprême des armées" : c'est la "Guerre des Suprêmes" (1839-1841). Mais les insurgés manquent de commandement coordonné et la hiérarchie catholique décide d'appuyer le gouvernement élu de Márquez. Une armée nationale composée par des vétérans de l'indépendance - anciens partisans de Bolívar - provoque leur défaite.

Une fois la guerre terminée, les libéraux continuent de s'opposer aux réformes des conservateurs en mobilisant les artisans de Bogotá et d'autres centres urbains, la population pauvre des villes comme Cali, les paysans des zones de colonisation récente et les citoyens de villes secondaires, qui contestent la suprématie des vieilles cités coloniales. Ils entraînent également à leur suite les classes moyennes à la recherche d'une ascension et d'une reconnaissance sociales, sorties des collèges républicains pour former une nouvelle génération d'intellectuels, de cadres et de fonctionnaires. En 1849, ils remportent les élections présidentielles et arrivent au pouvoir.

C'est à partir de ce moment que s'engage une âpre polémique autour de l'Église, et que les luttes religieuses font irruption sur la scène politique. Les libéraux remettent en cause l'utilisation de la religion comme instrument de gouvernement, ainsi que la présence de jésuites dans le système éducatif. Pour contrecarrer l'appui de la hiérarchie catholique au gouvernement conservateur, ils cherchent à séparer l'Église de l'État. En demandant que les curés de village soient élus par une assemblée de pères de famille, ils tentent de saper l'autorité des responsables ecclésiastiques. Les jésuites sont même expulsés et l'archevêque Mosquera contraint à l'exil. Mais cette opposition ne produit pas les effets escomptés, bien au contraire. En faisant des conservateurs les défenseurs des intérêts ecclésiastiques, les libéraux contribuent à resserrer les liens entre l'Église et l'État.

Ces affrontements provoquent bientôt la polarisation de deux sous-cultures politiques. L'une d'elles a recours à la religion catholique comme une source de légitimité et un facteur de cohésion sociale. L'autre fonde son pouvoir sur des appels à l'adhésion populaire, rendus timides par la crainte de provoquer des débordements que les classes dirigeantes ne pourraient contrôler.

Les Sociétés démocratiques et la victoire des libéraux

Les tensions débouchent sur une série de conflits qui éclatent en des lieux différents, entre juillet 1848 et décembre 1854. Cette période agitée débute par une insurrection qui représente sans doute l'expression la plus profonde de la "peur du peuple" au cours du XIXe siècle. Elle coïncide avec un vaste programme de réformes sociales, entreprises par les libéraux après 12 ans de régime conservateur autoritaire.

Les jeunes libéraux de ce milieu de siècle sont profondément marqués par l'insurrection parisienne de 1848. Ils reçoivent de plein fouet les idéaux du socialisme utopique de Saint-Simon, Louis Blanc, Fourier et Proudhon, auxquels s'ajoute l'exaltation dispensée par la littérature romantique française.

Convaincus de représenter une nouvelle élite en charge de réaliser une véritable révolution sociale, ils introduisent une lecture simplifiée des émeutes parisiennes, revendiquant pour eux-mêmes le rôle des "rouges" (socialistes ou communistes) et taxant leurs opposants de "nobles" (partisans de l'absolutisme monarchique). Le petit artisan libéral devient alors aussi radical que le prolétaire parisien et les idées européennes se convertissent en instruments politiques, sans pour autant alimenter la pensée ni correspondre réellement aux intérêts en présence.

Jusqu'en 1848, les seuls habitants exerçant véritablement leurs droits de citoyens se trouvent parmi les prêtres, les propriétaires terriens éclairés, les fonctionnaires, les étudiants et divers autres représentants de l'élite culturelle. Uniques acteurs politiques dans la société républicaine, à la fois issus des milieux traditionnels et précurseurs du monde moderne, ils sont - pour les libéraux désireux de diffuser leurs idées - des vecteurs incontournables. Le projet des libéraux est de remplacer les anciennes solidarités entre individus par des adhésions à des idées et à un parti. Il s'agit de propager un imaginaire social issu de la culture démocratique, où l'homme traditionnel cède la place au citoyen ayant accompli une "révolution des valeurs", animé par une vision individualiste et égalitaire des relations sociales et politiques.

Les instruments grâce auxquels les libéraux engagent cette mutation sont les Sociétés démocratiques. Initialement conçus comme de simples prolongements de leur parti, ces cercles politiques, créés par Santander sous le nom de Sociétés populaires, connaissent des résultats inespérés et se transforment progressivement en de véritables courroies de transmission des idées libérales. Leur travail de politisation débute avec la Société démocratique de Bogotá, qui rassemble des artisans et joue un rôle décisif à l'occasion des élections de mars 1849. Aucun des trois candidats en lice n'ayant obtenu de majorité absolue au premier tour, le choix du président demeurait entre les mains du Congrès. Celui-ci, sous la pression des

membres de la Société, se prononça en faveur du libéral José Hilario López.

Devant ce succès, les libéraux décident de promouvoir la création de Sociétés démocratiques sur tout le territoire de la Nouvelle-Grenade, ce qui est fait avec une surprenante rapidité. Le gouvernement inscrit dans son programme le développement de Sociétés bâties sur le modèle de celle de Bogotá. En trois ans à peine, 120 d'entre elles verront le jour dans tout le pays. Certaines sont fort importantes : celle de Cali compte un millier de membres, celle de Bogotá plus de deux mille. Conçues dans le but précis d'apporter un soutien au gouvernement de López, elles sont fondées le plus souvent au moyen d'ordonnances édictées dans les provinces acquises au gouvernement et grâce au prosélytisme des chefs politiques[21] proches du parti libéral. Leur expansion constitue un événement majeur. En 1852, elles représentent une force politique considérable.

L'idéal égalitaire qui anime leur discours républicain rassemble les marginaux, les métis exclus de la vie politique et les esclaves. A Cali, la première Société, créée en 1849, regroupe immédiatement plus d'un millier d'adhérents dont la majorité, selon le conservateur José Manuel Restrepo, est composée de « Noirs et métis insolents, peu soucieux de respecter les lois et l'ordre public, qui ne pensent qu'à satisfaire leurs haines et leurs viles passions ».

La diffusion des Sociétés offre bientôt aux libéraux une implantation sur tout le territoire national, ce qui leur permet de disposer en tous lieux d'agents acquis à leur cause et de faire montre d'une grande capacité à recruter des groupes armés pour porter secours au gouvernement. C'est ce qu'ils font à l'occasion du soulèvement conservateur de 1851. L'un des membres du gouvernement et promoteur de cette stratégie défensive, Victoriano de Diego Paredes, signale ainsi : « La raison pour laquelle les nobles détestent et médisent des Sociétés démocratiques, c'est la résistance qu'elles leur opposent dans leur tentative de renverser le gouvernement. Partout où il y a des Sociétés démocratiques, les villages se sont soulevés en masse, pleins d'enthousiasme pour la défense du gouvernement. En avant, donc, vers la création et l'essor de Sociétés de cette sorte : ce sont les meilleures écoles pour les masses. Grâce à elles, tous ces individus qui, par malheur, n'ont pu recevoir une éducation leur permettant de savoir ce qu'ils valent dans la société, pourront enfin connaître leurs droits ».

Pour conjurer la rébellion conservatrice, les chefs politiques mobilisent les Sociétés démocratiques, distribuant des armes consignées dans des dépôts officiels. Mais une fois le conflit terminé, il leur est impossible de récupérer tous les fusils. C'est ainsi que les membres des Sociétés démocratiques s'arment aux frais de l'État.

---

21. Fonctionnaires de rang inférieur à celui du gouverneur, mais plus élevé que celui des maires, les chefs politiques étaient chargés de l'administration des cantons. Alors que les maires restaient bénévoles, les chefs politiques recevaient un salaire. De fait, il s'agissait de cadres du parti au pouvoir.

La fondation de ces groupes représente un risque considérable pour le pouvoir. Nouveaux intermédiaires entre l'élite et les bases populaires, ils diffusent en effet un discours révolutionnaire inspiré par le précédent parisien. Auparavant, la mobilisation suscitée à l'occasion des guerres civiles se basait sur les liens familiaux, la loyauté envers les propriétaires terriens, l'attachement à une région ou les solidarités traditionnelles de la société. Avec le discours des libéraux, ces liens se distendent au profit de l'adhésion à des principes. Pour l'organisation politique, déjà fragile, le danger est de ne pouvoir contrôler une augmentation brutale du nombre des citoyens activement impliqués dans la vie politique.

Ce risque est d'autant plus grand que le climat social se détériore rapidement. Après avoir perdu le pouvoir en 1849, les conservateurs deviennent des fanatiques exaltés. Ils cherchent les moyens de soulever la population en leur faveur, et font appel pour cela aux principes religieux attachés à l'idéologie conservatrice, en commençant par accuser les libéraux d'athéisme. Avec la même détermination méthodique dont ont fait preuve leurs adversaires lors de la création des Sociétés démocratiques, les conservateurs utilisent l'anticléricalisme des libéraux comme une arme de guerre afin de mobiliser leurs partisans.

De cette manière, l'organisation des deux partis change profondément. Les cercles politiques élitistes d'avant 1848 se transforment en vastes fédérations pour qui la mobilisation populaire devient essentielle, aussi bien lors des élections qu'à l'occasion des affrontements armés. Sur la nouvelle scène politique inaugurée en 1849, ils soulèvent leurs troupes au nom des principes qui fondent leur pouvoir. Pour les libéraux, l'autorité est une expression de la souveraineté populaire, il convient donc de garantir le droit à la citoyenneté à ceux qui en sont jugés exclus. Pour les conservateurs, c'est l'autorité divine qui donne sa légitimité au pouvoir, et ceux qui s'y opposent sont considérés comme des athées. Peu à peu, l'affrontement politique prend un caractère de guerre sainte, de croisade religieuse.

Le peuple "qui se refuse à accepter ce qui est bon"

Dans certaines régions, le succès des Sociétés démocratiques est obtenu au prix d'une subordination de la stratégie du parti libéral aux intérêts locaux. Non pas que le parti soit dans l'incapacité de gérer les divergences des notables, mais parce que tactiquement parlant, il est plus efficace d'exploiter les luttes régionales et d'aviver les conflits que d'essayer de les résoudre. Les libéraux parviennent ainsi à provoquer une forte mobilisation populaire, ce qui leur permet de remporter d'importants succès. Cette stratégie n'est cependant pas exempte de risques pour la

direction du parti, qui craint de se voir débordée par le radicalisme de certaines de ses Sociétés, comme celle des artisans de Bogotá.

Le mouvement démocratique s'organise ainsi, de façon différenciée d'une région à l'autre, au gré de la structuration sociale et des conflits. Son expansion dans la Vallée du Cauca présente de fortes différences avec les provinces de Santander ou d'Antioquia. La vallée est un lieu traversé de conflits économiques, sociaux et raciaux. Depuis la fin de l'époque coloniale, la fuite des Noirs a pris une telle ampleur qu'elle remet en cause le système esclavagiste. De nouveaux groupes de population, comme les métis, les mulâtres et les Blancs pauvres, cherchent désespérément leur place dans une société restée coloniale et très fermée.

Après les guerres d'indépendance, particulièrement cruelles et coûteuses en vies humaines dans cette région, les grands propriétaires tentent sans grand succès de restaurer leur autorité sur les esclaves et les autres travailleurs. Pour eux, le fait d'arriver au pouvoir au niveau des instances régionales et même du gouvernement leur permet de prolonger le système esclavagiste, sans pour autant résoudre les conflits qui déchirent leur province, et qui ont tendance à s'aggraver.

Quand éclate la guerre des Suprêmes, le général José María Obando fait campagne grâce aux esclaves, promettant la liberté à ceux qui rejoignent ses rangs. Bientôt, les notables sont dans l'incapacité de réduire la mobilisation provoquée par cette initiative. Il faut dire que les esclaves ne sont pas les seuls à leur causer des difficultés : une large frange de population urbaine et rurale, constituée de classes moyennes, lutte pour être mieux reconnue. Ses efforts sont infructueux, car dans cette société qui continue à fonctionner comme au temps de la Colonie, l'ascension sociale ne récompense pas l'ardeur au travail : elle est déterminée par la naissance. C'est pour cette raison que des commerçants, parfois aisés, s'unissent aux revendications d'artisans modestes et de militaires de carrière sans le sou. Ce qui les unit n'est pas leur situation économique, mais leur condition ethnique. Ils appartiennent, pour la plupart d'entre eux, à ces castes métisses juridiquement libres mais reléguées à l'arrière-plan de la société locale au nom de principes discriminatoires. Pour réclamer une participation politique à la vie de la cité, ils se regroupent autour de José María Obando, dont le discours éveille l'espoir de ceux qui sont marginalisés par le pouvoir. Dans tout l'ouest de la Nouvelle-Grenade, Obando rassemble une hétéroclite coalition d'exclus.

Obando remporte plusieurs batailles avant d'être finalement vaincu. Après sa défaite, les propriétaires terriens déclenchent une répression féroce contre les esclaves qui l'ont suivi et édictent des décrets qui leur permettent d'accentuer leur pouvoir[22]. Plusieurs endroits reculés de la région se convertissent alors en lieux de refuge pour les esclaves en fuite

22. Ces décrets concernaient les fils d'esclaves affranchis, âgés de 18 à 25 ans, qui devaient se soumettre au paiement d'un impôt et demeurer au service de leurs anciens maîtres. Ceux qui s'y refusaient étaient enrôlés de force dans l'armée. Ces mesures répressives encouragèrent les fugues et l'adhésion aux bandes de guérilla.

qui, armés et organisés en bandes, poursuivent la résistance contre les propriétaires. Leurs actions de guérilla sont bientôt appuyées par des Indiens de la région de Tierradentro, partisans d'Obando.

Ces conflits et ces tensions s'entremêlent et s'auto-alimentent mutuellement, débouchant parfois sur des affrontements entre partis politiques. Les heurts s'aggravent à partir de 1848, à cause de terres communales proches de Cali.

Depuis la fin de l'époque coloniale, les habitants de Cali se plaignaient des grands propriétaires qui occupaient illégalement les communaux. En 1831, ceux qui, citadins ou ruraux, possèdent le droit d'usufruit sur les terres communales, se soulèvent et sont brutalement réprimés par le général Vicente Borrero, grand propriétaire terrien. En 1848, ils détruisent les clôtures, mais celles-ci sont rapidement remises en état. La population la plus pauvre voit ainsi ses droits bafoués.

Ce problème était important, car les terres communales étaient utilisées par un grand nombre d'habitants sans autres ressources. Un chroniqueur de l'époque relate ainsi : « Plus de mille personnes parmi les plus démunies y gardaient leurs vaches, leurs bêtes de somme et d'autres animaux d'élevage. Une grande quantité de familles indigentes coupaient du bois et faisaient du charbon, obtenant de ce travail à peine de quoi vivre ou subsister. Eux et leurs enfants se voyaient soudainement dépossédés, sujets à la mendicité, n'ayant plus où construire leurs cabanes. Les pauvres femmes, avec leurs enfants encore si jeunes, et leurs frères, tous étaient les ennemis jurés des clôtures posées par les propriétaires »[23].

Les libéraux, prenant exemple sur la stratégie d'Obando, prennent fait et cause pour la population spoliée et confortent leur position. Contrôlant la municipalité de Cali, ils tentent à plusieurs reprises d'obtenir la restitution des terres injustement usurpées, sans jamais y parvenir. Il faut dire qu'ils préféraient entretenir cette querelle, qui leur permettait de harceler les propriétaires conservateurs, plutôt que de rechercher une solution définitive…

Quoi qu'il en soit, le parti libéral, utilisant habilement les conflits locaux, réussit à s'établir dans tout le pays et à mobiliser la population contre les autorités traditionnelles. Dans le sud, bastion conservateur, il réussit même à affirmer sa supériorité. Bien sûr, pour l'élite politique du pays, il était porteur d'un projet alternatif d'organisation de l'économie et de l'État. Mais pour une grande partie de la population, marginalisée par les oligarchies régionales, il représentait simplement l'instrument leur permettant de déstabiliser les anciennes autorités, ou pour le moins de leur disputer une partie de leur pouvoir.

23. Ramon Mercado, *Memoria sobre los acontecimientos en el Sur*. Bogotá, 1849.

Vallée du Cauca : la guerre du fouet

C'est dans ce contexte que se manifeste la tendance de la population à rechercher par ses propres moyens une solution aux conflits. Avec la mise en place du gouvernement libéral apparaissent des bandes armées qui, la nuit, vont détruire les clôtures des grands propriétaires conservateurs, sans que les autorités ou l'armée ne tentent de les arrêter. Débute ainsi dans la région de Cali ce qu'on appellera la guerre du fouet, où l'on voit des troupes de libéraux frapper les propriétaires conservateurs. Un voyageur relate ainsi « le saccage dont ont été l'objet de florissants domaines, œuvre de ceux que l'on nomme *perreristas* à cause de l'usage qu'ils font du *perrero*, une sorte de martinet pour chiens, largement connu et utilisé ici, confectionné avec des lanières de cuir et pourvu d'un manche de bois. Les maîtres sont fouettés chaque fois qu'ils se font attraper et nombre d'entre eux durent supporter cette ignominie. D'autres ont abandonné leurs propriétés et sont partis vivre dans les grandes villes, plongés dans la misère jusqu'à ce que le danger soit passé ».

Le gouverneur, désireux de conforter les libéraux, décide d'enrôler des volontaires civils pour constituer une Garde. Les conservateurs s'y refusant, cette force armée est bientôt constituée de Noirs libres, d'artisans et de paysans, c'est-à-dire de "démocrates", comme on appelait alors ceux qui avaient adhéré au libéralisme à travers leur affiliation aux Sociétés démocratiques. La réponse des conservateurs fut de recourir à la violence. En 1851, éclate la rébellion de Jamundi et Caloto, rapidement réprimée par la Garde nationale. Elle est suivie par des émeutes et des rixes entre la Société démocratique et l'association formée par les conservateurs, appelée "les Amis du peuple". En même temps, les bandes armées parcourent la campagne et les villages, attaquant les conservateurs et leurs propriétés.

Cette situation ne va pas sans inquiéter les dirigeants libéraux, incapables de contrôler les débordements des militants armés de fusils. L'un d'entre eux écrit ainsi au président José Hilario López, à propos de la situation "en rien encourageante" de la région du Cauca : « Nous vivons dans un état d'urgence permanent. Le gouverneur serait certainement utile dans un autre contexte, mais il s'avère incapable d'affronter la situation actuelle. Le peuple est découragé par le manque de dirigeants fermes et énergiques. Il est libre et courageux plus que tout autre, mais la Vallée a trahi la bonne cause. Les responsables de la Société démocratique ont annoncé au peuple sa souveraineté sans mesure ni précaution, sans l'avertir qu'il devait avant tout respecter la loi et l'autorité ».

Les affrontements deviennent si fréquents que le comportement des membres de la Société démocratique de Cali devient un sujet de préoccupation dans tout le pays, et particulièrement pour le gouvernement. Le pré-

sident reçoit des plaintes de plus en plus nombreuses de libéraux préoccupés par ces excès, imputés à une mauvaise compréhension de la doctrine politique diffusée à l'intérieur des Sociétés démocratiques. L'un d'entre eux rapporte ainsi avoir été « blessé en apprenant ces événements punissables, scandaleux, causés par des partisans du gouvernement et - pire encore - par ses propres agents, alors qu'à Bogotá ne nous parviennent que des échos confus et invraisemblables. Des scélérats qui ne manquent jamais dans aucun des partis, viennent, par une fatalité bien regrettable, grossir le nôtre. Hypocrites, ils se sont efforcés de dénaturer les événements, les faisant apparaître aux yeux de celui qui pourrait les condamner et les punir, comme simples et innocents, comme un accouchement virginal de la démocratie ». Cali lui a fait « verser une larme de commisération, écrit cet observateur. Ses habitants, dont la couleur politique nous est contraire, sont persécutés de façon brutale et féroce, presque uniquement par la race noire qui est si nombreuse et si cruelle dans ce pays ». Dénonçant l'usage de la force publique au service d'intérêts de certains groupes, il rapporte que « lundi, une troupe considérable est partie en direction de Palmira, armée de fusils et de lances. Ceux qu'on appelle les libéraux disposent d'un armement appartenant à l'État, distribué par le gouverneur aux défenseurs les plus honnêtes et les plus déterminés de nos institutions. Il s'agissait de redonner la liberté à quelques prisonniers en attente d'un jugement, poursuivis pour avoir, semble-t-il, causé des dommages à je ne sais quelle famille… »

Le gouverneur en question, critiqué pour « l'action immorale de certains libéraux qui discréditent le parti » répond que « ces nobliaux l'ont bien mérité », ajoutant qu'il ne s'agit là que de divertissements offerts par la démocratie. A ses contradicteurs, qui l'accusent de défendre ceux qui manient le fouet, il rétorque que la violence ne naît pas « des infractions de la plèbe, mais de divergences politiques ».

Cette violence se prolongea durant plusieurs décennies, avec une intensité variable. On peut l'interpréter comme le signe d'une crise de l'ordre social esclavagiste marquée par la difficulté, pour les grands propriétaires terriens, d'établir de nouveaux mécanismes de contrôle et de soumission des travailleurs. C'est ce souci qui les anime lorsqu'ils tentent de s'approprier les terres communales proches des centres urbains : plus qu'à s'approprier de nouveaux espaces pour les cultiver, ils cherchent à obliger une population sans ressources à travailler dans leurs *haciendas*. Les multiples protestations causées par leur attitude sont restées isolées, jusqu'à ce que le parti libéral décide de rassembler les exclus et de les organiser, afin de conforter la légitimité de son pouvoir.

Un aimable enfer

Le discours libéral - liberté, égalité, possession collective de la terre - entre ainsi en résonance avec le sentiment qu'avait le peuple de la violation d'une sorte de "Constitution non écrite", un pacte consensuel qui régissait ses relations avec les grands propriétaires depuis l'époque coloniale. Dans la culture populaire, la guerre du fouet se justifie par la rupture du consensus qui garantissait un certain bien-être public en période de crise. L'idéal politique moderne des libéraux parvient ainsi à se conjuguer avec la logique traditionnelle de la société de Cali.

Le conflit suscite la participation du peuple de Cali, composé de Noirs libres, d'esclaves en fuite et de Blancs pauvres. Aux côtés des journaliers, des cultivateurs, des métayers et - dans une moindre mesure - des artisans, on trouve des vagabonds, des délinquants et des mendiants. Mais ceux-ci comptent également avec l'appui d'une partie de ce que l'on pourrait appeler l'élite culturelle, appartenant aux classes moyennes ou aux familles pauvres de propriétaires terriens. On y trouve des commerçants, des avocats, des professeurs, des prêtres et quelques militaires.

C'est le cas du prêtre Manuel María Alaix qui organise, dans la ville voisine de Popayán, des cercles politiques chargés de défendre le gouvernement. Dans une lettre adressée au président López, il écrit : « Je vous ai dit que j'allais installer un club révolutionnaire et c'est ce que j'ai fait. Il est formé d'une trentaine de membres, qui ont accueilli mes idées avec un extraordinaire enthousiasme. Ils se réuniront demain soir et vous y verrez une société organisée à la française. Avant de procéder à l'admission des membres, on a exigé d'eux de prêter le serment du secret […]. J'aimerais que nous arrivions à une vraie rupture [avec les conservateurs], pour que la question soit réglée par les armes et non par des déclarations ».

Personnage de la même veine, Nepomuceno Nuñez Conto est avocat, métis et activiste libéral. Chargé de créer des Sociétés démocratiques dans la Vallée du Cauca, lui aussi écrit au président López. « Il n'y a ici qu'une demi-douzaine de libéraux, qui travaillent avec moi depuis un peu moins d'un an, avec bon sens et détermination, à l'organisation d'une Société démocratique. Nous voulons faire connaître au peuple ses droits et ses devoirs et lui donner le courage de les réclamer. Nous travaillons à rabattre l'orgueil, le pouvoir et la domination que manifestent ici, plus encore qu'ailleurs dans la République, des membres de l'oligarchie, grâce au prestige de leurs familles, au clergé, à leurs propriétés et à la réputation politique infondée dont jouissent certains parasites ».

Dans la région de Cali, les dirigeants libéraux persistent à soutenir les fauteurs de troubles. La direction nationale du parti libéral s'allie alors aux grands propriétaires conservateurs. La répression qu'ils déclenchent est tacitement approuvée par les libéraux des autres provinces, mais des

articles parus dans la presse de Bogotá dénoncent les assassinats et les agressions dont sont l'objet les membres les plus éminents du parti libéral de la Vallée du Cauca. Le journal El Tiempo admet que les désordres qui ont culminé en 1850 et 1851 n'étaient pas justifiables, mais que « le souvenir des iniquités dont le peuple a été l'objet était encore vif. Les cruautés perpétrées contre les Noirs n'étaient que l'expression de ce crime légal qui est l'esclavage ». Un autre quotidien de la capitale relate la violence généralisée de la région : « Le Cauca n'est qu'un aimable enfer. Jusqu'en 1850, celui-ci était provoqué par l'esclavage et l'oppression du peuple par les privilégiés. A partir de ce moment-là et jusqu'en 1853, l'enfer change de camp et les tortionnaires deviennent les victimes. Enfin, depuis 1854, le Cauca est devenu l'enfer de la vengeance politique ».

Les revendications des initiateurs de la guerre du fouet furent partiellement satisfaites puisqu'à partir de 1853, les terres communales commencent à être restituées et qu'en 1860, des mesures favorables aux espaces collectifs sont décrétées. Mais l'agitation ne cesse pas pour autant et les élites traditionnelles, rassemblées autour du parti conservateur, ne réussiront à rétablir un semblant d'ordre social qu'au siècle suivant.

Crise de la mobilisation populaire

En 1851, il devient évident pour les jeunes partis politiques que la stratégie consistant à mobiliser la population en recherche d'une ascension sociale s'avère dangereuse pour leur propre stabilité. Cette même année, un nouveau conflit est provoqué par la loi du 21 mai, qui abolit officiellement l'esclavage. Cette réforme faisait partie du programme des libéraux avant même qu'ils n'arrivent au pouvoir, mais était restée bloquée par le Congrès à cause d'une forte pression des conservateurs. L'écrivain Medardo Rivas, contemporain de cet événement, déclarait qu'une « propriété sans Noirs pour la cultiver ne valait rien » et beaucoup croyaient qu'avec l'abolition de l'esclavage, la modeste industrie du pays allait péricliter. Pourtant, le 1er janvier 1852, l'affranchissement des esclaves fut imposé par la loi.

Prévoyant les événements, certains propriétaires avaient vendu leurs esclaves au Pérou ou les avaient libérés pour en faire des fermiers ou des métayers, mais malgré ces mesures de dernière minute, le coup fut terrible pour la société esclavagiste. Un propriétaire décrit ainsi les effets de la loi en la comparant à « un tremblement de terre ».

La réaction des propriétaires d'esclaves ne se fit pas attendre. Dès l'approbation de la loi par le Congrès, ils se lèvent contre elle, ainsi que contre l'ensemble des mesures réformatrices engagées par le gouvernement de López. Dans les provinces occidentales du pays, là où se concen-

trent les grands domaines agricoles, l'agitation est particulièrement violente.

Le 10 juillet 1851, une rébellion éclate simultanément dans trois provinces, entraînant rapidement un vaste soulèvement sur l'ensemble du territoire. Le gouvernement, grâce à la Garde républicaine, fournit des armes à 16 000 de ses partisans, qui écrasent les conservateurs.

Les effets de la révolte furent contrastés. D'un côté, la victoire du gouvernement lui permit de restaurer son image, ternie par les désordres occasionnés par les Sociétés démocratiques. Certains hommes politiques modérés qui s'en étaient éloignés revinrent ainsi l'appuyer avec enthousiasme. Mais d'un autre côté, le gouvernement accrut encore le risque de ne pouvoir contrôler les futures initiatives des militants appelés à la rescousse et armés par lui.

D'autant plus que le mécontentement gronde dans les rangs du parti libéral, et en particulier parmi les artisans. Ceux-ci avaient mis leurs espoirs en 1848 dans l'élection de López, et toute leur énergie dans la création des Sociétés démocratiques de la capitale. En 1851, ils sont amers : le gouvernement n'a pas tenu sa promesse d'élever des barrières douanières pour les protéger de la concurrence extérieure et la crise économique les frappe de plein fouet. Le dirigeant Ambrosio López se demande si sa situation s'est réellement améliorée depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux : « Quelles garanties a-t-on données aux artisans ? Aucune. Des discours et encore des discours… Mais avec des discours on ne mange pas et on n'élève pas une famille, fût-elle libérale… Quel désespoir quand on pense au temps perdu ! A la fin de la journée, nous n'avons pas d'argent en poche, mais des remords et de l'amertume. Le miel des discours avec lesquels on a voulu nous séduire est un véritable venin qui nous conduit à la mort. Ce miel maudit, c'est le socialisme que nous ont promis ceux que nous avons portés au pouvoir et qui ont profité de notre manque d'expérience ».

La fronde des artisans révèle un clivage profond qui marque le parti libéral. D'un côté se trouve la génération la plus ancienne, qui a connu la guerre d'indépendance et la guerre des Suprêmes. Toujours inspirée par la pensée de Santander, elle incarne un libéralisme modéré et reste partisane de la préservation de certains traits de la société traditionnelle. Ses membres se définissent comme des "libéraux progressistes" et sont surnommés "les Draconiens". Artisans pour la plupart d'entre eux, ils tiennent à conserver les relatifs privilèges accordés à leurs corporations. Grâce aux Sociétés démocratiques, ils conservent une large emprise sur les partisans du libéralisme.

De l'autre côté a surgi une jeune génération, influencée par les idéaux de la révolution parisienne de 1848. Elle prône des réformes profondes de la société et de l'État, visant à les faire entrer de plain-pied dans la moder-

nité. Malgré un discours apparemment radical, les adeptes de cette tendance - que l'on appelle "Le Golgotha" - appartiennent à l'élite intellectuelle du pays et restent attachés à la défense de la propriété privée. Issus des mêmes couches sociales que les conservateurs, ils s'en rapprochèrent peu à peu. Ce phénomène se confirma à partir des élections présidentielles de 1852, quand les Sociétés démocratiques offrirent leur appui à la candidature du charismatique et populaire José María Obando.

"Les héros sont les fils du peuple"

En 1853, José María Obando arrive au pouvoir et, au Congrès, les dissensions internes au parti libéral éclatent au grand jour. Le nouveau président voit se liguer contre lui les libéraux du Golgotha et les conservateurs. Grâce à eux, le Congrès vote une Constitution fédérale dans le but de réduire l'autorité présidentielle. Un projet de loi présidentiel favorable aux artisans, qui visait à renforcer les barrières douanières, est rejeté et les droits de douane sont même réduits. Dans le but d'affaiblir Obando et les militaires proches des draconiens, le Congrès décide de réduire l'armée de métier. Toutes ces mesures alimentent la crise sociale et politique du milieu du siècle.

Les artisans de Bogotá se convertissent peu à peu en l'avant-garde d'un mouvement de contestation, animé d'une forte conscience de classe. Sentant qu'Obando ne les soutient pas autant qu'il avait promis de le faire, ils menacent de lui retirer leur appui. Un tract distribué à Bogotá le 16 juillet 1853 annone ainsi : « Si Obando trahit nos espoirs et refuse d'en finir avec la démagogie, il ne manquera pas parmi nous de candidats pour occuper sa place. Les héros sont les fils des mouvements populaires ».

Au début du mois d'avril 1854, le Congrès met la dernière main à la loi sur les effectifs militaires, prévoyant de réduire l'armée à 800 soldats et de supprimer le rang de général. Le 16 avril, six cent artisans, armés par les militaires, défilent aux cris de « Vive les artisans et l'armée, à bas les spéculateurs ». Le lendemain, ils prennent le pouvoir sous la direction du général José María Melo. Celui-ci offre à Obando de prendre la tête d'une dictature mais, devant son refus, décide d'assumer le commandement du coup d'État.

Ce régime militaro-artisanal fut éphémère. La seule région réellement sous le contrôle des mutins était celle de Cundinamarca. Dans le reste du pays, la coalition des conservateurs et des libéraux du Golgotha mobilise des troupes. Le 4 décembre, les putschistes sont vaincus et les Sociétés démocratiques dissoutes. Le général Melo est condamné à l'exil, Obando destitué de son poste de président et plus de deux cents artisans envoyés au travaux forcés dans les prisons du Panama.

Ainsi prit fin la grande mobilisation populaire du XIXe siècle. Elle provoqua parmi les libéraux une véritable "peur du peuple", et les laissa pleins de regrets d'avoir mobilisé les masses prolétaires. Leurs craintes se manifesteront plus tard à maintes reprises. Ainsi, en 1868, le dirigeant libéral Felipe Pérez répond au général Julian Trujillo qui lui suggère d'encourager une organisation politique de la population : « Des groupements de cette sorte nous ont conduits au 17 avril 1854 et ne causèrent que des regrets et des craintes. Ils ont débouché sur des événements sanglants qui ont désormais rendu illusoire tout espoir d'harmonie jusque dans le plus petit village. Pour maintenir l'unité et la force dans le parti libéral, nous n'avons besoin que d'une fidélité aveugle à nos principes ».

Cette réticence envers la mobilisation de la population permet de comprendre l'élitisme des gouvernements de 1867 à 1880. A partir de ce moment en effet, les libéraux du Golgotha arrivent au pouvoir, mais le parti libéral perd en partie sa capacité à exprimer les intérêts des classes sociales émergentes (classes moyennes urbaines, professionnels, intellectuels, employés de bureau…) ou des exclus (citadins pauvres et surtout colons des zones rurales).

3. L'ÉCHEC DU MODÈLE DE SOCIÉTÉ CONTRÔLÉE (1850-1930)

L'émergence de la République ne provoqua pas seulement une révolution de la culture politique et l'irruption de nouveaux acteurs sociaux. Elle marqua l'origine d'une profonde mutation dans l'occupation du territoire. La loi du 25 juin 1824 avait divisé la Colombie en départements, provinces et cantons, élevé de nombreux villages au rang de communes et aboli l'ancienne hiérarchie des privilèges. Mais au cours des vingt ans qui suivirent, ce panorama fut bouleversé de nouveau.

Depuis l'époque préhispanique, la cordillère orientale restait la région la plus habitée du pays. En 1777, 58 % de la population de la Nouvelle-Grenade s'y concentrait. Mais à partir de 1851, elle commence à se dépeupler. En effet, avec la législation républicaine, les colons peuvent occuper des terres vierges et constituer librement des villages. Il ne leur est donc plus nécessaire, comme au temps de la colonie, de s'exiler dans des régions reculées pour échapper aux contrôles des autorités. De nouvelles frontières agraires s'ouvrent ainsi, vers lesquelles convergent des mouvements spontanés de population provenant de régions dominées par les grandes propriétés. Plus tard, ces migrations mal contrôlées donneront lieu à de nouvelles mobilisations sociales et à un fractionnement accru du pouvoir politique.

L'expansion de la frontière agraire

En 1850, le géographe italien Augustín Codazzi estime que les terres non cultivées, réparties dans tout le pays, représentent 75 % du territoire national. En effet, une bonne partie de la population vit dans les régions de climat froid, alors que les versants de la cordillère, tout comme les vallées andines, sont inoccupés. C'est vers ces contrées que confluent de nombreux colons, qui y fondent leurs villages. Depuis les régions tempérées de Nariño, Cauca, Antioquia, Cundinamarca, Boyacá et Santander se déplace une masse hétéroclite de paysans sans terre, fuyant les guerres civiles ou ayant hérité de parcelles trop exiguës.

Entre 1827 et 1936, 3,2 millions d'hectares de terres non cultivées sont officiellement attribués et, parmi les terres communales, une surface certainement plus importante encore est distribuée de façon illégale.

Rapidement, de grands propriétaires s'approprient eux aussi de vastes étendues, concurrençant les petits colons. Pour obliger les immigrants à

travailler sur leurs domaines, ils tentent d'occuper tout l'espace et de les empêcher de trouver des terres libres. On estime que 75 % des nouveaux territoires furent attribués à des propriétaires possédant plus de 1 000 hectares, alors que les propriétés de moins de 100 hectares ne représentaient que 11 % de la surface colonisée.

Malgré le succès de leur emprise sur les terres vierges, les grands propriétaires ont bien du mal à contrôler la population paysanne. La plupart des colons, d'origine métisse, n'ont pas l'habitude de se soumettre à une autorité… En outre, de nombreux propriétaires ne résident pas sur place et confient la direction de leur domaine à un majordome. Les liens traditionnels de *compadrazgo*, de parrainage ou de voisinage sont faibles et la cohésion sociale peu marquée.

Les colons, qui ressentent le besoin d'une reconnaissance sociale et d'une représentation politique susceptible d'assurer la défense de leurs droits, trouvent un allié avec le parti libéral. Une fois le Golgotha arrivé au pouvoir, le Congrès vote en 1874, puis en 1882, des lois qui permettent aux colons de recevoir un titre légal de propriété pour les terres qu'ils cultivent[24]. L'impact de ces mesures est considérable. Les paysans s'organisent pour lutter contre les tentatives d'expropriation dont ils sont victimes. Des centaines de groupes se plaignent auprès du gouvernement et réclament d'être défendus contre les usurpateurs. Appuyés par des avocats et des fonctionnaires proches du parti au pouvoir, ils multiplient leurs requêtes. Bien sûr, ils n'auront pas toujours gain de cause, mais la nouvelle législation leur offre des garanties conséquentes et un minimum de sécurité. C'est ainsi que se peuplent de nouvelles régions et que se développent les agglomérations de la Cordillère centrale : Manizales, Medellín et Río Negro. Bientôt, ces villes se trouvent au centre d'un tissu urbain recomposé.

C'est également à ce moment que se peuplent des régions comme le Quindio et la Vallée du Cauca, qui seront au siècle suivant le théâtre d'une violence généralisée. Le Quindio vit s'établir les premiers colons au XVIIIe siècle, le long de la route qui reliait la vallée du fleuve Magdalena au sud et à l'ouest du pays. Mais à partir du milieu du XIXe siècle, de nombreux paysans, encouragés par la politique gouvernementale, affluent des régions voisines et de Boyacá, commencent à défricher les terres et à construire des villages de façon spontanée, concurrencés par des propriétaires plus aisés.

Dans les riches terres de la Vallée du Cauca, les grands propriétaires avaient créé depuis l'époque coloniale une société refermée sur elle-même, qui vola en éclats avec la suppression de l'esclavage, l'invasion des parcelles non cultivées par des paysans sans terre et le démantèlement de certains domaines, vendus par leurs propriétaires. Les *haciendas* traditionnelles se virent bientôt concurrencées par une société paysanne qui les

24. Auparavant, seuls les grands domaines bénéficiaient de titre légaux de propriété.

pressait de toutes part, ce qui donna lieu à de nombreux conflits. Ceux-ci se succédèrent durant la seconde moitié du XIXe siècle et culminèrent avec la guerre du fouet. Une fois la paix revenue, les propriétaires prirent une sorte de revanche en engageant un processus d'industrialisation agricole qui conduisit bientôt à l'apparition d'une classe ouvrière rurale et leur permit de retrouver une forme de contrôle social. Mais dans le nord de la vallée du Cauca, sur les terres moins riches des versants, s'engage un processus de colonisation spontanée semblable à celui du Quindio. Ses habitants, non soumis à l'autorité des propriétaires de la vallée, s'opposent fréquemment aux élites locales. Malgré l'intermédiation du parti libéral, qui établit quelques fiefs sur les hauteurs, de nombreux conflits agraires et des guerres de partis éclateront, au cours du XXe siècle, dans les régions de montagne.

Au niveau national, l'ouverture de la frontière agraire, l'émergence de nouvelles villes et la consolidation de la société paysanne produisent dans un contexte politique dominé par les projets fédéralistes. Les deux partis - libéral et conservateur - ont déjà, à ce moment, établit clairement leurs différences idéologiques et tracé entre eux une frontière. Les guerres civiles et les campagnes électorales ont consolidé les adhésions et, en 1880, on peut dire que coexistent deux grandes organisations politiques nationales, quasiment présentes sur tout le territoire habité. La géographie politique est déjà dessinée : un siècle plus tard, on la retrouvera presque inchangée. L'adhésion à l'un ou l'autre des partis se transmet de père en fils et donne naissance à de véritables cultures politiques qui jouent l'opposition.

En même temps, le gouvernement central, accusé d'avoir porté à leur paroxysme les conflits locaux, voit son autorité contestée. Sa faiblesse l'empêche de contrôler les processus de colonisation, ce dont profitent les élites régionales pour conforter leurs intérêts. Se forment dans la société des "espaces interstitiels", desquels l'État est pratiquement absent. Le fédéralisme professe l'affaiblissement du pouvoir central. Les guerres et les conflits de cette période, en quelque sorte décentralisés, se révéleront de faible ampleur et les *caudillos* qui émergent à ce moment ne manifestent pas d'ambitions au-delà de l'échelle régionale. Mais les zizanies se multiplient et leurs affrontements contribuent à saper l'unité nationale autant qu'à fragiliser l'État. Pour le parti conservateur, tout cela n'est que le résultat de la politique menée par ses adversaires. Son fondateur, Mariano Ospina Rodríguez, dénonçait déjà avec force, depuis la guerre des Suprêmes, « ces idées absurdes sur la liberté et l'égalité, en vertu desquelles toute subordination légale relève de la tyrannie, toute distinction sociale est aristocratie et tout magistrat qui se fait obéir est un despote ».

A la fin des années soixante-dix, alors que le résultat des réformes engagées par les libéraux n'apparaît pas vraiment probant, ces critiques deviennent plus virulentes. La chute des exportations provoque un chô-

mage important et enfonce plusieurs régions dans la crise. Dans des villes comme Bucaramanga, Pasto et Bogotá, des émeutes éclatent. Les principes libéraux sont remis en question, au profit d'un autre modèle politique.

Le rêve de l'ordre

Rompant avec son parti au cours de son second gouvernement (1884-1886), le libéral Rafael Nuñez décide de redresser brutalement la situation avec l'appui des conservateurs. Le projet de "la Régénération" trouve son expression dans la Constitution de 1886, centralisatrice et autoritaire. Celle-ci reconnaît à l'Église un rôle important dans la vie de la nation, limite les droits privés et instaure un système électoral conçu pour conserver le pouvoir aux mains de la classe dirigeante. Elle révèle la suprématie des idées promues par les conservateurs et montre combien, en dépit des efforts déployés par les libéraux, la société colombienne est restée traditionnelle. Cette Constitution, largement acceptée par l'élite dirigeante du pays, met en évidence son attachement à une organisation hiérarchisée[25]. Une grande partie des responsables politiques sont alors séduits par l'idée d'ordre social. La période comprise entre 1867 et 1880, marquée par des gouvernements radicaux, a laissé l'impression d'excessives mobilisations populaires qui ont mis entre parenthèses le développement économique du pays.

Le projet de Régénération cherche à promouvoir un ordre social bâti autour d'un citoyen nouveau, animé par les valeurs morales et religieuses. Pour remédier au chaos produit par une crise éthique et spirituelle, elle-même causée par un relâchement des mœurs, il convient de promouvoir des initiatives rédemptrices et de faire du chrétien un agent de changement de la société.

Des écoles, des banques, des journaux, des clubs ou des associations contrôlés par les libéraux sont fermés. On interdit à ceux-ci toute participation aux élections, toute réunion politique et même toute activité culturelle, comme le théâtre et la littérature. Des listes de publications subversives et de "délits contre la société" sont établies. Les réunions de plus de trois personnes sont interdites. Les libéraux qui continuent de défendre le principe de souveraineté populaire, d'éducation laïque ou de séparation de l'Église et de l'État sont emprisonnés, déportés ou privés de leurs droits civiques. Il est interdit de critiquer les mesures politiques et économiques prises par les "régénérateurs", ce qui revient à supprimer d'un trait toute opposition. La présidence de la République s'arroge le droit de surveiller les institutions de recherche et d'enseignement, et de fermer celles qui seront considérées comme diffusant de la propagande révolutionnaire ou

25. Elle restera en vigueur jusqu'en 1991.

des idées subversives. De nombreux enseignants libéraux se retrouvent brutalement sans emploi…

Ces mesures légales s'accompagnent bientôt d'une répression contre les opposants. Au sein de la police est créée une section secrète, chargée de poursuivre les dirigeants radicaux. Elle jouera un grand rôle dans l'élimination de toute opposition au régime. Dans le même temps, le gouvernement lance une vaste propagande. Les journaux conservateurs attaquent la liberté de la presse, arguant que celle-ci est « condamnée par l'Église car, comme toutes les libertés absolues et même plus que toute autre, elle engendre le mal ». La Constitution de 1886 garantit que les programmes scolaires soient conformes aux enseignements de l'Église.

Le clergé, à travers ses sermons et son travail d'éducation, multiplie les efforts pour abolir les principes de liberté et de souveraineté populaire. L'évêque de Pamplona déclare ainsi que si le peuple est souverain, cela signifie qu'il n'y a « personne qui soit au-dessus de lui, ni dans le ciel ni sur la terre, qu'il ne doit pas être soumis à d'autres lois que celles qu'il établit. Opposer une volonté à sa souveraine volonté, c'est offenser sa dignité, attenter contre sa suprême autorité. Il commande toujours et ne doit jamais obéir. Il ne doit se soumettre à personne… Qu'est-ce donc que cette doctrine qui commet l'erreur funeste de substituer l'orgueil de l'homme à l'autorité divine ? » Quant à l'évêque de Pasto, il justifie la participation du clergé dans la politique de la façon suivante : « Si prendre part à la vie politique implique pour les prêtres de conseiller le peuple sur le choix d'un candidat, c'est-à-dire de l'inviter à se servir de ses droits constitutionnels pour se doter de dirigeants qui respectent sa religion et sa foi, alors nous soutenons que le clergé peut et doit offrir au peuple un apport spirituel et matériel. Des bons gouvernants et des bonnes institutions dépendent en grande partie le bonheur terrestre et la vie éternelle et c'est pour cette raison que le clergé remplit son devoir en procurant au peuple de bons magistrats ».

Il importe alors que le clergé restaure la morale des chrétiens, que ceux-ci veillent au bon fonctionnement de l'État et que ce dernier protège la religion catholique. Les autorités au pouvoir s'accordent à penser que « le quart de siècle d'anarchie » vécu par le pays est imputable à un gouvernement faible et des libertés individuelles abusives.

Crise de la Régénération

Mais les promoteurs de cet ordre rêvé rencontreront des difficultés dans sa mise en œuvre. A l'intérieur même des "régénérateurs", des voix s'élèvent pour critiquer la répression déclenchée contre les libéraux et la suppression de leurs espaces d'expression. De plus, malgré ses efforts, le

gouvernement ne parvient pas à soumettre toutes les régions ni tous les groupes sociaux.

L'intolérance des régénérateurs donne des arguments à ceux qui contestent certaines de ses mesures, en particulier en matière de politique monétaire et fiscale. En 1885, le gouvernement avait accordé à la Banque Nationale le droit exclusif d'émettre du papier-monnaie et obligé les banques privées à accepter ses billets. Ces mesures étaient alors jugées par les établissements financiers comme contraires à leurs intérêts. En outre, le gouvernement fixa des taxes sur les importations, ce qui provoqua une vive réaction de la part des commerçants.

Ces mécontents furent bientôt rejoints par quelques conservateurs, qui ne ménageaient pas leurs critiques. Ceux d'Antioquia par exemple s'opposaient aux régénérateurs car la Constitution unitaire leur avait fait perdre une partie de l'autonomie gagnée pendant l'époque du fédéralisme.

Les prémices de l'échec de la Régénération se manifestèrent lors des émeutes provoquées par les artisans de Bogotá en 1893. Habitants de la capitale, ceux-ci avaient pourtant été l'objet de toutes les attentions, car des observateurs avaient noté qu'ils vivaient dans le péché : les familles n'étaient pas unies par l'Église, les couples se révélaient instables et leur consommation de *chicha* était estimée abusive. La presse catholique engagea une campagne pour "corriger les vices" des artisans, au moment peu opportun où les libéraux tentaient de mobiliser des groupes urbains contre le gouvernement.

Le conflit débute le 12 janvier 1893 par quelques frictions entre des artisans mécontents et l'auteur d'articles parus dans le journal Colombie Chrétienne, qui dénonce leur immoralité. Le lendemain, les harcèlements reprennent et la police doit interdire l'accès des manifestants au domicile du journaliste. Le 15, ceux-ci lancent des pierres contre sa maison, provoquent d'importants dégâts et blessent deux policiers. Plusieurs d'entre eux sont emprisonnés. Le 16, les artisans, probablement conseillés par quelques radicaux, organisent une manifestation et exigent du ministre de l'Intérieur la libération des leurs qui ont été retenus par les forces de l'ordre, ainsi que des sanctions contre le journal moralisateur. Ne recevant que des injonctions leur enjoignant de se disperser, ils s'en prennent alors violemment aux commissariats de police, au domicile du ministre, aux poteaux télégraphiques et aux réverbères… Ces émeutes, qui resteront sans lendemain, entament sérieusement la crédibilité de ceux qui prétendaient instaurer un pouvoir fort.

En 1896, après dix ans d'efforts du gouvernement pour assainir les mœurs, les enfants illégitimes sont toujours beaucoup plus nombreux que ceux nés au sein de familles catholiques. Les "régénérateurs" avaient pourtant fait de la famille une institution-modèle, susceptible de « tempérer les passions humaines, origine de tous les maux » et allant jusqu'à reconnaître

la nationalité colombienne aux seuls enfants légitimes. Mais à Bogotá comme dans de nombreuses villes du pays, les multiples associations qui pratiquent la charité et cherchent à moraliser les coutumes affichent un bilan mitigé. Pis encore : dans les zones de colonisation récente, peuplées de paysans à la recherche de terres vierges, de réfugiés fuyant les conflits ou de marginaux cherchant à échapper à toute forme de contrôle social, le rêve de l'ordre se révèle une pure utopie. L'éclosion de sociétés maçonniques, de clubs de spiritisme, d'associations théosophiques et de cimetières laïcs mettent en évidence l'incapacité de l'Église catholique à assurer son hégémonie et l'impossibilité pour le mouvement de la Régénération d'imposer un modèle de société.

Les préparatifs de la guerre

Exclus du gouvernement durant toute la période du libéralisme radical, les conservateurs reviennent au pouvoir en 1892 avec Miguel Antonio Caro. Celui-ci ne tarde pas à déclarer que même sans son initiateur, Rafael Nuñez, la politique de la Régénération serait poursuivie de façon inflexible et ses opposants traités sans ménagements. Les libéraux s'organisent cependant pour la reconquête du pouvoir : ils nomment un nouveau secrétaire général et collectent des fonds pour la publication d'une revue. Peu à peu, ils s'attirent des sympathies, y compris dans les rangs du parti conservateur : les responsables régionaux réclament leur autonomie remise en cause par le centralisme de l'État, les commerçants et les banquiers continuent de protester contre la politique fiscale et monétaire. Le parti conservateur se voit bientôt divisé par des heurts entre la branche "nationaliste", partisane de l'exclusion des libéraux de la vie politique et des choix économiques du gouvernement, et une tendance "historique", qui défend un rapprochement avec les libéraux, ainsi que le retour à une politique économique plus orthodoxe. C'est alors que les plus extrémistes des libéraux décident de préparer un soulèvement armé contre la répression mise en place par Caro.

Mais le gouvernement découvre les préparatifs du complot et quand la rébellion éclate, en janvier 1895, il lui est facile de l'étouffer. Ses dirigeants sont emprisonnés et les conjurés, qui se manifestent dans diverses régions du pays, sont écrasés par une rapide campagne militaire.

Le parti libéral, appuyé par quelques conservateurs, entame alors des tentatives de réforme par la voie légale. Il commence par concentrer ses efforts sur l'abolition d'une taxe sur les exportations instituée par le gouvernement. Conjuguée à un effondrement du prix du café sur le marché mondial, cette mesure avait plongé le pays dans une profonde crise économique et, en 1898, mené l'État au bord de la faillite. Dénonçant la poli-

tique fiscale, les conservateurs dissidents quittent le gouvernement, sans pour autant parvenir à infléchir de façon significative la politique suivie.

L'échec des entreprises légalistes de l'opposition, ainsi que la difficile situation économique du pays, modifient de nouveau l'équilibre, au sein du parti libéral, entre les adeptes de l'insurrection armée et les partisans du respect des lois. Les bellicistes sont majoritairement de jeunes militants, alors que les pacifistes se recrutent surtout parmi la vieille garde, protagoniste de la vie politique depuis le milieu du siècle. Ces derniers se trouvent mis en minorité et, malgré une profonde division, le parti confie au général Rafael Uribe la charge des préparatifs militaires d'un nouveau soulèvement.

C'est ainsi que, en 1899, les libéraux s'apprêtent à cristalliser une grave crise économique et politique à travers ce qu'on appellera plus tard "la guerre des mille jours". Mais ce conflit est également la résultante d'une crise sociale, celle du projet de la Régénération : une politique basée sur l'exclusion, sur le principe de l'impossibilité de faire cohabiter les tenants d'un modèle et les "autres", sur l'obligation de considérer ces derniers comme des délinquants.

Cette conjoncture est également révélatrice d'un profond clivage. D'une part, on trouve des régions dominées par les élites, où peut s'exercer un certain contrôle social, d'autre part des zones de colonisation récente qui se structurent hors des autorités traditionnelles. C'est dans ces territoires à la population hétérogène que la guerre des mille jours sera la plus violente.

Enfin, la guerre civile mettra en évidence le décalage existant entre un projet centralisateur et une réalité nationale marquée par l'éclatement du pouvoir. Les élites régionales manifesteront à cette occasion qu'elles ne sont nullement disposées à contribuer au renforcement d'un pouvoir central dominé par des bureaucrates et des professionnels de la politique, et représenté au niveau local par de petits chefs. Quant au gouvernement, poussé à la guerre par les conservateurs ultra-catholiques et militaristes désireux d'en finir avec le parti libéral, il rendra manifeste aux yeux de tous la fragilité de son autorité.

La guerre des mille jours (1899-1901)

Le conflit éclate dans le département de Santander, à tradition guerrière et majorité libérale, durement frappé par la crise économique et proche du Venezuela, d'où il était facile de faire venir des armes. Les insurgés n'y constituent pas une armée unifiée mais un ramassis hétéroclite de soldats et de généraux rivaux, déchirés par les jalousies et les haines, certaines bien anciennes, d'autres nées de récentes ambitions personnelles, et

encouragées par l'absence de chef suprême des armées libérales. Les tensions sont telles que trois divisions autonomes se forment bientôt, autour de Benjamín Herrera, Justo Durán et Rafael Uribe.

En face d'eux, les bataillons conservateurs ne sont pas non plus un modèle de cohésion. Malgré les efforts du gouvernement pour former une véritable armée professionnelle, celle-ci aborde le conflit dans un état déplorable. Les officiers issus des précédentes guerres civiles, enclins à l'oisiveté et portés sur l'alcool, sont experts dans l'art d'utiliser les combines et le copinage politique dans leur ascension sociale. De plus, l'importance politique de l'armée est telle que les gradés sont choisis pour leur fidélité au parti plutôt que pour leur formation ou leurs connaissances militaires.

La rupture, à l'intérieur du parti conservateur, entre les "nationalistes" et les "historiques" se traduit par des oppositions entre les gradés. Il y a beaucoup de généraux et autant d'ambitions personnelles… A la veille de la bataille de Peralonso, le commandement est confié au général Villamizar, moins renommé que Casabianca, Luján, Holguín et Cuervo Márquez, mais qui bénéficie de la confiance du ministre de la Guerre. Cette décision provoque la défaite - incompréhensible du strict point de vue militaire - de l'armée nationale, et consacre le prestige de Uribe qui commande les troupes rebelles. Le revers de Villamizar sera ensuite attribué au désir des conservateurs nationalistes de prolonger la guerre afin de poursuivre un lucratif trafic d'armes et de permettre la confiscation des propriétés des libéraux.

Après cette victoire prestigieuse, les insurgés perdent une série de batailles qui les oblige à abandonner les régions centrales du pays et à se replier vers les zones plus isolées. Là, ils trouvent un appui auprès de la population, qui a engagé contre le gouvernement une guérilla conduite par les dirigeants populaires. Au milieu d'une population peu encline à la soumission envers un quelconque pouvoir politique, économique ou religieux, les guérilleros sont chez eux. Anarchique, spontané, leur soulèvement est peu apprécié des chefs militaires libéraux qui n'y voient que l'action de groupes autonomes et incontrôlables. De fait, les affrontements sont parfois assimilables à des formes de brigandage et de règlements de comptes. Pourtant, la position de force tenue par le gouvernement sur les villes, les voies ferrées et la circulation fluviale contraint les officiers rebelles à négocier avec les chefs de guerre et les petits potentats locaux, même si ceux-ci sont souvent prompts à se disputer entre eux.

Les partisans se recrutent parmi les paysans sans terre, les petits propriétaires et les colons, les travailleurs agricoles, les Noirs de la côte Atlantique et ceux des Caraïbes, les Indiens de la Guajira, du sud de Tolima ou du Panama. Dans une moindre mesure, on y trouve aussi des artisans, des domestiques et quelques travailleurs sans emploi. Enfin, de

rares étudiants, commerçants et employés proviennent des troupes régulières du parti libéral. De nombreux combattants luttent pour se libérer des grands propriétaires terriens, d'autres par soumission à un chef local et quelques-uns par esprit d'aventure, soif de vengeance ou sectarisme politique.

Les nombreux chefs de guerre se nomment eux-mêmes au commandement de leur troupe et rechignent à recevoir des ordres. L'éclatement des forces rebelles les mène rapidement à l'anarchie et à l'indiscipline, ce qui leur vaudra plusieurs défaites. Mais leur mobilité, leur quasi-invisibilité, leur connaissance du terrain et l'astuce des combattants les conduisent parfois à la victoire et leur permettront de contrôler plusieurs régions.

Dans le sud-ouest du pays, les zones d'élection de la guérilla libérale sont principalement circonscrites au département de Cauca et à ses environs. La région de Patia fut, dès l'époque coloniale, une zone de refuge pour les esclaves fugitifs ou affranchis, ce qui lui valut d'être qualifiée de "berceau du banditisme social". Durant l'ère républicaine, elle constitua un centre de recrutement et d'activité des troupes loyalistes, qui y interdisaient l'entrée aux patriotes. Enfin, lors des premières guerres civiles, le général Obando y recruta ses partisans.

Des régions propices à la guérilla

La région du Quindio fut le théâtre de violents affrontements qui opposèrent les premiers défricheurs aux avancées successives des habitants de la région voisine d'Antioquia. A la fin du XIXe siècle, elle est occupée par des petits paysans à la recherche de terres vierges, en marge de tout programme officiel de colonisation. Sur cette frontière agraire, les institutions publiques sont peu présentes et les relations sociales conflictuelles, marquées par l'insécurité des colons quant à la possession de la terre, ce qui en fait une proie facile pour les grands propriétaires. Ce contexte engendre une forme de violence individuelle, qui s'exprime à travers des expulsions brutales, des incendies volontaires et des homicides.

Sur ces fronts pionniers, la confluence de colons provenant de régions différentes donne souvent lieu à des tensions se traduisant par l'adhésion à des partis, qui s'affrontent ensuite violemment. Il n'est donc pas surprenant que la guérilla du début du XXe siècle trouve dans la zone centrale du pays un foyer idéal de développement. Les plaines d'Ambalema et la région accidentée de l'ouest de Cundinamarca ont déjà une longue tradition de lutte armée. Ambalema est considérée par des contemporains de la guerre des mille jours comme « un drapeau rouge levé sur les bords du fleuve Magdalena, vivier de combattants aguerris et de guerriers farouches ». C'est le fief du célèbre guérillero noir Ramón Marín. Le nord de Tolima

est le champ d'activité de Tulio Varón, l'un des chefs rebelles les plus caractéristiques. Ses hommes, provenant des terres de climat chaud, sont recrutés à Ambalema ou d'autres villes de moyenne importance. Autour de son village natal, Doíma, il tient en échec l'armée gouvernementale en coupant les voies d'accès de la capitale à la région du Quindio.

Dans la moyenne vallée du fleuve Magdalena, dans le département de Santander, la guérilla est également très active. C'est là que se dissout une partie de l'armée libérale commandée par Uribe et où les hommes, séduits par la fertilité de la terre, s'établissent en tant que colons. Ces anciens soldats, avec leur tradition d'insoumission, leurs idées libérales et l'amertume laissée par la défaite, joueront un rôle actif dans les conflits ultérieurs.

Dans le département de Cundinamarca, se développent trois foyers importants de guérilla. Sur ces versants occidentaux de la cordillère cohabitent de grandes propriétés nées de l'adjudication de terres vierges, des fermes de moyenne importance et des exploitations paysannes. Les conflits larvés qui opposent les différentes catégories d'agriculteurs éclatent au grand jour lors du soulèvement libéral. La municipalité de Viota, importante zone de production de café, est contrôlée par les insurgés durant toute la guerre. C'est là que se réfugient les groupes de guérilleros qui doivent se retirer des zones contrôlées par le gouvernement. Elles y récupèrent des forces et trouvent un ravitaillement dans l'*hacienda* du grand propriétaire Aurelio Masuera, membre du parti libéral. Producteur de café, Masuera met sa compétence de meneur d'hommes au service de la guérilla, tentant de coordonner son action et d'instaurer une sorte de gouvernement susceptible de recueillir des fonds parmi la population locale. Avec le produit de cet impôt, il fournit un appui aux combattants, entretient les voies de communication et rétablit le courrier et le télégraphe. C'est aussi à Viota que s'illustre un guérillero célèbre, Césareo Pulido, commerçant et grand propriétaire, qui engagea des actions armées contre le gouvernement à l'aide d'une douzaine de recrues, rassemblées parmi ses ouvriers agricoles et quelques amis, et finit par commander plusieurs centaines d'hommes.

Au fur et à mesure des affrontements, les principaux responsables libéraux prennent conscience de l'impossibilité de gagner la guerre et commencent à mesurer les risques de dérapage que fait naître la guérilla. C'est en avril 1901 que le général Uribe lance un appel en faveur de l'arrêt des hostilités. Mais sa proposition est rejetée à la fois par le gouvernement et par les chefs guérilleros. L'intransigeance de ces derniers montre bien leur indépendance vis-à-vis des dirigeants du parti libéral. C'est d'ailleurs par crainte de ne pouvoir contrôler la mobilisation populaire que ceux-ci prennent - un peu tard - l'initiative d'une solution négociée.

Mais la guérilla a également conforté la position des conservateurs les plus intransigeants et les moins enclins aux réformes. Ceux-ci déclenchent

une répression féroce dans les régions tenues par les insurgés. Plusieurs dirigeants capturés sont sommairement fusillés. D'autres meurent après la signature de l'armistice, victimes de la répression menée par le gouvernement ou de règlements de comptes entre ennemis ou anciens compagnons d'armes.

C'est pour cette raison que de nombreux guérilleros ne réintègrent pas la vie civile après la fin du conflit et restent ainsi actifs jusqu'en 1903. Certains d'entre eux, marqués par les années de guerre, se perdent dans le maquis et plongent dans la délinquance. D'autres, menacés de mort ou devenant mercenaires, rentrent au service du gouvernement et livrent la chasse à leurs anciens compagnons. A cette guerre, mal conclue, on attribuera l'origine de nombreux conflits ultérieurs.

La crise nationale illustrée par la guerre des mille jours crée une conjoncture favorable à de nouveaux affrontements entre régions, entre villes et entre familles. La violence des affrontements et de la répression créent des ressentiments et provoquent des vendettas qui éclateront jusque lors des conflits des années vingt et trente. Le souvenir des événements laisse une marque indélébile dans l'imaginaire de la violence. Les haines latentes sont prêtes à surgir dans toute leur brutalité à la moindre occasion. Très bientôt, celle-ci ne manquera pas de se présenter…

La République des conservateurs

Pour tenter de dissiper les tensions, le président Rafael Reyes (1904-1909) se montre fervent partisan d'une participation des libéraux à son gouvernement. Appuyé par les conservateurs modérés et une partie du clergé, il leur confie des fonctions subalternes dans son cabinet ou des postes diplomatiques prestigieux.

Afin de conforter le pouvoir central, il cherche à diviser les anciens États fédéraux en départements plus petits, de telle façon qu'ils ne puissent s'opposer à l'État, ni sur le plan économique ni sur le plan militaire. Dans le même but, des ressources fiscales jusqu'alors collectées et gérées par les départements sont rassemblées par l'État central. La réforme des impôts et des droits de douane lui permet d'augmenter considérablement les budgets publics, ce qui se traduit par une extension du réseau de routes et de voies ferrées.

Enfin, le gouvernement de Reyes tente de récupérer le monopole de l'usage de la force en désarmant les petits chefs locaux, en luttant contre les bandits de grand chemin et en professionnalisant l'armée. Il institue le service militaire obligatoire et cherche à rendre les forces armées indépendantes des partis militaires. Grâce à l'appui d'experts chiliens, il crée une École militaire.

Mais les difficultés ne se font pas attendre. Les officiers formés lors des précédentes guerres civiles entrent bientôt en conflit avec ceux qui sortent de l'école. Les premiers, qui doivent leur ascension sociale à leurs alliances politiques et à l'appui des dirigeants traditionnels, considèrent la dépolitisation et l'unification de l'armée nationale comme une menace pour leur pouvoir.

Reyes durcit alors sa position et tente d'obtenir des pouvoirs élargis. Mais les pressions exercées à son encontre, en particulier par le parti conservateur, le contraignent à la démission. Après sa chute, le président Carlos E. Restrepo (1910-1914) tente de mettre en place avec les libéraux un gouvernement d'union qui se soldera par un échec. Les trois gouvernements suivants ne seront formés que par le parti conservateur. Cependant, l'Assemblée constituante de 1910 abolit certaines dispositions de la Constitution de 1886. Elle restaure notamment le droit pour le parti libéral de contribuer à la vie politique du pays. La loi électorale garantit la représentation des formations minoritaires.

Ces réformes constitutionnelles limitent la possibilité pour un parti de monopoliser la vie politique, mais n'éliminent pas les risques de manipulation et de fraude électorale de la part de celui qui contrôle le pouvoir exécutif ou la majorité du Congrès. De fait, l'opposition resta longtemps minoritaire, même si des sièges lui furent concédés. Le gouvernement fut parfois ouvert à la participation des libéraux, mais ceux-ci restèrent cantonnés à des postes sans importance. Ils n'eurent jamais accès à des responsabilités dans l'armée, aux mairies importantes ou aux fonctions de gouverneurs.

L'existence des nombreux vices du système électoral est évidente. Les inscriptions sur les listes dépendent de jurés acquis aux notables locaux. Ceux-ci utilisent à leur guise les conditions restrictives pour exclure les opposants et octroyer le droit de vote à leurs alliés, même si ceux-ci ne remplissent pas les conditions d'âge, d'instruction, de propriété ou de rente. Dans les villages les plus reculés, on dénombre plus d'électeurs que d'habitants et en dernier recours, quand la défaite est certaine, les responsables des bureaux de vote annulent tout simplement les bulletins indésirables. Grâce à la complicité du clergé, à la fraude systématique et à une bonne organisation de la mécanique électorale, le vote conservateur en milieu rural prend des proportions invraisemblables et contrebalance toujours l'avancée des libéraux en milieu urbain. Cet état de choses ne conforte pas la légitimité du gouvernement, et donne lieu à de multiples accrochages lors des campagnes électorales.

Cependant, la réforme constitutionnelle, même si elle condamne le libéralisme à demeurer dans l'opposition, crée les bases d'une coexistence relativement pacifique des deux camps et contribue à la solidité du régime au cours des années suivantes. Sous les gouvernements conservateurs de

cette époque, la liberté de la presse est garantie et le dialogue entre les dirigeants politique amélioré. Le développement de l'économie caféière assure au pays une certaine prospérité et la recherche de la paix fait l'objet d'un large consensus national. Le parti libéral, encore fragile, préfère éviter tout risque de conflit et tait ses aspirations. Tout ceci permet au pays de vivre la période d'après-guerre et la crise des années trente sans connaître de coup d'État.

Mais l'un des effets les plus importants du système proportionnel légalement adopté fut de renforcer le bipartisme et d'empêcher la formation de nouvelles tendances, à un moment où des transformations économiques et sociales poussaient sur le devant de la scène des groupes sociaux traditionnellement silencieux. Ainsi, des ouvriers et certaines catégories de paysans durent commencer à s'organiser pour mieux faire entendre leurs revendications auprès des deux grands partis.

Le peu d'écho recueilli par leurs aspirations met bientôt en évidence l'incapacité du gouvernement conservateur à s'adapter au nouveau contexte économique et social du pays. Rapidement, des dirigeants du secteur de l'artisanat et quelques groupes d'intellectuels commencent à recueillir les doléances des paysans établis dans les zones de colonisation et celles des travailleurs agricoles employés dans les bananeraies, celles des ouvriers du secteur pétrolier, des chemins de fer et des ports. Leur mobilisation ne tarde pas à déborder du cadre étroit du bipartisme.

Au même moment, le développement des services publics en milieu urbain accroît la corruption. Les secteurs populaires dénoncent les "manigances" de certains hommes politiques - dont l'enjeu est de tirer des bénéfices personnels des investissements publics - et organisent plusieurs journées de protestation, notamment en juillet 1929.

La relative stabilité politique que connut le pays entre 1910 et 1948 dissimulait donc certains malaises. En fait, l'absence de nouveaux partis capables d'impulser une modernisation de la société colombienne et de ses institutions permit au système politique de ne pas affronter les problèmes posés par l'industrialisation et l'urbanisation. Cette situation offrit au pays quelques années de répit, mais contribua à aggraver la crise qui allait éclater dans la seconde moitié du XXe siècle et perdurer jusqu'à nos jours.

En effet, dans un pays en majorité rural, émergea durant ces années une mentalité citadine et moderne, critique envers « les manifestations politiques hirsutes de la campagne » avec ses *caciques*, ses dirigeants locaux et ses curés de village.

La critique du système des *caciques* n'était pas propre à l'opposition. Le conservateur Laureano Gómez le dénonce vivement, sans toutefois percevoir que les *caciques* remplissent un rôle indispensable d'intermédiaires entre l'État d'une part, les régions et les localités d'autre part.

Un chroniqueur de l'époque, Rufino Guttiérrez, remarque au cours de ses déplacements autour de Bogotá que les grands propriétaires terriens sont souvent absents de leurs domaines et ne se rendent guère sur place que pour y percevoir l'impôt. En revanche, ils négocient leurs votes auprès des gouvernants en échange d'une amélioration des chemins de leur *hacienda* et usent de leur pouvoir au niveau national ou départemental pour que soient nommées des autorités - juges, maires ou professeurs d'école - qui leur soient favorables. Elles sont choisies parmi les gens du lieu, en général des notables de moindre importance. C'est ainsi que se constitue un pouvoir politique dual, où les grands propriétaires, absentéistes, disposent d'une sorte de droit de veto dans les affaires locales et interviennent dans le choix des autorités. Mais leur pouvoir, tout comme celui du gouvernement ou des institutions départementales a des limites. Ils ne peuvent ignorer complètement l'existence de "dirigeants naturels" au sein des villages, car ils ont besoin de leur appui électoral et militaire.

L'État absent

Jusqu'aux années 1920, la faible présence au niveau local des institutions fiscales et des services publics rend ténus les liens entre les échelons nationaux, départementaux et municipaux. A cette époque, les travaux publics sont encore rares et la plupart des routes sont tracées suite à des initiatives locales. Les droits départementaux de distillation d'alcool sont le plus souvent attribués aux plus offrants et, en 1908, le général Reyes doit renoncer à imposer une autorité gouvernementale en la matière. Les institutions départementales sont peu développées, leurs forces de police insignifiantes. Les départements n'ont pas grand-chose à offrir aux communes, pas plus qu'ils n'ont les moyens de leur imposer quoi que ce soit. A cause de la faiblesse de ses ressources, le gouvernement national est en réalité beaucoup moins centralisé qu'il n'apparaît dans la Constitution de 1886.

La présence de l'État est donc très précaire, autant au niveau national que départemental ou municipal. Mais à partir de 1924, les prix élevés du café et de la banane, les investissements pétroliers, les emprunts effectués à l'étranger et l'indemnisation de vingt millions de dollars donnée par les États-Unis en compensation de l'indépendance du Panama[26] modifient le fragile équilibre entre la capitale et la province. Les ressources du pouvoir central s'accroissent et les régions se disputent les aides publiques. Les représentants élus se convertissent en intermédiaires incontournables entre elles et l'État.

Ce renforcement des pouvoirs publics modifie également le rôle des dirigeants locaux, qui voient leur indépendance se réduire au profit de leur

26. Le territoire de l'actuel Panama faisait autrefois partie de la Colombie. C'est sous la pression des États-Unis et à cause de la construction du canal que ce petit pays obtint son indépendance en 1903. Afin de normaliser ses relations avec la Colombie qui s'estimait dépossédée, les États-Unis durent verser une indemnisation.

fonction d'intermédiation, en particulier lors des périodes pré-électorales. Les travaux publics prennent de l'ampleur. La dépendance des régions envers le pouvoir central commence à se mettre en place, tout comme l'assujettissement des communes aux départements. Mais il faudra encore longtemps pour que cette organisation prenne l'allure d'un système centralisé.

Dans la pratique, l'éclatement du pouvoir rend encore difficile la répartition rationnelle des ressources financières. En matière de voies de communication, il aurait sans doute été logique d'utiliser cette manne pour construire un réseau reliant les ports aux zones productrices de biens d'exportation. Mais les notables des régions orientales du pays, où prédomine une agriculture traditionnelle, estiment qu'un réseau unifié favoriserait encore plus l'avantage dont disposent les régions d'agriculture moderne. A Antioquia, on juge qu'il est préférable de développer les communications intra-régionales pour relier entre eux les marchés et favoriser ainsi le commerce, l'agriculture et les industries locales. Finalement, devant l'impossibilité pour les instances territoriales de s'intégrer dans une perspective nationale, le Congrès décide en 1923 de distribuer le budget prévu entre 14 projets, dont aucun ne sera mené à terme dans les délais prévus.

Les tensions entre les diverses régions du pays augmentent encore à la fin des années 1920, quand l'inefficacité et le gâchis, qui se manifestent lors de la préparation des travaux publics, deviennent intolérables. Les innombrables négociations politiques préalables à la répartition des aides gouvernementales ouvrent la porte à l'improvisation et au gaspillage des fonds publics, entraînant ce qu'on appelle alors « la danse des millions », provoquée par de mesquines transactions provinciales. Le développement de la corruption dans l'appareil administratif cause un vif mécontentement parmi les classes moyennes et populaires. De plus, les cadres du parti conservateur ne comprennent pas toujours l'importance des changements qui transforment le monde rural et urbain : développement de l'industrie et croissance des villes, exode rural, apparition d'une classe ouvrière et des syndicats… Aux manifestations, ils ne répondent que par la répression. Peu à peu, leur hégémonie sur l'échiquier politique est remise en cause.

C'est dans ce contexte que prend fin en 1930 le mandat du président Miguel Abadía Méndez et que s'engagent des luttes de succession à l'intérieur du parti. Le clivage idéologique entre "nationalistes" et "historiques" persiste encore, mais s'y rajoutent une foule de conflits régionaux et locaux, ainsi que des affrontements de personnes. Les huit départements du pays s'opposent les uns aux autres et le clergé lui-même est divisé. Par exemple, le département de Huila, l'un des fiefs du parti conservateur, est dirigé par le docteur Charri. L'évêque maintient avec lui de bonnes relations et donne à ses ouailles « les consignes électorales qu'il convient de

donner». Mais Charri n'offre des responsabilités qu'aux membres de sa famille et à des partisans étrangers à la région, ce qui provoque, lors des élections, l'abstention d'une partie importante des conservateurs. Dans le département de Tolima, l'évêque et la direction du parti conservateur s'affrontent violemment. Dans celui de Boyacá, le parti est divisé en cinq factions et l'évêque n'apporte son soutien à aucune d'entre elles.

Cette situation n'est pas nouvelle. Quelques années auparavant, pour éviter une déroute des conservateurs, l'archevêque Herrera avait proposé son arbitrage. Établissant un système de rotations entre les différentes tendances, il avait réussi à imposer la candidature de Abadía en 1926 en échange d'une investiture de Vásquez en 1930. Mais une fois au pouvoir, Abadía tente d'écarter Vásquez au profit de Valencia. Le clergé local réagit vigoureusement, ledit Valencia étant connu pour son refus de la participation des religieux à la vie politique et pour avoir autrefois établi des alliances avec les libéraux.

Mais Abadía prend des contacts directs avec Rome et réussit à convaincre le Saint-Siège d'approuver son choix. Au même moment meurt Monseigneur Herrera, l'archevêque médiateur, qui est remplacé par Monseigneur Perdomo. Celui-ci adresse aux évêques du pays un télégramme les conjurant de se rallier à la candidature de Valencia, assurant que telle était la volonté du pape.

Finalement, lors des élections de 1930, le parti libéral profite des divisions de son adversaire et réussit à s'imposer. Le malheureux archevêque Perdomo, qui n'a pas hérité du charisme de son prédécesseur, est transformé en bouc émissaire. Bientôt affublé du sobriquet de "Monseigneur Nous-avons-perdu", il devient la cible des railleries et est accusé d'avoir conduit le parti conservateur à la défaite. En réalité, il fut victime d'une inextricable confusion entre les intérêts du parti et ceux de l'Église, du manque évident de dirigeants d'envergure au sein de l'ancienne majorité et d'une absence de règles clairement définies pour l'investiture du candidat officiel, ce qui ouvrait la porte à toute une série de marchandages et de compromissions. Même sans cela, on peut se demander si l'incapacité notoire des conservateurs à répondre aux défis de la modernisation du pays n'aurait pas suffit à mener leur parti à la défaite.

Les problèmes sociaux dans la campagne

Alors que la capitale est agitée par les luttes d'appareil, des conflits éclatent dans les plantations de café à propos de conditions de travail et du droit, réclamé par les *aparceros*[27], de planter des caféiers sur leurs propres

27. Les *aparceros* sont des travailleurs à qui de grands propriétaires offrent l'usufruit d'un lopin en échange d'un certain nombre de jours de travail sur leur domaine. On leur interdisait d'y planter du café car cette culture pérenne et très rentable leur donnait une certaine indépendance économique et une garantie de stabilité. En effet, le propriétaire ne pouvait expulser un aparcero sans l'indemniser pour les investissements réalisés par lui sur son lopin, notamment pour les plantations productives.

lopins. Des affrontements opposent également les paysans et les grands propriétaires dans les zones de colonisation agricole et quelques régions indiennes. Les propriétaires exercent des pressions sur les colons afin de les contraindre à signer des contrats de location de terres, ce qui implique de la part de ces derniers une reconnaissance de la grande propriété foncière. Les autorités locales et la police collaborent avec les propriétaires. Les paysans se plaignent bien, auprès du gouvernement, des continuelles persécutions dont ils sont l'objet, mais leurs requêtes restent le plus souvent lettre morte. Non pas que les pouvoirs publics ne reconnaissent pas la justesse de leurs revendications, bien au contraire : entre 1870 et 1920, ceux-ci penchent plutôt de leur côté. Mais ils n'ont guère les moyens d'imposer leur autorité aux notables locaux. Les belles déclarations émises depuis Bogotá se perdent inexorablement dans le labyrinthe du clientélisme local, des relations d'influence et des intérêts particuliers. L'historienne Catherine Legrand estime que c'est dans ces régions conflictuelles que se développera avec le plus de vigueur la violence des années cinquante, et dans des zones similaires que la guérilla des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix trouvera le meilleur soutien populaire.[28]

Mais l'attitude du gouvernement, plutôt favorable aux petits colons, ne restera pas sans effet pour autant. Elle encouragera ces derniers à se rebeller pour défendre leurs droits.

La contre-offensive paysanne éclate à la fin des années 1920, dans un contexte de brutale récession économique ayant fait suite à une période de croissance. La chute du prix du café en 1928 et la crise de 1929 provoquent l'interruption des grands travaux publics et une subite remontée du chômage.

La réponse du gouvernement fut de favoriser le retour des chômeurs dans le secteur agricole, alors même que la crise caféière provoquait une baisse des salaires des travailleurs ruraux. Les anciens employés du secteur public se refusèrent à accepter les rémunérations offertes aux ouvriers agricoles et nombre d'entre eux se lancèrent à la recherche de nouvelles terres à cultiver pour leur compte. Ils furent bientôt rejoints par des ouvriers agricoles et des petits colons dépossédés de leurs parcelles par les grands propriétaires. Mais en 1928, les candidats à l'occupation de terres vierges ne veulent pas partir vers les fronts pionniers de régions marginales, où ils seraient condamnés à une agriculture de subsistance. Ils veulent se maintenir intégrés à l'économie nationale et exploiter les terres non cultivées des grandes *haciendas*, souvent usurpées aux dépens des anciens communaux. Menacés de pauvreté après avoir connu quelques années d'une relative prospérité, ils refusent l'exil et préfèrent déclencher les hostilités contre les grands propriétaires. A partir de 1928, les conflits se multiplient.

---

28. Catherine Legrand. *De las tierras públicas a las propiedades privadas : acaparamiento de tierras y conflictos agrarios en Colombia.* Lecturas de economía, Medellín, Universidad de Antioquia, 1984.

Pour expliquer cette soudaine agitation paysanne, les propriétaires et les responsables du parti conservateur ne manquent pas d'accuser « une conspiration bolchevique venue de l'extérieur ». Il est vrai que des militants socialistes s'intéressent vivement aux événements qui se déroulent alors dans la campagne, mais ils ne font que donner une expression politique à un conflit social déclenché par l'attitude des grands propriétaires, la crise caféière ou les insuffisances du bipartisme.

Dès le début du siècle, des socialistes ont cherché à porter les conflits sociaux sur la scène politique, en marge des deux grands partis. Les premières grèves importantes sont organisées sur la côte atlantique, exposée à l'afflux des marins et des immigrants qui y apportent des idées anarcho-syndicalistes. Des débrayages secouent les secteurs pétrolier et bananier, l'industrie textile et le chemin de fer.

Dans plusieurs villes du pays, des artisans et des ouvriers créent des groupements politiques d'inspiration socialiste, comme le Parti Ouvrier Colombien (fondé en 1910) et l'Union ouvrière de Colombie (en 1913). En 1919, les célébrations du 1er mai sont organisées dans une vingtaine de villes. Le mouvement se développe essentiellement dans les agglomérations de moyenne et grande importance.

De nombreux socialistes sont d'anciens libéraux, mais il serait abusif de penser que cette nouvelle force politique est un prolongement du parti libéral. L'adhésion aux idéaux socialistes est plutôt le fait de dissidents, à mi-chemin entre intégration et exclusion du monde politique. On peut remarquer en revanche la coïncidence entre les zones d'expansion du socialisme et celle où se manifestera la violence des années cinquante et d'aujourd'hui : la région moyenne du fleuve Magdalena, dans les départements de Santander et d'Antioquia, le nord-est d'Antioquia et le Sinu, qui sont aussi des zones de colonisation récente et spontanée, où la cohésion sociale est faible et la présence de l'État précaire.

L'agitation socialiste

Le parti socialiste tenta également de s'allier aux groupes indiens. Leur dirigeant le plus célèbre, Quintín Lame, resta cependant acquis au système bipartite et continua de s'affirmer conservateur. En revanche, José Gonzalo Sánchez, son plus proche collaborateur, adhéra à la cause du socialisme révolutionnaire et deviendra plus tard dirigeant du parti communiste.

Mais la nouvelle force politique ne réussit pas vraiment à se débarrasser des vices propres aux partis traditionnels, comme l'autoritarisme et le caractère frondeur de quelques-uns de ses responsables, qui prétendaient surmonter de cette manière les carences de leur organisation. Des

responsables socialistes de l'époque regrettent ainsi que sur les rives du fleuve Magdalena, la pénétration de leur parti soit teintée de "mahéchisme", du nom de Raúl Mahecha, dirigeant charismatique un rien aventurier, que ses fidèles suivent les yeux fermés.

De plus, le parti socialiste maintenait avec les libéraux des relations ambiguës. Le congrès du Parti socialiste révolutionnaire de 1927 vit la participation de quelques libéraux de gauche, mais aussi de vétérans guérilleros spécialement invités. Ceux-ci revendiquaient une capacité de mobilisation due à leur longue immersion dans le peuple. Dénonçant l'immobilisme du parti libéral, ils intervinrent de façon décisive sur la formation d'une ligne insurrectionnelle au sein du PSR.

C'est sans doute sous leur influence que fut prise la décision d'organiser une révolte nationale le 28 juillet 1929. A l'occasion des préparatifs, les principaux responsables du parti furent arrêtés et emprisonnés, mais la date fut maintenue afin de profiter d'une conjoncture favorable : le général vénézuélien Arévalo Cedeño devait marcher sur Caracas à partir de la frontière colombienne et les insurgés avaient convenu avec lui de coordonner leurs actions. Mais au dernier moment, celui-ci décida d'ajourner son soulèvement.

Cet imprévu obligea le comité insurrectionnel du PSR à envoyer un contre ordre dans toutes les provinces du pays. Les communications difficiles empêchèrent en bien des endroits leur missive d'arriver à temps. Des soulèvements isolés se produisirent dans plusieurs régions et furent rapidement maîtrisés.

A El Libano par exemple, les insurgés prirent la ville, au prix de nombreux morts et blessés, et durent se replier dans la montagne pour poursuivre leur lutte par des actions de guérilla. C'est pourtant là, sans doute, que le PSR était le mieux organisé et que l'insurrection avait été la plus préparée. Le mouvement était dirigé par un groupe d'artisans, dont le dirigeant était un cordonnier qui avait su rallier à lui des petits paysans et des ouvriers agricoles. Ils poursuivaient ainsi la tradition de dissidence et de radicalisme de la ville, fondée en 1864 par des immigrants provenant d'Antioquia, qui avaient trouvé les meilleures terres de la région déjà occupées au cours des migrations précédentes. Les fondateurs étaient en majorité des libres-penseurs et des adeptes du spiritisme, ouverts aux doctrines théosophiques et rétifs envers la hiérarchie catholique. Dès 1927, la présence du Parti socialiste est repérée dans la région par la diffusion de nombreux tracts. En 1928, des organisations ouvrières existent déjà, ainsi que des écoles destinées aux futurs cadres du parti. Il semble que les sociétés théosophiques et la littérature ésotérique aient servi de couverture à la distribution de la propagande révolutionnaire. Ce type de population avait déjà soutenu la cause libérale lors des guerres civiles du XIXe siècle et de la guerre des mille jours.

Dans le riche canton de Murillo, zone de grandes fermes d'élevage et fertile productrice de blé et de pommes de terre, l'émeute est dirigée à l'encontre des autorités locales, accusées de mauvaise gestion. Mais l'occupation de Murillo fut pacifique : les paysans obligèrent les autorités déchues à rendre les honneurs au drapeau rouge, frappé des trois huit (huit heures de travail, huit heures de repos, huit heures de loisirs). Cet incident fut néanmoins considéré comme fort grave par les autorités.

Dans le canton de Dos Quebradas, le choc fut plus violent. Une bombe causa six morts et incendia deux maisons. Dans le département de Santander, les gares de La Gómez et San Vicente furent prises d'assaut. Là comme dans de nombreuses autres localités, les insurgés prirent la fuite pour constituer des foyers de résistance et poursuivre les hostilités. Cependant, au cours du mois d'août, la plupart des chefs guérilleros furent capturés. Quelques libéraux qui n'avaient rien à voir avec le soulèvement furent également emprisonnés, alors que d'autres, qui avaient promis aux insurgés de les appuyer, se rangeaient précipitamment du côté des autorités.

Le principal résultat de cette débâcle fut de liquider la bancale "machinerie révolutionnaire" du comité insurrectionnel. Ignacio Torres Giraldo, l'un des principaux responsables syndicaux de l'époque, estime que le bilan du mouvement populaire en 1930 était peu brillant[29], à cause de la profonde crise économique, de son manque d'expérience de la lutte de classes, du terrorisme d'État et des illusions éveillées par la victoire des libéraux. Malgré cela, le plénum élargi du PSR, réuni à Bogotá le 5 juillet 1930, décide de fonder un véritable parti communiste sur les ruines de la gauche socialiste.

Il est vrai que les forces sociales restaient vives. Dans le milieu rural, des organisations paysannes et indiennes, sans relations avec les directions nationales des socialistes, étaient toujours actives. Des syndicats étaient également restés éloignés du parti. Bien sûr, la plupart de ces organisations, inspirées par les vieilles idées mutualistes qui avaient marqué le milieu des artisans, restaient attachées à la légalité et à l'apolitisme. Ils auraient pu cependant se révéler de fertiles viviers pour la cause révolutionnaire. Mais de toute manière, toujours selon Ignacio Torres, ni à ce moment-là ni plus tard, le sectarisme des communistes ne leur permit de travailler avec eux.

La réaction des partis traditionnels et de l'Église

La répression fut la seule réaction des autorités devant les grèves, les émeutes paysannes et les tentatives d'insurrection. En 1924, le gouvernement conservateur avait bien tenté une médiation - peu efficace - du minis-

29. Ignacio Torres Giraldo. *Los inconformes. Historia de la rebeldía de las masas en Colombia*. Ed. Margen Izquierdo, Bogotá, 1973.

tère de l'Industrie, qui créa un Bureau du travail. Mais en 1927, Ignacio Rengifo, ex-ministre de la guerre, porté à la Présidence de la République par les adeptes d'un pouvoir fort, choisit la voie répressive. Agitant le spectre d'une imminente révolution bolchevique, il poursuit les socialistes et les communistes. Malgré l'opposition unanime des libéraux, il fait voter une loi spéciale visant à restaurer l'ordre public, qui fait de la gauche la responsable des désordres et la cible de la répression.

Cette loi est immédiatement approuvée par la majorité de la hiérarchie catholique et de nombreux évêques adressent à cette occasion des télégrammes de félicitations au président du Sénat.

L'archevêque de Cartagena le bénit et se réjouit « du triomphe du parti de l'ordre social contre des éléments subversifs et étrangers ». L'évêque d'Ibagué « remercie Dieu et vous-mêmes, ses représentants, pour l'appréciable bénéfice apporté par la loi de défense sociale qui protège les droits individuels et ceux de la société », alors que celui de Manizales déclare que l'adoption de cette loi « était une question de vie ou de mort pour les institutions et le parti ».

La position des évêques face aux désordres publics révèle leur conception statique de la société, qui apparaît clairement dans leur pastorale de 1930. Adressée aux agriculteurs, alors même que le pays est secoué par de graves conflits agraires et voit s'amorcer un exode paysan vers les villes, leur déclaration tente de contrer l'émigration au nom d'arguments essentiellement d'ordre moral. Selon eux, l'agriculture est la base de la propriété nationale, car c'est elle qui fournit au pays des produits de première nécessité. Elle sanctifie les hommes en garantissant la moralité de leurs coutumes. Elle purifie l'âme en apportant l'air sain de la campagne, la tranquillité du foyer, la frugalité de l'alimentation, l'éloignement des mauvais exemples offerts par les « centres païens ». Cette peinture idéalisée repose sur une évidente division du travail : les paysans, armés de haches et de houes, constituent l'armée que la Divine Providence a daignée organiser pour sauver ceux qui doivent s'employer à d'autres tâches. Ils sont « les vrais pères de la patrie » puisqu'ils nourrissent tout le monde. Ils sont l'arôme qui purifie l'« atmosphère viciée des villes ».

C'est pour cela que l'épiscopat exhorte les paysans à ne pas quitter la campagne, comme l'ont fait avant eux « les hallucinés » qui partirent travailler dans les travaux publics, où ils perdirent le goût des besognes agricoles, l'amour de leur foyer et le sens d'une vie honnête. Beaucoup de ces malheureux se consacrèrent « au jeu, à la boisson, à un habillement luxueux, à la malhonnêteté, aux mauvaises relations, à l'assistance assidue aux spectacles publics et aux mille désordres de la ville ». Quand les travaux publics ont été interrompus, ils n'avaient rien économisé mais s'étaient habitués à la vie citadine, où ils sont restés grossir les rangs des indigents et des mendiants. Les évêques en concluent que les paysans doi-

vent se méfier de la propagande subversive des bolcheviques et rester fidèles à l'Église.

Le socialisme : un nouvel idéal

Chez les libéraux, les réactions furent bien différentes. Quelques-uns parmi les plus radicaux choisirent de rejoindre les rangs du parti socialiste. Armando Solano, écrivain et intellectuel libéral, écrit en 1928 à la direction nationale pour lui faire part de sa décision de quitter un parti jugé par lui obsolète « car le socialisme cherche aujourd'hui à concrétiser les idées autrefois incarnées par le libéralisme ». Solano poursuit en regrettant que le parti libéral ait préféré « servir de tampon entre la tradition, représentée par le conservatisme de notre clergé, et la révolution que certains estiment symbolisée par les socialistes, les communistes, les anarchistes et d'autres encore, qui n'ont pas fini de s'organiser ni de s'entendre entre eux ».

La mobilisation sociale provoquée par l'activité des socialistes a également engendré des réactions constructives au sein des libéraux. Ainsi, le futur président du pays, Alfonso López Pumarejo, dans une lettre datée du 25 avril 1928, estime que la Colombie vit une période de fracture et fait une critique sévère du libéralisme « au moment où la révolution économique et sociale ébranle l'édifice conservateur et provoquera bientôt sa chute ». Il enjoint aux "hommes progressistes" de poursuivre la mission du parti libéral en « le débarrassant de tous les vices anti-démocratiques contractés sous la direction des chefs militaires ». Alfonso López estime que de nombreux libéraux partagent les craintes des conservateurs face à ce que ceux-ci appellent "la menace communiste". Ils croient vivre dans le meilleur des mondes et pensent que les plus heureux des hommes sont « ceux qui sont sans fortune : les paysans, les ouvriers, les petits artisans… Soumis à des conditions extrêmes, ils ont vécu les cent premières années de la République sous la triple autorité des patrons, des *caciques* et des curés, sans que rien ne vienne perturber leur esclavage ». Alfonso López poursuit en observant qu'ils ont ainsi végété jusqu'à ce que les capitaux étrangers et la politique de grands travaux provoquent « la mobilisation du peuple colombien : les serfs de la glèbe cessèrent de payer la dîme, firent leurs adieux à leurs vieux maîtres et oublièrent de se rendre aux urnes et de justifier du même coup la fraude et la trahison de la volonté populaire ».

López se demande encore si les libéraux peuvent jeter l'anathème sur les idées socialistes, comme les conservateurs l'avaient fait à propos des leurs. Refusant de réduire les dissidents du système bipartite à la condition de parias, il juge que les deux partis doivent changer de politique pour le bien du pays. Car leur inefficacité constitue « la réalité la plus préoccu-

pante aujourd'hui, et l'une des causes fondamentale d'une agitation sociale qui ne cesse de se développer».

Même si ce diagnostic fut considéré comme bien pessimiste par Nemesio Camacho, responsable libéral et destinataire de la longue lettre de López, l'attitude de celui-ci se voulait positive. Au cours de conférences et dans de nombreux articles, López engageait le parti libéral à assumer un rôle rénovateur dans la société. Son seul espoir résidait dans le vote d'une population urbaine en forte augmentation, la majorité des ruraux étant dominés par les *gamonales*, les prêtres et les propriétaires conservateurs. Et en effet, le parti libéral progressa grâce aux villes. En 1922, son candidat Benjamín Herrera s'impose dans la majorité des capitales départementales du pays et dans les zones à forte concentration ouvrière et artisanale. Cette capacité du parti libéral à profiter des effets de l'exode rural lui permettra de reconquérir le pouvoir et de s'affirmer bientôt comme la première formation politique du pays.

4. MODERNISATION ET VIOLENCE (1930-1957)

Violence et désarticulation du pouvoir

Les élections présidentielles de 1930 consacrent le triomphe du libéral Olaya Herrera. Arrivant au pouvoir après de nombreuses années d'hégémonie conservatrice, celui-ci entreprend de placer ses partisans dans les administrations publiques et de renvoyer un certain nombre de fonctionnaires conservateurs.

Mais son entreprise se heurte aux pouvoirs locaux, qui s'étaient consolidés de cette façon depuis le XIXe siècle. La tâche est d'autant plus difficile que ses adversaires dominent encore les corps législatifs, les assemblées départementales, la plupart des conseils municipaux et l'appareil judiciaire. La soif de revanche des nouveaux gouvernants, qui se traduit de fait par une sorte de "libéralisation forcée" des départements restés conservateurs, ne va pas sans créer une difficile transition politique. Des affrontements violents éclatent dans plusieurs régions, comme dans les zones de Santander et Boyacá.

Le cas de Boyacá illustre bien l'abîme qui se creuse alors entre le gouvernement central et les pouvoirs locaux. Une excellente étude réalisée par Javier Guerrero[30], signale que dans cette région, qui compte 101 communes, furent nommés 88 maires libéraux[31]. Cette décision ne pouvait être considérée par les notables conservateurs que comme un affront et une menace. La résistance de ces derniers, enkystés dans l'appareil bureaucratique, était à son tour perçue par le nouvel État libéral comme un danger permanent pour l'autorité.

Au niveau local, les maires nommés par le pouvoir se trouvent effectivement sans protection, face à un environnement hostile composé des anciens bureaucrates et d'une population majoritairement adverse, soutenue par les curés des paroisses. Leur réaction est typique de l'histoire colombienne : leur autorité n'étant pas reconnue par la police municipale ou la garde départementale, ils créent une milice, appelée "police civique". Cette sorte de garde personnelle, mi-privée et mi-publique, échappe bientôt à leur contrôle et se rend responsable de nombreux abus. Elle est d'ailleurs encouragée par l'attitude même des nouvelles autorités municipales, faite de provocations constantes. Ils ne sont pas très loin de la réalité, ceux qui accusent « les libéraux de Boyacá, soutenus par les maires, [de] menacer les paysans conservateurs et [de] semer la panique ».

30. Javier Guerrero. *Los años del olvido. Boyacá y los origenes de la violencia.* Ed. Tercer Mundo e Instituto de Estudios politícos y relaciones internacionales. Bogotá.
31. En Colombie, les maires ne sont élus que depuis 1988 (NdT).

Bien évidemment, les notables conservateurs réagissent de la même façon, arguant des persécutions dont ils sont l'objet de la part des nouvelles autorités municipales. L'éclatement du pouvoir et la fragilité de l'appareil d'État apparaissent dans toute leur ampleur lors de ces heurts entre les citoyens et les différents corps de police.

Comme pour rendre la situation encore plus tendue, le clergé de Boyacá tend à se politiser et à se rapprocher des conservateurs. Certains prêtres, aux côtés de notables locaux, vont jusqu'à diriger des bandes armées, scandant des slogans religieux. L'Église s'impose comme un véritable belligérant, au point que l'on se demande souvent si les mouvements d'opposition au nouveau gouvernement sont des mutineries de militants politiques appuyées par l'Église ou des soulèvements de paroissiens encouragés par le parti conservateur…

Le pouvoir de convocation des prêtres est tel qu'à un moment, des rumeurs faisant état de menaces dirigées contre le curé de Boavita provoquent d'importants préparatifs militaires au nom de la défense de la religion. Le clergé se radicalise et, dans quelques villages, invite même la population à déloger les maires libéraux. La municipalité de El Cocuy échappe *in extremis* à l'assaut des habitants du village de Güicán, conduits par leur curé ; ce dernier reçut par téléphone un appel de l'abbé de El Cocuy, le dissuadant d'en arriver à cette extrémité. Le pacifique évêque de Tunja doit interdire au clergé de participer à la bataille électorale de mai 1931, ce qui ne manque pas de provoquer les réactions indignées des conservateurs. Le gouvernement annonce qu'il expulsera les prêtres étrangers participant aux affaires politiques et menace les autres d'appliquer à leur encontre la loi dans toute sa rigueur.

Mais ces efforts pour limiter la participation de l'Église à la vie politique ne suffisent pas à apaiser les tensions. En fait, les heurts entre partis sont aussi l'expression de conflits de voisinage entre villes, villages et hameaux. Des litiges surgissant à propos de limites de parcelles ou de partage des eaux, des problèmes familiaux ou des rivalités entre groupes sociaux sont portés sur le champ politique par les *gamonales*, ces petits notables à la frontière entre l'appareil d'État et la complexe architecture locale, faite de relations de clientélisme. Les groupes armés sur lesquels s'appuient les libéraux sont recrutés dans la région de Boyacá à majorité conservatrice, au sein d'enclaves isolées souvent constituées d'*haciendas* créées par le gouvernement libéral sur des terres confisquées à l'Église en 1863. Leurs occupants y sont considérés, aux yeux des prêtres et des paysans de la région, comme des usurpateurs.

Cet enracinement local des conflits explique le caractère collectif des affrontements : prise d'assaut de villages ou de hameaux, actions de bandes armées, politique de la terreur, massacres… Ces pratiques collectives supposent en effet un certain niveau d'organisation et une certaine

cohésion, qui passent par le sentiment d'appartenance des individus à un groupe social local. Dans un contexte de crise des systèmes de référence et d'identification à la société nationale, la cohésion des groupes locaux est assurée par les solidarités traditionnelles et les anciennes autorités. C'est également ce que remarque María Victoria Uribe[32] à propos des "vengeances de sang", cause des nombreux massacres qui marquent la région de Tolima au milieu du siècle.

L'exercice privé de la violence eut un résultat logique : les institutions locales et régionales, largement utilisées par les protagonistes pour défendre leurs intérêts particuliers, perdirent leur image d'impartialité et, de ce fait, toute légitimité dans le règlement des conflits. D'un côté, les *gamonales* libéraux voulaient les mettre au service de leurs ambitions personnelles, et de l'autre les conservateurs les utilisaient pour résister aux efforts déployés par le gouvernement pour maîtriser la situation. Ces derniers ne se privaient pas non plus de se servir du contrôle qu'ils exerçaient sur l'appareil judiciaire : les juges s'arrangeaient pour remettre en liberté les guérilleros conservateurs qui étaient incarcérés. L'impunité devint générale, symptôme de l'inexistence d'un espace public de résolution des conflits.

Malgré la résistance dont firent preuve certaines régions, comme celle de Boyacá, à la "libéralisation" forcée entreprise par le gouvernement, le processus connut des résultats probants. Grâce à la suppression des fraudes électorales instituées par les conservateurs, et à la mise sur pied de nouvelles irrégularités favorables à leurs adversaires, ces derniers connurent un véritable triomphe lors des élections de février 1933. Dans la commune de Chiquinquira, les conservateurs furent ainsi rayés de la carte politique : ils n'obtinrent que 20 voix, contre 10 761 suffrages en faveur du parti au pouvoir ! Les libéraux gagnèrent la majorité des assemblées départementales. Pour la première fois, celles de Boyacá, de Magdalena et du nord du Santander passèrent sous leur contrôle.

Les conséquences de cette conversion forcée de la société au libéralisme apparurent dans les années cinquante, quand une nouvelle crise d'ampleur nationale servit de détonateur et réveilla brutalement de multiples rancœurs. De plus, l'offensive des libéraux dans la région de Boyacá provoqua l'exil de certaines familles vers les régions de Cundinamarca, de Tolima, de Caldas et du Quindio actuel. Les effets de ce déplacement forcé se feront sentir dans les années cinquante. On remarque en effet, lors des événements de cette époque, que l'appartenance à un parti dépend souvent de l'origine géographique de la famille. Certaines zones libérales du Quindio se révélèrent peuplées de colons originaires d'Antioquia, alors que des fiefs conservateurs étaient constitués de migrants provenant de Boyacá - et notamment de la commune de Chiquinquira - ou du Santander.

---

32. María Victoria Uribe. *Matar, rematar y contramatar. Las masacres de la violencia en el Tolima. 1948-1964.* Controversia n°159-16, CINEP, Bogotá, 1990.

Carlos Miguel Ortiz[33] découvre par exemple l'arrivée à Pijao de 200 familles en provenance des régions de Boyacá et du Santander, qui fuient la violence des libéraux. C'est dans ce milieu que naîtra un jour celui qui s'affirmera plus tard comme un célèbre guérillero conservateur : Efraín González.

Ortiz estime que les conflits qui apparaissent entre les diverses vagues de migrants sont provoqués avant tout par des antagonismes régionaux et non pas par la lutte qui dresse l'un contre l'autre les deux partis traditionnels. A Sévilla, les affrontements opposent les colons en provenance d'Antioquia à ceux qui viennent du Cauca. A Calarca, les immigrants originaires de Cundinamarca se battent contre ceux d'Antioquia… Pour les générations suivantes, l'origine familiale perdra de son importance, au profit d'un sentiment d'appartenance locale. Peu à peu, ces tensions disparaîtront donc, mais elles seront relayées par des oppositions politiques.

Le clivage entre les deux grands partis traditionnels ne s'oppose donc pas aux antagonismes d'origine locale ou régionale, voire même aux conflits de voisinage. Au contraire, il repose souvent sur eux. Cela explique le fait, signalé par Ortiz lui-même, que la cohésion sociale de certains villages, due à une provenance géographique commune de leurs habitants, ait pu leur épargner tout clivage politique durant les années cinquante. Les villages les moins exposés à la violence se révéleront être ceux dont la population est issue d'un ancêtre commun ou d'un même lieu d'origine.

Colonisation et conflits ruraux

Les conflits de nature politique ne sont pas la seule cause de migration forcée, ni la seule origine des préparatifs de ce qui se révélera bientôt comme le théâtre d'une terrible violence. La "faim de terre" manifestée par les paysans et métayers de certaines régions alimente également ce mouvement. C'est dans les années trente et quarante qu'apparaît un véritable problème agraire dans les régions de Sumapaz, de Tequendama et d'autres zones de colonisation. A ce moment en effet, les problèmes sociaux nés de l'exode paysan se superposent aux clivages politiques et à la naissance de mouvements socialistes et agrariens.

Dans le reste du pays, les zones de conflit restent les mêmes. Dans la région du Sinu ou de Majagual, des *haciendas* sont envahies durant les quelques mois qui suivent les élections de 1931. Dans la zone bananière de Santa Marta, des milliers de travailleurs sans emploi, qui se déclarent colons, occupent des terres non cultivées appartenant à la multinationale américaine United Fruit. Dans le Quindio, onze *haciendas* sont prises d'assaut par des paysans sans terre. Dans la Vallée du Cauca, la construc-

33. Carlos Miguel Ortiz Sarmiento. *Estado y subversión en Colombia. La violencia en el Quindio años cinquenta*. CIDER-UNIANDES-FESCOL, Bogotá, 1985.

tion du canal de Panama et du chemin de fer du Pacifique avaient stimulé l'économie locale et permis à de nombreux grands propriétaires de clôturer des terres en friche. Ces usurpations provoquent de multiples conflits avec des colons en provenance de la région d'Antioquia. Dans l'est de la région de Huila, les propriétaires des grandes fermes d'élevage n'avaient pas fixé les limites de leurs domaines, ce qui leur permettait de les repousser vers la montagne au fur et à mesure que les petits colons défrichaient de nouvelles parcelles.

Dans toutes ces zones difficiles, les propriétaires avaient recours aux procédures administratives d'expulsion par l'intermédiaire des autorités locales qui étaient sous leur contrôle. Ils se gardaient bien de faire appel aux tribunaux de peur que leurs propres titres de propriété ne soient déclarés sans valeur.

Mais dans les années trente, de plus en plus de colons parmi ceux qui envahissent les grandes propriétés refusent d'obtempérer à l'ordre d'expulsion. Parfois, ils bénéficient d'un soutien de la part des autorités locales. C'est ce qui permet par exemple à plus de 3000 familles de paysans sans terre de s'installer en 1935 dans les municipalités de Sucre et de Jesús María.

De façon générale, les grands propriétaires attribuent la responsabilité de cette agitation paysanne à des militants politiques. Il est vrai qu'au début des années trente, un certain nombre d'entre eux, bénéficiant d'une longue expérience en milieu urbain, appuient ces mouvements, leur permettant de mieux s'organiser et d'utiliser en leur faveur les garanties octroyées par la loi. Ils leur donnent également une certaine résonance nationale et leur attribuent un contenu politique. Et il faut dire que, même s'ils ne sont pas à l'origine de toutes les manifestations du monde rural, ils réussissent dans un premier temps à les cristalliser. Mais leurs divergences à propos de la mobilisation de la population finiront par provoquer l'éclatement du mouvement paysan.

Les activistes de l'époque se regroupent au sein de l'UNIR (Union nationale de la gauche révolutionnaire), du PAN (Parti agraire national) et du PC (Parti communiste).

L'UNIR est une organisation populiste, fondée par Jorge Eliécer Gaitán. Après sa rupture avec le parti libéral en 1933, celui-ci se consacre à la mobilisation des paysans et des colons ainsi que - dans une moindre mesure - à celle des classes moyennes et des travailleurs urbains. Malgré une rhétorique radicale, il propose une série de réformes progressives et s'oppose à une dissolution rapide des *haciendas*, estimant que sans formation, sans technologie et sans crédits, les paysans seraient incapables de les faire produire. Gaitán défendit devant les tribunaux les occupants illégaux de plusieurs *haciendas* de Cundinamarca et de Tolima, et dénonça devant

le Congrès les méthodes violentes des grands propriétaires. Candidat lors des élections de 1933 et 1935, il obtint un important soutien populaire.

Le Parti communiste succède en 1930 au Parti socialiste révolutionnaire et consacre ses efforts à la défense des fermiers qui se battent pour l'amélioration des contrats les liant aux propriétaires, et des Indiens qui luttent pour récupérer leurs terres communales. Selon Catherine Legrand[34], le parti n'a jamais contesté les titres de propriété des grands domaines et ne s'est pas non plus consacré à la question des terres en friche, car ces problèmes ne se posaient pas vraiment dans les régions où il opérait. Mais il considérait que tout recours légal faisant appel aux autorités en place était révélateur d'une complicité avec le système. Il incitait les paysans à créer des groupes armés d'autodéfense pour s'opposer aux grands propriétaires.

Le PAN fut créé en 1935 par Erasmo Valencia, avocat de gauche expulsé du Parti socialiste révolutionnaire dix ans auparavant, et visa la mise en place d'une organisation politique enracinée au niveau local. Pour cela, le PAN concentra ses efforts sur la résolution du problème des terres en friches et trouva une base sociale parmi les colons, en particulier dans la région de Sumapaz. Il obtint un certain succès lors d'élections municipales et son fondateur fut élu à l'assemblée départementale. Mais Valencia et ses conseillers doutèrent rapidement de l'efficacité de la stratégie électorale pour améliorer la condition du paysannat. Ils ne tardèrent pas à encourager les invasions de terres et à appuyer la création d'organisations sociales.

Le PAN et l'UNIR manifestaient une certaine proximité et arrivèrent à collaborer. En revanche, les relations entre l'UNIR et le Parti communiste étaient faites d'affrontements permanents. Aux yeux des communistes, les réformistes de l'UNIR étaient les ennemis principaux de la révolution. Pour ces derniers, le PC était une institution dogmatique qui avait mal digéré le marxisme.

Cependant, malgré leurs rivalités, la présence des organisations de gauche contribua à développer les mouvements populaires du milieu rural. Dans la région de Sumapaz en particulier, l'autorité traditionnelle des grands propriétaires s'en trouva affaiblie et les paysans commencèrent à se mobiliser en marge des deux grands partis. Cela obligea certains responsables du parti libéral à s'intéresser aux revendications paysannes, dans le but de récupérer une partie de l'électorat des nouvelles organisations.

En 1931, le gouvernement de Olaya autorise ainsi la syndicalisation des travailleurs afin de faire contrepoids à l'influence communiste. Pour sa part, l'aile gauche du parti libéral crée des syndicats ruraux qui défendent les réformes conduites par les organismes publics. Des "maisons libérales" sont créées dans les zones les plus conflictuelles. Mais, malgré tous ses

34. Catherine Legrand. *Colonisación y protesta campesina en Colombia (1850-1950*). Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, 1988.

efforts, le parti ne parvient pas à reprendre aux groupes de gauche une fraction significative de leurs partisans.

En 1932, le Congrès et le ministère de l'Industrie décident de dépêcher dans la campagne des commissions chargées d'établir des canaux de communication directe avec les paysans, dans le but de court-circuiter les autorités locales et départementales. Le Bureau du travail envoie des fonctionnaires dans les départements de Cundinamarca, Tolima et Valle, avec la mission d'obtenir des trêves entre les grands propriétaires et les occupants illégaux établis sur leurs domaines. Des avocats se voient confier la tâche d'informer les paysans sans terre de leurs droits et de dissiper les rumeurs répandues par les propriétaires d'*haciendas* d'un côté et les militants de gauche de l'autre. Cette attitude du gouvernement encouragea sans doute quelques invasions de grands domaines par des petits paysans, conforta certainement le prestige des "activistes" présents sur le terrain et réveilla la colère des grands propriétaires.

Rapidement, le gouvernement se trouva dans une position insoutenable. Les petits paysans commencèrent à faire fi non seulement du pouvoir des grands propriétaires, mais également de l'autorité des maires et de la police. Les affrontements furent particulièrement violents dans la région de Sumapaz, dont la proximité avec la capitale la disposait à recevoir de nombreux groupes de gauche et la visite fréquente des représentants du gouvernement. En résumé, l'intervention des hommes politiques ne fit qu'envenimer la situation.

Stopper les invasions de terres

Face au problème grandissant de l'occupation illégale des *haciendas*, le gouvernement décida de récupérer les terres usurpées et de mettre en place une politique agraire basée sur l'attribution des grandes *haciendas* aux travailleurs agricoles. Mais devant l'opposition rencontrée, il dut se résoudre à acheter les terres occupées à leurs légitimes propriétaires pour les distribuer aux occupants. De grands domaines furent ainsi démembrés et transformés en petites propriétés. Selon Elsy Marulanda[35], cette politique provoqua la démobilisation des paysans, car elle créa des divisions entre partisans et adversaires de l'initiative gouvernementale. Mais elle permit au parti libéral de retrouver une certaine emprise sur la population paysanne.

Toutes ces difficultés obligèrent le gouvernement libéral de Olaya Herrera (1930-1934) et celui de son successeur López Pumarejo (1934-1938) à engager des projets de loi susceptibles de régler la question agraire. Mais si celui d'Olaya favorisait les colons en prétendant stimuler la production agricole par des cultures intensives sur de petites parcelles,

35. Elsy Marulanda. *Colonización y conflicto. Las lecciones del Sumapaz*. IEPRI. Ed. Universidad Nacional y Tercer Mundo. Bogotá, 1991.

celui de López s'orientait vers le développement de la grande entreprise agricole.

Ce changement de perspective est révélateur d'une évolution de la situation politique. Entre 1931 et 1936, le mouvement des colons commence à perdre de l'importance : plusieurs de ses dirigeants sont récupérés par les hommes politiques ou divisés par l'initiative gouvernementale de démembrement des *haciendas*. La menace de la gauche s'estompe : Gaitán rejoint les rangs du parti libéral et le Parti communiste se rallie au gouvernement de López. Ce dernier cherche à se créer une base sociale prioritairement dans les milieux urbains en accélérant la syndicalisation des travailleurs et en proposant la médiation gouvernementale lors des grèves. L'activité politique se concentre de nouveau sur les villes aux dépens des paysans et des colons, dont López ne recherche ni l'appui électoral ni la participation à son gouvernement. Abandonnés, ceux-ci ne trouvent plus les moyens d'exercer des pressions sur les pouvoirs publics.

Profitant de la situation, les grands propriétaires resserrent les rangs et créent des organisations corporatistes, comme la société des agriculteurs de Colombie (SAC) et la Fédération nationale des caféiculteurs (FEDECAFE). En 1935, ces deux structures parrainent la création de l'Action patriotique économique nationale (APEN), formée par des conservateurs et des libéraux modérés, et qui s'oppose aux velléités gouvernementales d'intervention dans l'économie et les conflits du travail.

En 1936, la "Loi 200" définit la politique agraire du gouvernement de López. Son objectif est d'en finir avec les conflits en légalisant le *statu quo*. Les propriétaires, qui réclament l'expulsion de paysans s'étant installés illégalement sur leurs terres avant 1935, doivent présenter les actes originaux de propriété pour que leurs revendications soient prises en compte. Dans le cas où cela leur est impossible, ce qui devait se révéler fréquent, les occupants de fait en deviennent les légitimes possesseurs. Les paysans ayant occupé des terres sans détenteur officiel avant 1935 peuvent donc voir leur situation légalisée, dans la mesure où une organisation forte leur a permis de se maintenir en place jusque là. A travers ce cadre juridique, qui reconnaît les occupations passées, la loi prétend consolider la situation des petits paysans pour mieux les dissuader de rechercher de nouvelles terres. A terme, il s'agit de préserver les *haciendas* existantes de futures invasions. Les réclamations des colons ayant envahi des parcelles après 1935 sont écartées et le projet de distribution des terres des grandes *haciendas* est abandonné. On voit déjà dans la Loi 200 les prémices d'un développement agricole basé sur les grands domaines. Les élites rurales ont su, à travers ce projet législatif, saper une politique de réformes qui préconisait une alliance entre les travailleurs ruraux et un État de plus en plus soucieux du développement national[36].

36. Nous reprenons ici l'interprétation donnée par Catherine Legrand *(Colonización y protesta campesina, op. cit.)*, qui s'oppose à la plupart des analyses de la Loi 200.

Mais la Loi 200 ne parvint pas à régler les conflits du monde rural, elle ne fit que les transformer. Alors que certains paysans adhéraient au projet du président López, d'autres s'empressaient d'occuper illégalement les parties non cultivées des grands domaines afin d'apparaître comme des colons avant que la loi n'entre en vigueur. Nombre d'entre eux avaient confondu un peu vite la Loi 200 avec la garantie d'obtenir un titre de propriété pour tous ceux qui travaillaient la terre. Des fermiers et des métayers de régions jusqu'alors épargnées par les invasions paysannes tentèrent de revendiquer la possession des lopins que leur louaient les propriétaires. Ces derniers décidèrent de ne pas faire cas de la nouvelle loi et de prendre les devants : ils rachetèrent à leurs locataires les parcelles cultivées par eux pour mieux les en éloigner. Ceux qui refusaient de partir étaient menacés d'expulsion et poursuivis par les tribunaux.

La Loi 200 préserva donc les grandes propriétés et transforma peu à peu la condition des fermiers et métayers, qui devinrent salariés des grands domaines. Ceux d'entre eux qui furent expulsés durent émigrer vers la ville, ou vers des zones de colonisation reculées, où ils allaient s'affronter aux mêmes problèmes que ceux qui les avaient fait fuir. Dans les zones d'accueil, ils allèrent grossir les rangs des chômeurs et leur arrivée massive fit diminuer les salaires des travailleurs agricoles. Dans les zones d'exode, leur nombre diminua et la main-d'œuvre devint plus coûteuse. Pour faire face au manque d'employés, de nombreux propriétaires développèrent alors l'élevage extensif, une activité qui demandait peu de travail. La production des biens de première nécessité destinés au marché intérieur commença à chuter…

Mais cette crise du monde rural, au contraire de celle de la décennie passée, ne trouva pas de traduction politique ni d'écho au niveau national. Pour Elsy Marulanda, l'un des effets de la Loi 200 fut de priver les problèmes agraires de toute expression à ce niveau, sans pour autant les solutionner. Les colons et les fermiers continuèrent de contester les droits des grands propriétaires, devant les tribunaux ou sur le terrain des occupations.

Peu à peu, la Loi 200 provoqua également une différenciation à l'intérieur du monde paysan. A partir de 1936, les conflits les plus violents opposèrent les petits propriétaires, les fermiers et les colons. Dans le même temps, les plus grands propriétaires vendirent leurs *haciendas* à l'État ou aux départements, ou les divisèrent en domaines de moyenne importance, mieux gérables et plus productifs. L'*hacienda* traditionnelle disparut au profit de véritables entreprises agricoles.

Toutes ces transformations provoquèrent une série de conflits qui s'accumulèrent progressivement, faisant le lit d'une nouvelle flambée de violence. La Loi 200, cette demi-réforme, ne parvint pas à donner une autorité à l'État face aux forces sociales, mais permit au parti libéral de

récupérer sa fonction médiatrice dans la gestion des conflits sociaux. Cette volonté marqua le gouvernement de López Pumarejo et suscita les craintes des notables traditionnels, qui se levèrent contre lui.

La "Révolution en marche"

Le projet du président libéral était inspiré par la démocratie anglaise et les réformes engagées par Roosevelt aux États-Unis. López Pumarejo, issu des milieux financiers, proche des exportateurs de café, très lié au monde du commerce et de l'industrie, se proposait de moderniser la société et l'État au moyen d'une politique d'intervention sociale et d'une amélioration de la participation politique, sans abandonner complètement le libéralisme économique.

Son projet modernisateur était animé par le souci de mieux insérer la Colombie dans le marché mondial. Mais les conditions préalables à cette insertion détermineront en grande partie le style de modernisation. Dans les années trente, il est difficile de mettre en place un modèle de développement agro-exportateur, alors que le pays est profondément divisé par des clivages régionaux, économiques et politiques. Une multitude d'autorités locales s'accaparent les espaces d'expression politique au travers des deux grands partis traditionnels, laissant peu de place à un État moderne, susceptible de mobiliser une véritable communauté nationale. Les décisions publiques restent soumises à la logique des intérêts particuliers. Dans le champ économique, cette domination se traduit par un modèle de développement libéral où l'intervention de l'État est réduite et canalisée. Elle s'exprime à travers une idéologie moderniste, mais qui exclut les classes populaires.

Consuelo Corredor[37] insiste sur le fait que la modernisation, en tant que processus de développement économique et technologique, provoque l'érosion des solidarités propres à la société traditionnelle, alors même que son caractère socialement exclusif l'empêche de construire de nouvelles relations basées sur la citoyenneté. Elle soutient qu'en Colombie, les efforts visant à une modernisation de l'économie nationale ont toujours été accompagnés d'un conservatisme social et politique.

Une sorte "d'État privatisé" par les intérêts particuliers, coincé entre un libéralisme économique et un immobilisme politique, ne peut avec aisance s'imposer en tant qu'espace de résolution des conflits et de gestion des intérêts collectifs. Par conséquent, les tensions sociales trouvent une solution - souvent violente - par la voie privée. La décomposition des relations sociales caractéristiques de la société traditionnelle vient encore renforcer cette tendance.

---

37. Consuelo Corredor Martínez. *Los límites de la modernización.* CINEP, Bogotá, 1992.

L'État dans le développement économique : un rôle de figurant

Cherchant à renouer les liens privilégiés du parti libéral avec les mouvements populaires urbains, López intervient de façon volontariste dans le secteur social. Il développe un syndicalisme proche du gouvernement et justifie les conflits ouvriers en affirmant qu'ils sont le propre des sociétés en développement. En tentant d'imposer l'image d'un État arbitre des conflits sociaux, se plaçant au dessus des intérêts privés et refusant le rôle d'instrument de la classe dirigeante, il cherche à créer un appareil public indépendant des deux grands partis ou de la bourgeoisie industrielle et caféière.

Ses fréquents appels au "peuple" trouvent un écho favorable auprès des ouvriers et des fonctionnaires qui, pour la première fois, se sentent représentés par le gouvernement. La Centrale des travailleurs de Colombie - une puissante confédération syndicale - et le Parti communiste serrent les rangs autour du président. La classe ouvrière est sollicitée pour aider l'État à se constituer en acteur autonome, face aux intérêts des élites politiques et économiques. Le droit à la citoyenneté est affirmé avec force : chacun peut se considérer comme un membre à part entière de la nation, dont l'État préside à la destinée[38].

L'ambition de López suppose donc d'opérer une rupture profonde avec la manière classique de faire de la politique et de présenter l'action publique. Au début des années trente, l'État est encore fragile et manque de moyens ; il n'existe pas de marché national mais des réseaux d'échange dispersés ; aucune ville ni région ne peut prétendre dominer la vie économique du pays.

L'éclatement de l'espace économique se manifeste également dans la sphère politique. La bourgeoisie commerciale et financière doit négocier et transiger avec les innombrables oligarchies locales, qui se sont assurées le monopole des terres proches des zones de consommation et des voies de communication. Les autorités locales sont sur-représentées par le pouvoir législatif grâce au vote des travailleurs ruraux, soumis aux pressions des notables locaux. Face à l'importante abstention des secteurs urbains, celui-ci devient d'ailleurs nécessaire pour légitimer la validité des élections. L'atomisation du pouvoir et les carences des institutions publiques offrent toujours un large espace aux intermédiaires politiques, qui ont les coudées franches et sont en mesure d'assurer un véritable contrôle politique et social de la population. Face à la réalité de leur présence, l'État semble se mouvoir sur une scène installée à l'écart des affrontements qui opposent les acteurs économiques.

---

38. Ce paragraphe et les suivants sont inspirés des analyses de Daniel Pécaut *(Orden y violencia : Colombia 1930-1954*, voir bibliographie).

Ce modèle politique, issu du XIXe siècle, repose sur une juxtaposition d'élites locales hétérogènes, concurrentes dans l'espace local et régional mais fédérées au niveau national sous les drapeaux du libéralisme ou du conservatisme. Il n'existe pas de bourgeoisie nationale à proprement parler, mais une multitude de groupes défendant des intérêts particuliers et développant des stratégies de court terme. L'image générale produite par leur action est celle d'un équilibre instable et changeant.

La corporation caféière offre un bon exemple de ce modèle libéral désarticulé. Résistant à toute forme d'intervention publique, la fédération de producteurs de café se convertit peu à peu en une sorte d'État dans l'État. Elle dirige la politique de production et d'exportation du pays mais assure aussi des services sociaux dans les zones caféières. En concertation avec le Brésil, le gouvernement tente de l'utiliser pour maîtriser les quantités exportées et éviter une baisse des prix sur le marché mondial. Mais les groupes financiers s'opposent à son initiative. Leur stratégie se révèle payante lors de la crise de 1930 : la chute des cours est compensée par une hausse des exportations, et les professionnels s'offrent le luxe de ne pas faire appel à l'aide de l'État. Quant à l'industrie, elle ne laisse pas plus d'opportunité aux pouvoirs publics d'intervenir dans le domaine économique, ses ambitions en matière d'industrialisation du pays étant aussi limitées que ses accointances avec les producteurs de café sont fortes.

La modeste activité économique de l'État ne suffit pas à le convertir en un véritable agent de développement, contrairement à ce qui se produit dans d'autres pays du continent. A l'inverse du Mexique ou du Brésil, n'apparaissent en Colombie ni une nouvelle élite dirigeante, ni les catégories sociales qui naissent de l'expansion de la fonction publique : une classe moyenne liée à l'administration, une armée nationaliste et protagoniste de la vie politique et - *a fortiori* - une vaste organisation populiste rompant avec l'ancien clivage des partis traditionnels.

Au contraire, les fonctionnaires continuent d'être recrutés en fonction de leur appartenance aux deux grandes formations politiques du pays et l'État reste habité par la culture du bipartisme. Le président López considère d'ailleurs que l'opposition entre libéraux et conservateurs plonge ses racines dans un archaïque inconscient collectif et représente une sorte de « division naturelle des Colombiens », même si sa raison d'être semble avoir disparu et si les vieilles différences entre les partis se sont estompées. Les postes de responsabilité de la politique économique sont occupés par les dirigeants des grandes entreprises et les intérêts privés continuent de s'imposer au sein du gouvernement. Constituées à la demande de López lui-même, les organisations corporatistes acquièrent un tel pouvoir qu'elles jouent le rôle d'un véritable gouvernement parallèle, intervenant dans la définition de la politique publique et n'hésitant pas à parler au nom de l'intérêt général.

En dépit de ses limites, le projet modernisateur de López réveille l'opposition des propriétaires ruraux et urbains, de l'Église et de quelques groupes politiques. L'aile droite du parti libéral et même les modérés se montrent préoccupés par la présence de communistes au sein du mouvement syndical et par la politisation croissante des classes populaires. Il est pourtant évident que le but de López n'est pas de faire front commun avec les forces de gauche, ni de créer un mouvement populiste. Les véritables divergences proviennent du projet de réforme constitutionnelle engagé par le président, qui remet en cause le rôle de l'Église dans la société.

L'objectif de laïcisation de la société et de l'État provoque une renaissance du fondamentalisme conservateur. Son principal porte-parole, Laureano Gómez, entame une croisade contre la modernité, contribue à polariser les oppositions politiques et prépare le terrain à la violence des années cinquante. En plaçant son opposition au projet de López dans le champ du non-négociable, il déclare livrer le combat du bien contre le mal, dresser un rempart contre le cataclysme moral que le gouvernement s'apprête à déclencher par ses réformes. Ses adeptes sont imperméables à toute argumentation. Pour eux, la société colombienne est divisée en deux camps qui ne pourront jamais se réconcilier : les adversaires et les défenseurs de la civilisation chrétienne.

Face aux principes séculiers de la politique moderne, fondés sur le pacte social, la négociation, le compromis et la recherche de convergences, Laureano Gómez réveille brutalement les bases de l'intransigeance politique du XIXe siècle. Devant le projet d'un État ouvert au pluralisme et à la concertation, il mobilise les *gamonales*, les *caciques* et les prêtres, partisans de l'intolérance et du recours à la violence. Lors du concordat de 1942, il s'oppose au nonce Serena et au primat de Colombie, l'archevêque Perdomo. Soutenu par certains secteurs de l'Église, il les accuse de pactiser avec les libéraux francs-maçons. Il agite la menace d'un complot libéral, juif, maçonnique et communiste dirigé contre les catholiques et estime que l'histoire moderne, depuis le Siècle des Lumières jusqu'aux dernières révolutions, est émaillée des perpétuelles attaques livrées contre la civilisation chrétienne et occidentale. Son argumentation trouvera un certain écho auprès du bas clergé de régions rurales traditionnelles, de certains jésuites et de quelques évêques.

En 1936, l'épiscopat au grand complet décide de s'opposer à la réforme constitutionnelle de López, qui prévoit de supprimer le nom de Dieu de l'en-tête de la Constitution, d'autoriser la liberté de culte et de reconnaître le mariage civil et le divorce. Les évêques estiment en effet qu'il est inadmissible que l'on fasse une Constitution de « cette chose qui ne reflète pas les sentiments ni l'âme religieuse de notre peuple ».

Parallèlement à ce réveil du fondamentalisme religieux, les ambiguïtés et les insuffisances du projet présidentiel provoquent de l'autre côté de

l'échiquier politique la naissance du mouvement populiste de Jorge Eliécer Gaitán. Celui-ci surgit lors du second mandat de López. A cette époque, le souvenir de ses appels au peuple est encore vivace, mais le gouvernement a renoncé à intervenir dans la vie économique du pays et à promouvoir une réelle citoyenneté. La misère des campagnes pousse de nombreux paysans vers les villes, où la chétive industrie nationale s'avère incapable de les employer et où des services sociaux insuffisants ne peuvent satisfaire leurs besoins les plus élémentaires.

Devant le constat de l'abandon des classes défavorisées par le gouvernement, Gaitán se propose d'assumer leur représentation. Ce porte-parole des masses populaires conçoit celles-ci comme une sorte de force inerte et primitive, qu'il s'agit de pousser en avant pour la faire naître à l'existence politique, au travers d'un dirigeant charismatique.

Entre le catastrophisme de Laureano Gómez et le populisme de Jorge E. Gaitán, l'effort modernisateur de López n'aura fait que déchaîner les réflexes traditionnels. Deux langages commencent alors à coexister. A celui - moderne - de la démocratie apparente s'oppose celui - archaïque - de la politique réelle. L'État ne parvient pas à s'imposer en tant qu'espace de résolution des conflits ni à promouvoir une véritable participation populaire. Mais il réussit en revanche, par ses références au peuple et ses réformes - fussent-elles incomplètes - à provoquer la méfiance de la droite et du centre. Peu à peu, la société se polarise.

Devant l'opposition que font naître ses projets, aussi bien chez les libéraux que chez les conservateurs, López doit se résigner à décréter une "pause" dans son effort de modernisation, avant même que son mandat n'arrive à échéance. Son successeur, Eduardo Santos (1938-1942) poursuit une ligne modérée, sans renoncer tout à fait à placer l'État dans une position d'arbitre des conflits sociaux. Mais il doit s'affronter à une opposition beaucoup plus déterminée. Une manifestation organisée par les conservateurs dans la ville de Gacheta se termine par un choc violent avec la police, à la suite duquel on relève plusieurs morts et de nombreux blessés. L'incident est largement exploité par Laureano Gómez qui assure que toute coexistence est devenue impossible et qu'il convient de reconnaître le droit à l'autodéfense.

En 1942, López revient au pouvoir pour une période de trois ans. Mais il est alors évident que sa tentative a échoué. Il n'est pas parvenu à imposer la présence politique des classes moyennes et populaires. Il continue de parler de l'intervention de l'État dans la vie du pays, mais son rôle se limite à faire fonctionner l'administration. Les groupes corporatistes patronaux restreignent son autonomie. C'est alors que López perd le contrôle de la situation politique. Une série de scandales ébranle le gouvernement, qui doit faire face en 1944 à une tentative de coup d'État et à

une grave division du parti libéral. L'année suivante, il est contraint à la démission.

Après un court intérim, les élections de 1946 consacrent la victoire du conservateur Mariano Ospina Pérez, qui n'a aucun mal à s'imposer devant des adversaires profondément déchirés.

Des violences à la Violence

En 1946, le gouvernement d'Ospina se trouve dans une situation délicate. D'un côté, une vaste frange de son parti le considère excessivement temporisateur. Ospina le modéré s'opposera à plusieurs reprises aux positions intransigeantes de Laureano Gómez et des fondamentalistes conservateurs, qui prétendent effacer toute trace des seize années d'hégémonie libérale. De l'autre côté, le Congrès, les assemblées départementales et les conseils municipaux demeurent contrôlés par les libéraux. Ospina les invite à participer à son gouvernement. A la suite de Gaitán, certains libéraux militent pour un rejet de cette proposition, considérant que seule une opposition agressive peut s'attacher le soutien des classes populaires. Mais la majorité du parti préfère s'allier avec Ospina pour marginaliser le populisme de Gaitán. De cette façon, il lui est également possible de négocier le maintien dans l'administration de militants libéraux, ce qui est essentiel pour faire fonctionner en sa faveur la mécanique électorale.

Mais en novembre 1946, les partisans de Gaitán gagnent du terrain au Congrès et le gouvernement décide de rompre son alliance avec le parti libéral. Celui-ci se voit ainsi retirer quatre ministères, sept postes de gouverneurs et plus de quatre cents mairies. En mars 1947, Gaitán triomphe lors de la convention libérale et prend la direction du parti. Des négociations avec le gouvernement l'amènent alors à assouplir sa position. A l'invitation du président, plusieurs de ses partisans prennent la charge de postes ministériels. Ce revirement ne va pas sans poser à Gaitán quelques difficultés : comment concilier l'image de dirigeant populaire combatif avec celle de chef d'un parti allié au gouvernement conservateur ?

D'autant plus qu'à ce moment, le gouvernement prend les moyens de contrôler la police et de garantir l'ordre public. De nombreux policiers libéraux sont destitués, ainsi que des professeurs de l'École de Police, remplacés par de nouvelles recrues en majorité originaires de Gramalote, dans le Santander, une région durement touchée par la violence des libéraux dans les années trente. En 1947, est créée une police politique, qualifiée par l'opposition de "Gestapo créole".

En 1946 et 1947, des conflits éclatent dans le milieu ouvrier, qui sont sévèrement réprimés. C'est le cas le 13 mai 1947, alors que la centrale syndicale CTC lance une grève pour protester contre la hausse du coût de

la vie et le renvoi d'ouvriers et de fonctionnaires appartenant au parti libéral. Mais la presse de ce parti prend fait et cause pour le gouvernement et justifie la répression. Quant à Gaitán, à la fois dans l'opposition et la majorité, il adopte une attitude ambiguë. La presse conservatrice, pour sa part, estime que l'agitation du mouvement ouvrier relève d'une conspiration menée par Gaitán et les communistes afin de renverser le président. Dans le but d'affaiblir la CTC, elle demande la reconnaissance officielle de l'Union des travailleurs de Colombie, un syndicat proche de l'Église qui se déclare anti-communiste… et apolitique.

Parler de complot était sans doute abusif, mais il est possible que la CTC et certains libéraux aient caressé l'espoir qu'une forte agitation sociale contraigne Ospina au départ. Des parlementaires proches de Gaitán accrurent la pression en tentant de discréditer le président et ses ministres. Mais ces manœuvres ne firent que durcir le régime. Quelques ministres acculés à la démission furent remplacés par des conservateurs plus combatifs, et les relations entre Ospina et Gaitán se distendirent. Les proches de Laureano Gómez ne manquèrent pas de profiter de ces incidents pour demander le départ des libéraux du gouvernement.

Le 5 octobre 1947, les élections des conseils municipaux voient la victoire des libéraux, aussitôt contestée par Laureano Gómez qui accuse ses adversaires de fraude. A plusieurs occasions, la presse conservatrice fait état de plus d'un million de fausses cartes d'électeurs qui auraient été imprimées par ses adversaires. Cette accusation devient un prétexte supplémentaire à des actes de violence de plus en plus fréquents.

La polarisation de la société et la mobilisation politique deviennent extrêmes. Le gouvernement tente de se débarrasser des autorités politiques proches du parti libéral, ce qui s'avère particulièrement difficile dans les zones où celui-ci est encore en position de force. Dans les régions de Boyacá et de Santander, des actes de vengeance sont perpétrés, en souvenir de la brutalité dont ont fait preuve les libéraux dans les années trente. Des politiques locaux, avec la collaboration d'autorités régionales et l'accord tacite du gouvernement, pourchassent les partisans de Gaitán. Dans la campagne, la pénétration d'entreprises capitalistes vient encore multiplier les sources de conflits. C'est alors que s'enchaîne toute une série d'événements que l'on regroupera plus tard sous le terme générique de : la Violence.

Les premiers conflits se manifestent dans les localités et les régions où aucun des deux partis ne dispose d'une large majorité. Là, les conservateurs tentent, sous la pression des notables locaux, de se placer en position de force, comme l'avaient fait les libéraux quand le gouvernement leur était favorable. A la fin de l'année 1947 et au début de 1948, les affrontements se multiplient. La région de Santander est déclarée "en état de guerre civile". Le colonel Duarte, chef militaire de la région, relate que

l'armée a sauvé la vie d'une quantité innombrable de femmes et d'enfants, traqués par les conservateurs entre Arboledas et Cucutilla. Le gouverneur de la région - un conservateur - conte que les libéraux du village de Román ont brûlé les ponts de bois qui permettaient aux conservateurs de San José d'accéder à la ville de Cucuta et que ces derniers, affamés, ont à leur tour brûlé le village de Román, puis que les habitants se sont battus durant une journée entière. Il note également que leur rivalité est ancienne : « Ils vivent en permanence dans la crainte et la provocation mutuelle, et se maintiennent toujours en état d'urgence ».

L'historien Gonzalo Sánchez[39] affirme d'ailleurs que, de façon générale, les conflits locaux ont pesé d'un poids décisif dans l'enchaînement de la violence politique. « Des conflits entre voisins, entre fermiers et propriétaires, entre ouvriers agricoles et patrons, entre petits colons et grands exploitants, voire même entre ivrognes dans un bar se terminaient dans le sang, à cause de ceux qui, de par leur appartenance politique ou leur position sociale, étaient assurés de la complicité des autorités locales. Des villages, grands ou petits, dans une incessante guerre de voisinage, établissaient d'étroites lignes de démarcation politique, dont l'ignorance avait des conséquences fatales. »

"Ceux du 9 avril..."

L'assassinat de Gaitán, le 9 avril 1948, fit culminer la violence. Les protestations de ses partisans furent suivies d'une intense répression gouvernementale et d'une "guerre sale", au cours de laquelle la police et les autorités locales éliminèrent physiquement des libéraux. Dans certaines régions, les hommes politiques armèrent des groupes paramilitaires dans le même but. En guise de réponse, on vit s'organiser des guérillas paysannes d'autodéfense. Dans les grands centres urbains comme Bogotá, Cali, Medellín et Baranquilla, se produisirent des émeutes, qui éclatèrent de façon anarchique et durèrent peu de temps. Dans les petites villes et les villages, les habitants formèrent des milices populaires et nommèrent leurs propres autorités. Le pillage et la vengeance se manifestaient partout.

Ainsi, la ville de Barranca élut une "assemblée révolutionnaire" qui prit le pouvoir et nomma un nouveau maire : le dirigeant Rafael Rangel, proche de Gaitán. La police fut désarmée et une milice municipale chargée de maintenir l'ordre. La mort de plusieurs conservateurs obligea la mairie à en incarcérer 600 à 700 pour les protéger des tueurs et éviter toute réaction de leur part. Le 18 avril, des négociations avec le gouvernement aboutissent : les insurgés obtiennent que Rangel conserve la mairie et que la milice soit maintenue en activité. Mais une fois le mouvement maîtrisé, l'armée entre à Barranca et destitue le maire. Les dirigeants syndicaux

39. Gonzalo Sánchez - *Violencia, guerillas y estructuras agrarias.* Nueva Historia de Colombia. Planeta colombiana, Bogotá, 1989.

sont renvoyés, plusieurs d'entre eux fusillés et d'autres déclarés disparus. L'année suivante, Rafael Rangel organise la première guérilla du Santander.

Dans la Vallée du Cauca, une assemblée révolutionnaire est constituée à Buga. A Tulua, des affrontements éclatent, où un certain León María Lozano fait ses premières armes. Il deviendra plus tard "le Condor", un guérillero conservateur célèbre pour son fanatisme religieux et son attachement au parti. A Caicedonia, le maire prend la tête de l'insurrection. A Armero, une zone majoritairement libérale entourée de grandes propriétés, un comité démocratique révolutionnaire emprisonne les conservateurs et met sur pied des "brigades de choc". Le curé du village est assassiné au cours de la révolte, qui durera quinze jours, le temps nécessaire aux mutins pour se rendre compte qu'il ne leur sera pas possible d'y maintenir une République inspirée des principes de Gaitán.

Dans d'autres régions du pays, des événements similaires sont enregistrés. A Fusagasuga, l'assemblée révolutionnaire se maintient durant 10 jours, malgré la proximité de la capitale. Un comité de résistance est constitué à Villarica. Des soulèvements agitent les villes de El Líbano, Coyaima, Natagaima, Anolaima, Cachipay, Pandi, Ibagué, Pasca, Yacopí…

Dans la région de Sumapaz, les témoignages de la famille Wolff[40] illustrent bien l'impact causé par la mort de Gaitán. Selon ces témoins, les événements ont débuté en 1950, suite aux efforts des conservateurs et de policiers « venus d'ailleurs pour punir "ceux du 9 avril" » (les participants aux manifestations faisant suite à l'assassinat de Gaitán). La zone était assez réceptive aux idées du dirigeant libéral, mais avait réagit à sa mort de façon modérée puisque les quelques conservateurs du lieu avaient simplement été emprisonnés durant quelques jours. La seule effusion de sang avait été provoquée par la résistance d'une famille conservatrice, qui avait ouvert le feu sur la patrouille venue confisquer ses armes.

Dans ces récits, la violence est toujours provoquée par des étrangers à la région, alors que les habitants sont décrits comme vivant en bonne harmonie. Dans cette communauté locale idyllique, l'entraide et la solidarité dominent les clivages politiques. Ainsi, devant l'agitation libérale, un dirigeant paysan aide son voisin à s'enfuir : « c'était un conservateur, mais un brave type ». Mais une fois le fuyard en contact avec les dirigeants de son parti dans la capitale, ceux-ci font intervenir la police et se livrent à des représailles. Tel autre raconte qu'un « travailleur conservateur très gentil qui nous connaissait tous » s'est transformé en « une véritable bête sauvage ». Les conservateurs, des petits propriétaires travailleurs, « sont devenus méchants. Ils ont commencé à recevoir des ordres de l'extérieur et à croire ce qu'on leur racontait. La politique a perverti leur humanité ». L'antagonisme conservateur-libéral rompt les liens de solidarité entre les

40. José Jairo González et Elsy Marulanda. *Historias de frontera. Colonización y guerra en el Sumapaz*. CINEP, Bogotá, 1990.

individus au profit d'une appartenance à un parti, qui suppose l'exclusion des adversaires. « Il leur importait peu qu'il soit un juste. Si c'était un libéral, il fallait le tuer. » Et les libéraux ne pensaient pas autrement des conservateurs.

L'exode des responsables libéraux provoque alors la rupture des liens entre les militants de base et l'appareil du parti. « Nos dirigeants n'ont jamais su nous dire quoi faire. Alors, nous avons dû nous organiser pour ne pas nous laisser massacrer ». Des dirigeants naturels s'imposent parmi les paysans et mettent en place des stratégies de résistance.

Apparaît ainsi la relation entre la crise politique nationale et les problèmes locaux. La réaction conservatrice dirigée contre "ceux du 9 avril" est accentuée par l'interprétation manichéenne des responsables nationaux, qui voient un complot libéral et communiste derrière une série de désordres spontanés et localisés. Laureano Gómez compare son ennemi à un basilic, ce fabuleux reptile de la mythologie : « il a une poitrine faite de colère, ses bras sont francs-maçons et sa petite tête est communiste. Elle est minuscule, mais c'est la tête ».

Pour faire face à cette menace, le gouvernement met sur pied un vaste plan répressif, à l'échelle du pays, ce qui libérera une vague de violence généralisée.

Mais l'hypothèse du complot rend également caducs les efforts d'Ospina pour gouverner avec les libéraux. D'après José María Villarreal[41], le partage du pouvoir entre conservateurs et libéraux après le 9 avril 1948 engendra de nombreux processus ultérieurement néfastes pour le pays, et notamment l'amnistie générale pour les délits commis à cette occasion. « Il était particulièrement répugnant de voir les policiers, qui avaient participé au pillage de la ville, faire la queue au guichet pour recevoir la paye de ces journées tragiques et s'en aller ensuite, probablement pour grossir les rangs des guérilleros qui se rassemblaient un peu partout contre le gouvernement d'Ospina. Durant ces journées-là, à cause de ces circonstances, a été créée une école qu'il sera ensuite bien difficile de détruire : l'école de l'impunité. Elle a causé beaucoup de mal au pays. »

Selon Villarreal, le parti conservateur, rendu inquiet par la mollesse du président, s'est senti face à un sérieux danger, car les personnes qui s'étaient distinguées à son service se voyaient menacées par un gouvernement où la pensée des ministres libéraux semblait s'imposer. Peu après le 9 avril, les conservateurs membres du Congrès se réunirent à Medellín « sous le signe de la détresse et du désespoir ». Ils conclurent que leur parti se trouvait sans aucune protection et devait songer à organiser sa défense. « Il fallait trouver de l'argent et des armes, car nous estimions que le parti était comme un orphelin à la merci de la haine et de la persécution des exécuteurs du 9 avril, qui étaient déjà au pouvoir. »

---

41. Ce ministre de l'Intérieur conservateur s'est fait remarquer pour sa politique de répression particulièrement violente. Cité par Arturo Alape. *La paz, la violencia : testigos de excepción*. Planeta colombiana, Bogotá, 1985.

Pour protester contre le manque de vigueur dont fait preuve le gouvernement d'Ospina, Laureano Gómez menace de s'exiler en Espagne. Cet ultimatum aurait, selon Villarreal, décidé le président à remanier son cabinet et à y intégrer des personnalités plus combatives, ce qui restaura le moral des membres du parti. Alors le gouvernement pris une orientation clairement conservatrice, nommant aux postes de gouverneurs les hommes les plus aguerris, qui engagèrent immédiatement une action énergique.

Ce changement d'attitude aurait dissuadé les libéraux de participer aux élections présidentielles de 1950, laissant le champ libre à la candidature de Laureano Gómez et consolidant la domination des conservateurs. Quant au parti libéral, il justifie sa décision de se retirer du gouvernement le 21 mai 1949, en affirmant que le gouvernement n'avait pas tenu sa promesse d'éviter la violence et les pressions sur l'électorat. Le Congrès - dominé par les libéraux - annonce alors qu'il procédera à un jugement du président Ospina et le démettra de ses fonctions, ce qui provoque - quelques jours avant les élections - la fermeture du Congrès par le gouvernement, qui réalise ainsi - selon la formule de Villarreal - un "contrecoup d'État préventif".

Naissance de la guérilla contemporaine

La rupture totale entre les deux grands partis plonge le système politique dans une crise générale. Elle sert de détonateur à d'innombrables tensions et des foyers de guérilla s'établissent durablement dans trois types de régions. Tout d'abord, dans les zones de colonisation récente, comme le Sumapaz et le sud de Tolima, où subsistait une certaine incertitude sur les titres de propriété. Là, était établie une importante population paysanne, politisée durant les décennies antérieures par le PAN, l'UNIR et le PC. Deuxièmement, la guérilla s'implante dans les régions aux frontières ouvertes et de colonisation ancienne, agitées par la Violence : les plaines orientales, le Magdalena moyen du Santander, le haut Sinu et le haut San Jorge, les limites entre Antioquia et Córdoba. Enfin, dans une moindre mesure, elle se développe dans les zones agricoles traditionnelles, comme le sud-est d'Antioquia où se retrouvent des caractéristiques communes aux deux autres zones : topographie accidentée, isolement des centres administratifs, homogénéité politique et relative tolérance des propriétaires libéraux à la formation de la guérilla.

Toutes ces régions sont composées de terres favorables à l'élevage et aux cultures vivrières, ce qui leur permet d'alimenter des troupes armées durant de longues périodes. De plus, la présence de l'État y est fragile et elles manquent de cette cohésion sociale propre aux sociétés hiérarchisées des hauts plateaux.

Parce qu'elle n'offre pas ces caractéristiques, la région sud de Tolima présente une situation plus complexe. Le mouvement de guérilla est divisé entre de nombreux "généraux", dirigeant autant de petites régions ou de commandos. Il n'y a pas de commandement unifié, mais une répartition de l'autorité aux mains des *gamonales*. Les guérilleros libéraux de Tolima sont manifestement peu disposés à se rallier à une coordination nationale.

C'est dans cette région que s'illustrent des dirigeants communistes célèbres, comme le dirigeant paysan et vétéran Isauro Yosa, appelé "le major Lister" et le guérillero indien Jocobo Prías surnommé "Cavalier noir". Mais c'est dans d'autres zones, comme le Cauca, le Quindio ou le Huila que les mouvements paysans, se réclamant originellement du libéralisme, formeront en 1966 les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC), importante guérilla communiste. Un combattant célèbre, Manuel Marulanda Vélez, connu sous le nom de "Tir Fixe", sera à l'origine de ce processus.

En 1950, alors que Laureano Gómez prend la succession d'Ospina à la présidence de la République, les militants communistes de Tolima organisent les fameuses "colonnes de marche", formées par les guérilleros et leurs familles à la recherche de terres où s'installer. Sur leur passage, elles invitent les paysans à créer des groupes d'autodéfense pour s'opposer à la répression. Le premier commando guérillero qui est formé à ce moment bénéficie d'une solide instruction militaire. A cette initiative communiste se joignent les libéraux, mais des divergences politiques les séparent bientôt. Au cours des combats qui les dressent les uns contre les autres, les paysans ralliés au PC perdent du terrain et doivent fuir vers des zones de colonisation.

Pour tenter d'unifier ses partisans, le Parti communiste convoque la première Conférence nationale de la guérilla, qui se tient à Viota en août 1952. A la suite de cet événement est fondée une école d'entraînement militaire et de formation politique où sont formés de nouveaux cadres, comme Tir Fixe.

Il est particulièrement intéressant d'observer le comportement des militaires dans ce contexte. Elsa Blair[42] estime que l'armée nationale est née en grande partie de la Violence. A cette époque, la police était étroitement liée aux autorités locales. En revanche, l'armée était plus professionnelle et plus indépendante des partis. Lorsqu'éclate la crise du 9 avril 1948, la police fait souvent cause commune avec les insurgés, alors que l'armée reste fidèle au gouvernement. Mais le limogeage des officiers libéraux lui fait perdre peu à peu sa neutralité. Plus tard, l'apparition de bandes paramilitaires, de guérillas libérales et de groupes armés communistes mettent en évidence son incapacité à affronter des conflits intérieurs au pays.

Les groupes paramilitaires se développent notamment dans la Vallée du Cauca, à l'initiative des conservateurs. Ils démontrent rapidement qu'il est

42. Elsa Blair. *Las fuerzas armadas. Una mirada civil*. CINEP, Bogotá,1993.

impossible au gouvernement de conserver le monopole légal de l'usage de la force. Pis encore : l'armée collabore avec ces milices au lieu de s'y opposer, succombant ainsi à la tentation de la violence. Au lieu de jouer le rôle de symbole de l'unité nationale, au-delà des partis, elle s'affirme comme l'un des belligérants lors des affrontements locaux et régionaux. Les militaires recrutent même des civils pour les aider à combattre la guérilla, formant ainsi de nouvelles bandes armées.

En 1953, le général Rojas Pinilla, proche des conservateurs modérés et des partisans de l'ex-président Ospina, prend la direction d'un coup d'État et renverse Laureano Gómez avec l'appui des libéraux. Durant ce bref gouvernement militaire, le seul à avoir été proclamé en Colombie au cours du XXe siècle, la société prend ses distances vis-à-vis des forces armées, qui - à cause de leurs actes de violence - perdent une grande partie de leur prestige parmi la population.

Pourtant, leur arrivée au pouvoir débute par une tentative de pacification. Des milices sont démantelées et Rojas Pinilla offre l'amnistie aux guérilleros qui déposeront les armes. Il est largement suivi dans les zones contrôlées par les combattants libéraux, mais le Parti communiste, en revanche, décide de poursuivre ses actions, craignant que les miliciens et les militaires ne laissent pas la vie sauve à ceux qui se rendront.

L'anticommunisme du gouvernement se manifeste dans toute son ampleur dans l'escalade belliciste qui s'engage alors dans les zones considérées sous influence communiste. La première étape de ce nouveau conflit se déroule en 1954, lors de l'attaque de la petite ville de Villarica, à la suite de laquelle des milliers de paysans fuient vers Duda, Pato, Guayabero et Ariari. Leur exode provoquera une diffusion des activités de guérilla au cours des années 1955 et 1956.

En effet, l'organisation communiste parvient à s'appuyer sur le radicalisme présent dans certains traits de la culture paysanne, et à le canaliser en fonction de ses propres objectifs politiques. Leur influence apparaît clairement au sein des troupes paysannes à la recherche d'un refuge, encadrées par les "colonnes de marche". Là, des paysans hautement politisés commencent à appliquer, envers ceux qui ne partagent pas leurs idées, les mêmes principes d'exclusion et d'intolérance que le reste de la société manifeste envers eux.

Les "colonnes de marche", gestatrices d'une révolution communiste, considèrent comme des adversaires tous ceux qui ne militent pas dans le même sens. Lors de leur arrivée à Guayabero, elles rencontrent des colons installés depuis déjà quelques années et dirigés par le guérillero libéral Dumar Aljure. Les deux bandes s'affrontent pour le contrôle du territoire et de la population jusqu'à ce que, vaincu, le chef local doive s'exiler. Les combattants communistes laissent alors la place aux cadres du Parti, qui entament une importante campagne de propagande et d'éducation poli-

tique dirigée vers les paysans. Malgré un certain recours aux menaces et à la contrainte, ils réussissent à consolider les foyers de guérilla.

Dans la région de Sumapaz, les paysans et les colons, proches du parti libéral et opposés à la stratégie guerrière du parti communiste, sont favorables à l'amnistie proposée par le gouvernement. Estimant que leur objectif est de consolider leurs organisations, ils décident de renoncer à l'usage de la force. Mais des guérilleros "venus du sud" les incitent à poursuivre la lutte et à se rapprocher de la ligne du parti communiste. Affirmant que le gouvernement peut tomber en quinze jours, et que les terres à distribuer sont largement suffisantes pour tous, ils apparaissent aux yeux de la population locale comme des aventuriers qui veulent aller trop vite. Accusant à leur tour les autochtones d'être favorables au gouvernement, ils vont jusqu'à envisager leur élimination physique.

Les confrontations observées sur le terrain montrent que les logiques qui animent l'action politique à différents niveaux sont alors profondément désarticulées. La violence trouve sa justification à une échelle régionale et locale. Les solidarités et les antagonismes nés des liens familiaux et des relations de voisinage prennent le dessus. Dans la région de Tolima, les vengeances personnelles - au moins autant que les motivations politiques - sont à l'origine des massacres qui ensanglantent la fin de la période de violence.

Le retour aux logiques privées et la déconnexion entre les différents niveaux de pouvoir se manifestent par le caractère décentralisé et le manque de coordination des actes de brutalité. Dès le début des événements, la majorité des dirigeants politiques locaux cessent d'assurer leur fonction de médiation entre la population et les dirigeants nationaux ou régionaux. D'ailleurs, la position des cadres du parti libéral est terriblement ambiguë : d'un côté, ils utilisent les foyers de guérilla pour faire pression sur le gouvernement, mais de l'autre leur crainte des mouvements populaires autonomes et spontanés les dissuade de les appuyer véritablement.

Pour cette raison, la violence échappe vite au contrôle de la classe politique, achevant de ruiner l'image de l'unité nationale et rendant vide de sens toute référence à l'État. Au bout du compte, elle provoqua la mort de quelques 300 000 personnes dans un pays qui ne comptait que onze millions d'habitants.

Mais l'option violente n'est pas seulement l'aboutissement de la fragilité de l'État. Elle est également le résultat du fonctionnement des instances qui régulent la chose publique (l'Église, les partis politiques, les corporations, les organisations sociales) et de l'articulation des espaces régionaux et locaux. La cohésion interne du tissu social, jusqu'au niveau des quartiers ou des hameaux, s'est substituée de fait aux institutions étatiques et a compensé le manque d'identité nationale. Ces organisations

sont - chacune à leur niveau - les embryons de l'espace public. C'est pour cela qu'elles ont tendance à prendre la place de l'État dès lors que des individus estiment que celui-ci ne peut garantir leur survie ou la sécurité de leurs biens.

Le recours à la violence, individuelle ou collective, témoigne de la conjonction d'une crise nationale - qui affecte la légitimité du régime politique - et d'une crise à caractère local. La violence des années cinquante en est la meilleure illustration. Paul Ocquist[43] a montré que dans certaines régions, la cohésion des autorités de droit et des personnalités locales a permis d'éviter tout manifestation de brutalité. Il cite à ce propos le cas d'Aguadas, une localité menacée par les nombreux conflits de son voisinage, où les dirigeants décidèrent de s'unir pour rejeter la violence. Dans certains cas au moins, le rassemblement des responsables locaux a donc pu s'opposer avec succès aux manifestations de la crise nationale.

43. Paul Ocquist. *Violencia, conflicto y política en Colombia*. Banco popular, Bogotá, 1978.

5. LA VIOLENCE, DU FRONT NATIONAL JUSQU'A NOS JOURS (1957-1994)

Les libéraux et les conservateurs modérés, qui avaient soutenu le général Rojas Pinilla lors de son putsch, s'inquiètent bientôt de voir celui-ci manifester le désir de s'installer durablement au pouvoir. En mai 1957, ils s'allient à l'Église et aux syndicats pour lancer un vaste mouvement de grève. Leur pression conjuguée oblige le dictateur à se retirer. Commencent alors des négociations en vue d'assurer le retour d'un gouvernement civil.

Échecs et succès d'un gouvernement d'union nationale

La traumatisante expérience de la violence des années cinquante contraint les deux partis traditionnels à établir un accord, dans le but de mettre fin aux conflits qui avaient ensanglanté la vie politique colombienne durant le XIXe siècle et la première moitié du XXe. Un référendum est alors organisé, qui confirme l'idée d'un gouvernement d'union. Le Front National, inauguré en 1958 par le gouvernement de Lleras Camargo repose sur le principe de l'alternance des partis au poste de président de la République et de leur parité dans les instances législatives et judiciaires ainsi que dans l'administration. Une Commission nationale de recherche sur les causes de la violence est créée, et une trêve établie avec la guérilla communiste.

Malgré ces premiers pas plutôt encourageants, Francisco Leal[44] affirmera plus tard que le Front National représentait à terme une source de crise car il remettait en cause le sectarisme, qui était le pilier du régime et presque la raison d'être du système politique. La perte du sentiment d'appartenance aux partis provoqua en effet un déclin de leurs "directions naturelles" et une mise en sommeil des chefs nationaux. Ceux-ci virent peu à peu s'étioler leur influence sur les autorités locales et régionales. Le manque de discipline et de cohésion déboucha sur une multiplication des factions parmi les libéraux et les conservateurs. L'atomisation du pouvoir put ainsi s'exprimer, libérée par le relâchement des liens entre les instances politiques nationales d'une part, les autorités locales et régionales d'autre part. D'après Francisco Leal, le sectarisme représentait en fait le ciment d'une société nationale dirigée par un État faible.

En outre, le Front National se concentra sur les aspects purement politiques de la violence. La répartition des postes administratifs et la rotation

44. Francisco Leal Buitrago. *El sistema político del clientelismo. Análisis politíco*, n° 8, 1989.

de la fonction présidentielle étaient perçus comme les uniques enjeux d'un affrontement entre deux collectivités se disputant le pouvoir. Les protagonistes ne semblaient pas voir que la lutte des grands partis masquait des conflits sociaux de diverses natures. Elle n'était qu'une sorte de parapluie qui recouvrait des heurts entre villages, entre communautés paysannes, entre colons et propriétaires. De nombreux meurtres et massacres répondaient à la logique de la vengeance, du règlement de compte familial ou de la lutte sociale. En dissociant la rivalité des partis et les problèmes sociaux, le Front National ne fit que créer une ambiance de paix artificielle dans un contexte de profondes contradictions.

C'est pour cette raison que le gouvernement d'union rencontra de sérieuses difficultés. Son bilan économique et social s'avéra très limité, ce qui provoqua une recrudescence de la violence. Francisco Leal estime que le Front National ne fit en réalité que "démilitariser" l'affrontement entre les deux partis traditionnels, mais généralisa une sorte de banditisme social.

En 1959, la révolution cubaine provoque un changement dans la stratégie du Parti communiste. Renonçant à la trêve avec le gouvernement, de nombreux guérilleros décident d'adopter une attitude offensive. En 1961, le IXe Congrès du Parti communiste officialise cette ligne en approuvant "la combinaison de toutes les formes de lutte". Ce revirement entama la légitimité de certains groupes dits "d'autodéfense", qui perdirent une partie de leur appui parmi la population. D'autant plus que dans les zones d'influence de la guérilla communiste vinrent se concentrer les efforts des groupes les plus conservateurs du Front National avec l'objectif d'en faire des Républiques indépendantes. Les États-Unis, soucieux de contrer l'influence de la révolution cubaine, s'y intéressèrent également de près.

A l'intérieur de la guérilla survient alors une rupture entre deux tendances. D'un côté, les agrariens disposés à négocier avec le gouvernement et de l'autre les partisans d'un "réarmement général du mouvement"[45]. Ces derniers gagnant du terrain, puis s'imposant définitivement, les relations avec les paysans en sont bouleversées. La conquête de nouveaux territoires par des colons - acquis au parti et escortés par des groupes armés - déclenche l'opposition des populations indiennes ou des paysans occupant déjà les lieux. Finalement, ceux-ci doivent se soumettre à la pression des combattants, qui mêlent l'intimidation avec le travail de propagande et d'éducation politique. Le processus d'intégration de nouvelles zones de guérilla s'accompagne ainsi de spoliations, d'expulsions de paysans et de grands propriétaires, d'actes de banditisme, de pillage et de vol.

Les gouvernements d'union nationale ne recherchent pas franchement à intégrer à la communauté nationale ces régions considérées comme des zones d'exclusion, et leur réponse reste exclusivement militaire. En 1966, la guérilla fonde les Forces armées révolutionnaires de Colombie. Les

45. José Jairo Gonzalez. *El estigma de las repúblicas independientes. Espacios de exclusión.* CINEP, Bogotá, 1992.

FARC entérinent la défaite de la tendance agrarienne et le renoncement à la construction d'une véritable base sociale de l'insurrection.

Rojas Pinilla, le général évincé du pouvoir, crée une nouvelle formation politique : l'ANAPO. Lors des élections du 19 avril 1970, celle-ci revendique la victoire et accuse de fraude le parti conservateur, officiellement gagnant. Une partie des militants de l'ANAPO passe alors à la clandestinité pour fonder le Mouvement du 19 avril (ou M-19), une guérilla qui se révélera très active.

En milieu urbain, le Front National se fait l'héritier de la longue tradition d'exclusion et d'intolérance qui marque l'histoire politique de la Colombie depuis le XIXe siècle. Les syndicats communistes sont expulsés de la CTC, traditionnellement liée au parti libéral. Des opposants au gouvernement qui tentent de créer un mouvement syndical indépendant sont la cible de toute une série d'entraves et de persécutions. Des organisations de droite, alimentées par des fonds privés, comme la Main noire, poursuivent les opposants au Front National. Les élites politiques, profondément pro-américaines, se voient reprocher leur manque de sentiment national par l'opposition de gauche, qui les accuse de constituer une oligarchie au service de l'impérialisme étranger[46].

Enfin et surtout, les efforts entrepris pour supprimer toutes les dissidences et maintenir le pays à l'écart des grands courants modernisateurs qui traversent le continent s'avèrent bientôt vains. Dès les années soixante, le modèle officiel, qui - selon la formule des opposants à l'isolationnisme culturel - voulait faire de la Colombie "le Tibet sud-américain", commence à se fissurer. La révolution cubaine, la crise sino-soviétique, l'invasion de la Tchécoslovaquie ont des répercussions dans le pays, en particulier parmi les militants de gauche. La renaissance des sciences sociales, la diffusion du marxisme, de la psychanalyse, de l'économie et de la sociologie font naître de nouvelles relations entre l'université et la société. La doctrine de Vatican II et la Conférence épiscopale latino-américaine, en ouvrant la voie à "l'option pour les pauvres" produit un impact considérable et divise le clergé et les laïcs catholiques. Le prêtre Camilo Torres rejoint la guérilla en intégrant les rangs de l'ELN (Armée de libération nationale), d'inspiration castriste. En tombant les armes à la main, il se convertit dans toute l'Amérique Latine en symbole de l'Église combattante.

Les évolutions profondes et rapides que connaît la Colombie des années soixante remettent en cause l'adhésion d'une bonne partie de la population à l'Église, aux partis traditionnels ou au PC. L'urbanisation et la laïcisation, l'ouverture sur les grands courants de pensée mondiaux, la croissance accélérée du système éducatif, la professionnalisation des classes moyennes et la présence des femmes dans le monde du travail et

46. Fabio López de la Roche. *Izquierda y cultura política : ¿ oposición alternativa ?* CINEP, Bogotá, 1994.

dans l'université provoquent de grands bouleversements dans le domaine social et culturel.

Par exemple, la sécularisation n'a pas seulement impliqué une transformation de la fonction de l'Église et de la religion catholique dans la société. Elle a également signifié pour les militants de gauche l'abandon de l'attitude qui les faisait considérer leur adhésion au parti comme une entrée en religion. Le processus d'urbanisation inverse les proportions de la population rurale et citadine : dans les années soixante, 70 % de la population vit à la campagne, en 1994 ce pourcentage est réduit à 26 %. Les valeurs et les liens de solidarité de la société rurale s'émoussent.

La modernisation des moyens de communication se traduit par un plus grand professionnalisme des journalistes. Ceux-ci prennent de l'indépendance vis-à-vis du pouvoir et font connaître les actes de violence rapidement, alors qu'au début de la période du Front National, ceux-ci n'étaient rendus publics qu'au bout d'un certain temps.

L'extension du système éducatif et la transformation du statut de la femme sont des événements de première importance. L'éducation permet de réduire l'analphabétisme et de démocratiser l'accès à l'éducation scolaire. L'irruption des femmes dans la vie publique est à l'origine de mutations dans le monde du travail, dans la composition de la famille, dans les rapports avec l'Église et dans les comportements électoraux.

Tous ces changements produisent ce qu'on pourrait appeler une modernité par la voie négative. En effet, les institutions de contrôle social, en premier lieu desquelles se trouve l'Église catholique, vivent une sorte de collapsus. Les anciennes relations sociales se détériorent, sans que n'apparaissent pour autant de nouvelles formes d'organisation sociale. Les éléments qui apparaissent comme modernes (l'individualisme, la négociation, le calcul rationnel) n'alimentent pas un nouvel imaginaire politique, au service de la démocratie et du pluralisme, mais sont liés à des aspects négatifs. Ainsi, l'individualisme apparaît comme le résultat de l'éclatement de la société ; la négociation n'est qu'une façon de s'accommoder de la décomposition des formes habituelles de régulation sociale ; le calcul rationnel est le reflet de l'arrivée en force de l'utilitarisme en tant que stratégie de survie[47].

Dans ce contexte de profonds changements, les révolutions du Tiers monde - et en particulier celle de Cuba - produisent un impact considérable au sein des classes moyennes, notamment parmi la jeunesse étudiante pour qui les perspectives d'intégration dans l'économie et dans le système politique sont loin d'être claires. Les classes moyennes urbaines constituent la base d'un mouvement étudiant radical et le vivier d'une nouvelle intelligentsia influencée par les idéologies marxistes et par les sciences sociales. Celle-ci met bientôt en évidence l'effondrement du

47. Daniel Pécault. *Modernidad, modernización y cultura*, article paru dans la revue Gaceta n° 8, août-septembre 1990, Colcultura, Bogotá.

monopole détenu jusqu'alors par l'Église et par les partis traditionnels sur la vie intellectuelle et culturelle du pays.

Cette semi-modernisation politique et sociale produit en outre un certain mécontentement parmi les classes ascendantes qui s'exprime par l'abstentionnisme ou par une critique moralisatrice des vices de la politique traditionnelle, en particulier du clientélisme. Leur grogne accentue encore le divorce entre politique et société.

En ville comme à la campagne, les problèmes sociaux constituent un véritable bouillon de culture favorable à la violence. Les mouvements paysans ou ouvriers n'ont plus de liens avec les partis traditionnels et leur mécontentement les pousse vers la criminalité. Cette tendance est encore renforcée sous le second gouvernement du Front National, celui de Guillermo León Valencia (1962-1966), quand les forces armées confirment leur option pour la lutte antisubversive sous l'influence des États-Unis, alors en pleine guerre froide. A ce moment, l'inexistence de toute politique publique de sécurité et de défense laisse le champ libre aux militaires, qui confortent leur autonomie vis-à-vis de l'État. Ce phénomène ne résulte pas d'un choix délibéré des dirigeants politiques, mais plutôt d'une profonde indifférence de leur part pour la question du rôle des forces armées dans la société[48]. C'est ainsi que les partisans de la répression gagnent du terrain.

Les limites du réformisme

Le Front National, en tant que coalition hétéroclite de groupes aux intérêts divers, ne donna pas naissance à des institutions publiques modernes susceptibles de délimiter l'espace public de l'espace privé. Quelques technocrates, parmi les partisans les plus éclairés du bipartisme, tentèrent bien d'adapter l'État et les partis au nouveau contexte social, mais ces initiatives venues d'en haut ne se conjuguèrent jamais avec une mobilisation populaire allant dans le même sens. Il s'agissait plutôt d'une modernisation à l'image de celle des Bourbons du XVIIIe siècle ou inspirée par la "démocratie sans peuple" du XIXe. Elle ne parvint qu'à creuser l'écart entre la société et la classe politique et mit une nouvelle fois en évidence la crainte, présente chez les deux partis, de déclencher une mobilisation populaire autonome.

Les velléités modernisatrices du président Lleras Restrepo furent également compromises par la résistance que lui opposèrent les secteurs les plus traditionnels des deux partis. Pour contourner cet obstacle, celui-ci tenta de promouvoir des réformes administratives visant à restreindre l'autorité du Congrès sur les dépenses publiques. Ce clivage entre le président et certains élus révélait l'affrontement entre une politique modernisa-

48. Elsa Blair. *op. cit.*

trice de longue haleine et des logiques traditionnelles de court terme. Mais il était également le symptôme d'un divorce croissant entre la classe politique nationale et les autorités régionales ou locales. L'une de ses conséquences fut de concentrer autour de l'exécutif les initiatives réformatrices et de réduire la participation du Congrès à la définition du budget de l'État, accentuant ainsi le fossé qui séparait les dirigeants nationaux du reste du pays. A quelques nuances près, cette tendance s'est d'ailleurs maintenue jusqu'à nos jours.

Une fois retourné à la vie civile, Lleras Restrepo continua à manifester de l'intérêt pour la modernisation du parti libéral. Son objectif était notamment de mettre fin au clientélisme et de promouvoir une adhésion individuelle, officialisée par des cartes de membres. Il concevait le clientélisme comme le vestige de pratiques dépassées basées sur la corruption et n'a pas perçu qu'il s'agissait également d'une façon, pour une société profondément inégalitaire, de s'adapter au formalisme des institutions démocratiques. Il oubliait que la majorité de la population avait besoin de mécanismes d'identification à la vie nationale, et que la loyauté envers un responsable politique en était un. Il n'était pas possible de faire disparaître d'un trait de plume les anciennes formes d'allégeance inévitablement présentes derrière le formalisme du parti.

Afin d'élargir sa base sociale, le gouvernement de Lleras Restrepo promut des associations sociales, comme l'Action communale, urbaine et rurale et l'Association nationale des usagers[49] paysans (ANUC). Mais, déçue par la timidité de la réforme agraire entreprise par les pouvoirs publics, et poussée en avant par de nombreux groupes politiques de gauche, cette dernière finit par adopter une ligne assez radicale. Dans les milieux syndicaux ou étudiants, parmi les mouvements de quartier ou les organisations populaires, des évolutions semblables se produisirent. L'utilisation des mouvements sociaux par des groupes favorables à une action armée favorisa à la fois les dérapages vers le banditisme et le divorce entre la société civile et la classe politique.

Dans le même temps, les partis de gauche, démocratiques et à l'existence légale, ne parvinrent pas non plus à s'imposer et à canaliser le mécontentement des classes moyennes et populaires ou celui des intellectuels, de plus en plus ouvertement critiques envers le bipartisme. La poursuite d'une politique répressive de la part des pouvoirs publics, qui ne voyaient dans les expressions de ce malaise que crimes et subversion, acheva de donner l'impression d'un système politique statique, impossible à réformer par des moyens démocratiques. Des étudiants de plus en plus nombreux, influencés par les courants de pensée marxistes et le précédent cubain, s'engagèrent dans la lutte armée. Les régions du pays à forte tradition guerrière, où existaient encore de nombreux guérilleros actifs dans les années cinquante et peu intégrés à la vie politique durant la période du

49. C'est-à-dire des bénéficiaires de la politique agraire du gouvernement qui obtinrent des terres, des crédits, etc.

Front National, furent les premières touchées. Dans les zones de colonisation en particulier, où continuaient d'arriver des paysans à la recherche de terre, se concentrèrent plusieurs mouvements de guérilla.

La violence des zones de colonisation

Le cas de la région du Magdalena moyen du Santander montre bien comment la Violence s'alimente des violences passées et comment s'accumulent les conflits non résolus. Le Front National, incapable de les affronter, ne fit que renforcer la marginalisation de la région. En 1965 naît l'ELN - Armée de libération nationale - de la rencontre d'anciens guérilleros et de nouveaux dirigeants étudiants et syndicaux.

Cette région, considérée traditionnellement comme dissidente, sera ainsi perçue comme l'ennemie du pays, aussi bien par l'État que par les propres autorités locales. Les investissements publics y sont limités, et toute manifestation - fût-elle légitime - y est considérée comme subversive. Face à cette attitude que la population interprète comme stérilisante, l'ELN pourra s'imposer sans difficulté en tant qu'acteur politique et militaire. Mais les partisans de la lutte armée tentent d'utiliser à leur profit les mouvements populaires, ce qui entame l'unité de la société civile et interdit l'émergence d'une alternative, comme aurait pu l'être une gauche démocratique[50].

C'est de cette façon qu'à la violence des affrontements entre les deux grands partis succède une violence révolutionnaire de gauche. Il faut dire que la région s'y prête particulièrement bien : la population s'est constituée au fil de vagues de colonisation qui ont vu arriver successivement des paysans provenant d'Antioquia, de Tolima, du Santander ou de la côte. N'étant jamais parvenus à se mêler réellement, les différents groupes qui la composent ont conservé autant de cultures, de religions et de traditions politiques différentes. Ceux du Santander y apporteront un trait particulier de leur héritage culturel : la fascination pour les armes et la rébellion.

Par ailleurs, la présence de l'État est très limitée. Celui-ci ne semble se manifester que lorsqu'il s'agit de réprimer des manifestations. L'État n'est pas reconnu comme un espace où peuvent se résoudre les conflits, un lieu neutre qui serait respecté par tous. Quant à l'Église, elle n'exerce pas dans cette région le contrôle social qui peut exister en d'autres endroits du pays. Enfin, depuis le début du siècle, des groupes politiques dissidents des deux grands partis y introduisent une tradition radicale. Le Mouvement révolutionnaire libéral (MRL) ou le mouvement de Gaitán font office de passerelles entre l'État et les groupes sociaux de la région. Avec la mort de Gaitán et la dissolution du MRL par le gouvernement, ceux-ci voient leurs

50. Alejo Vargas. *Colonisación y conflicto armado. El Magdalena medio santandereano.* CINEP, Bogotá, 1992.

liens avec l'État soudainement rompus. C'est dans la brèche ouverte entre eux et la classe politique nationale que se glissent les guérilleros.

Le cas de la colonisation du bas Cauca d'Antioquia offre un autre exemple de la violence des zones de colonisation incontrôlée. L'histoire de la région débute avec la conjonction de plusieurs flux d'immigrants, provenant des plaines de Bolivar ou de l'arrière-pays d'Antioquia, attirés par la recherche d'espaces à cultiver ou par la fièvre de l'or, ou encore cherchant à échapper à la violence des années cinquante. La répartition de la terre, la constitution de sociétés minières et l'obtention de services publics sont à la source de nombreux conflits. Fréquemment, les villages se regroupent et demandent leur rattachement à l'unité territoriale qui leur semble le plus s'intéresser à eux. Récemment encore, au cours des années quatre-vingts, El Bagre se déclare indépendant de Zaragoza, et Caucasia d'Antioquia, alors que Bijagual et Cuturí s'opposent à Caucasia et demandent leur rattachement à Zaragoza… Mais les formes les plus courantes d'expression collective sont les grèves et l'occupation des centres villes par les paysans, qui réclament les services de l'État ou protestent contre la brutalité des forces de l'ordre.

La répression sera la première manifestation de la présence de l'État dans la région. Puis, un organisme public sera chargé d'octroyer des titres de propriété aux colons. Ce n'est qu'en 1982 que le gouverneur du département d'Antioquia établit un programme d'investissements, non pas en réponse aux pressions exercées par les mouvements sociaux, mais dans le but de saper les bases de la guérilla dans les zones récemment colonisées. D'après Clara Inès Garcia, qui a publié une étude sur la région[51], l'État n'intervient que lorsque les problèmes nés de la colonisation, des activités économiques ou des conflits armés dépassent les frontières du territoire. Pour elle, la région du bas Cauca commence à exister pour la Colombie au moment où s'amorce la lutte entre l'armée et la guérilla pour le contrôle de son territoire.

Les brutalités exercées contre la population causent un exode paysan et suscitent des manifestations en réaction aux excès des forces armées. C'est à l'occasion de cette mobilisation civique que les habitants des villages et des hameaux font cause commune et se rapprochent de la population des centres villes. Peu à peu, de cette lutte pour la défense des droits de l'homme, émergent des dirigeants populaires. Ce processus fut l'un des principaux facteurs de constitution de l'identité régionale.

Le mouvement social tente également de préserver son autonomie face aux groupes guérilleros dont la logique militaire interfère souvent avec les intérêts de la société civile. Malgré une présence - coercitive et persuasive - importante, la guérilla ne réussira jamais vraiment à s'insérer dans la dynamique locale.

---

51. Clara Inès Garcia, *El Bajo Cauca Antioqueño. Cómo ver las regiones*. CINEP, Bogotá, 1993.

Ces deux cas montrent bien comment l'atomisation du pouvoir et le manque de cohésion de la société civile nationale, qui ne sont qu'une expression de la fragilité de l'État, sont à l'origine de la propension pour la violence. Pour mieux illustrer cette idée, nous allons présenter un cas extrême de l'éclatement du pouvoir détenu par des acteurs privés : la zone d'extraction des émeraudes de Boyacá.

Extrême violence et privatisation de l'espace public : le cas de Boyacá

Grâce à un patient travail de recherche sur la première mafia colombienne, celle des trafiquants d'émeraudes, María Victoria Uribe Alarcón[52] a pu montrer que dans la région occidentale de Boyacá, les formes de peuplement initial se combinent avec une relative absence de l'État et de l'Église, pour donner naissance à une organisation du pouvoir basée sur les chefs de la mafia locale. Ceux-ci disposent de milices extrêmement importantes, et leur puissance montre bien que l'État n'est pas en mesure d'assurer le monopole légal de l'usage de la force. L'absence des pouvoirs publics ne se traduit donc pas par un manque d'autorité, mais par l'émergence de mécanismes privés de contrôle social. La communauté locale, livrée à elle-même, dispose de richesses incalculables et doit se les répartir sans la médiation des institutions nationales. Les conflits finissent par se régler dans le sang.

Dans ce cas extrême, où les pouvoirs publics n'interviennent quasiment pas, les traditionnelles relations de solidarité qui lient les individus entre eux s'articulent avec d'autres types de relations sociales, proches des relations de clientélisme qui peuvent exister entre un *condottiere* et sa troupe de courtisans.

La logique des chefs locaux est inspirée par la recherche de leur intérêt économique. En fonction de celui-ci, ils peuvent négocier avec leurs adversaires et changer d'ennemis ou d'alliés. En revanche, la logique des sans-grades est différente. Ces tueurs sont motivés par la vengeance personnelle. Contraints, par leur code de l'honneur, à pourchasser ceux qui ont tué des membres de leur famille, ils ne peuvent transiger avec la loi du talion. Ils ne croient qu'à la justice qu'eux-mêmes exercent. Leur code de conduite, typique de cultures guerrières, est basé sur le principe qu'un acte répréhensible ne peut être puni que par un autre de même nature. Dans cette communauté, la loyauté et la trahison structurent toute vision de la réalité, engendrant un affrontement manichéiste entre les bons et les méchants.

Les rapides fortunes permises par le commerce des émeraudes permet aux potentats locaux de se dispenser des services de ces intermédiaires

52. María Victoria Uribe Alarcón. *Limpiar la tierra. Guerra y poder entre esmeralderos.* CINEP, Bogotá, 1992.

habituels entre la société et l'État que sont les hommes politiques locaux. Ils assurent eux-mêmes les services publics et la protection sociale dans les zones qu'ils contrôlent en créant écoles et dispensaires. Les gardes à leur solde maintiennent l'ordre public. Les *gamonales* et les *caciques* ne sont jamais en mesure de rivaliser avec la puissance des propriétaires des mines d'émeraudes. Au contraire : ce sont eux qui doivent obtenir l'accord de ces patrons pour organiser une campagne électorale dans la région.

Par leur présence et l'étendue de leur pouvoir, les chefs mafieux et leurs hommes de main bénéficient presque d'une légitimité locale qui les place de fait dans le rôle de l'État. C'est d'eux que dépendent la guerre et la paix dans la région.

La reconnaissance, par la population, de ce pouvoir local est d'autant plus forte que celui-ci permet une redistribution des richesses et la création d'emplois. Les patrons et leurs hommes de main interdisent à l'État de s'immiscer dans l'exploitation des mines qui, dans l'imaginaire des chercheurs d'émeraudes, conservent leur caractère de bien collectif. En 1969, après avoir tenté d'intervenir dans la gestion de l'extraction, les pouvoirs publics durent se retirer de la région, débordés par les activités clandestines et les troubles de l'ordre public causés par leur présence.

La police, seule institution publique encore présente dans la zone, est de fait soumise à l'autorité des chefs locaux. D'ailleurs, il est souvent difficile de distinguer les policiers du reste de la population, car on leur permet à l'occasion de chercher des émeraudes pour leur propre compte. Ceux-ci, finissant par devenir partie prenante dans les luttes locales de pouvoir, n'ont plus aucune légitimité pour représenter le domaine public.

Le pouvoir local établit parfois des alliances avec l'armée pour lutter contre la guérilla, même si ses mercenaires manifestent peu d'estime pour les militaires, qu'ils considèrent peu combatifs et manquant d'efficacité. Mais habituellement, l'armée n'intervient dans la région que lorsque les affrontements entre les chercheurs d'émeraudes dépassent les limites jugées tolérables.

La région occidentale de Boyacá possède une longue tradition de violence, depuis le banditisme indien de l'époque coloniale en passant par les combattants irréguliers des guerres civiles jusqu'aux guérillas et contre-guérillas des années cinquante. Sous le gouvernement de Olaya Herrera, la "libéralisation" forcée de cette région, où les conservateurs contrôlaient l'administration, la mettra à feu et à sang. A leur tour, les enclaves libérales connaîtront un véritable martyre sous les gouvernements suivants, ce qui provoquera la formation de groupes d'autodéfense. La région de production des émeraudes devient vite un théâtre d'opération pour les bandes adverses qui y sèment la terreur.

En 1960, les patrons des mines recrutent Efraín González, un combattant célèbre de la décennie passée, pour maintenir l'ordre. Sa disparition

en 1965 et l'incapacité de son successeur à imposer un nouveau commandement unifié seront à l'origine de la première "guerre des chercheurs d'émeraudes".

Il est intéressant de noter que cette guerre ne fut pas causée par un conflit social, mais par une simple altercation entre deux ou trois personnes. Le conflit s'est propagé car les protagonistes ont entraîné avec eux leurs familles ou leurs alliés dans un engrenage de vengeances qui finit par diviser la communauté locale en deux factions opposées. Il se terminera en 1984 par la signature d'un pacte. Mais les divisions sont encore manifestes de nos jours.

Actuellement, malgré des efforts entrepris par la population pour faire des autorités publiques et ecclésiastiques les garantes des accords de paix, le respect des engagements est encore soumis au bon vouloir des chefs locaux. La possibilité de faire fortune rapidement rend la situation particulièrement instable : à tout moment, un personnage secondaire peut s'enrichir, accroître le nombre de tueurs à sa solde, défier le pouvoir des anciens chefs et déclencher une nouvelle guerre.

Le cas extrême de la région occidentale de Boyacá montre bien les effets qui peuvent résulter d'une disparition des frontières entre la logique publique et la logique privée. Dans une moindre mesure, des phénomènes de même nature se manifestent dans les quartiers défavorisés des principales villes du pays, où se concentrent des immigrants provenant de diverses régions. Le cas de Medellín, où l'espace public a été confisqué par l'un des cartels de la drogue, en offre une bonne illustration.

Violence et éclatement du pouvoir en milieu urbain : l'exemple de Medellín

Les premiers habitants installés dans les quartiers défavorisés des grandes villes s'organisent en général pour obtenir de l'État des services collectifs, combinant l'action coordonnée - au niveau de la famille et du quartier - avec la négociation auprès des dirigeants populaires ou des fonctionnaires locaux. La seconde génération, plus urbanisée, rompt le plus souvent avec ces pratiques typiques du monde rural ou des petites villes. Elle bénéficie d'un meilleur niveau d'éducation et d'une intégration plus grande à la vie de la cité, mais ses relations de proximité sont moins fortes. Cette population tend à constituer des mouvements civiques d'opposition et s'avère plus réceptive aux discours des militants de gauche et des Églises protestantes. Plus tard, elle affronte la crise et la mutation des relations sociales par la création de groupes d'autodéfense et de milices populaires.

Durant les vingt dernières années, la ville de Medellín a été le théâtre de scènes de violence, provoquées par les effets de sa modernisation et accentuées par le trafic de drogue, qui a provoqué une destructuration des relations sociales traditionnelles[53]. Cette situation a parfois été attribuée un peu précipitamment à une sorte de nature violente des habitants de la ville ou à leur "culture de la mort". Mais ces phénomènes ne sont pas propres à Medellín, même si se trouve là l'un des principaux cartels du pays.

Medellín a vu surgir, dans un contexte général de crise économique, une activité illicite qui a permis l'enrichissement rapide de certaines personnes. Parmi celles-ci, nombreuses sont celles qui ont tenté de maintenir autour d'elles leur monde traditionnel et de se replier vers des valeurs typiques du monde rural, alors que la société colombienne se modernisait rapidement. L'un des points d'achoppement des logiques traditionnelles et modernes qui commencent alors à s'affronter tient précisément à des conceptions différentes du domaine public et du domaine privé.

Les désordres actuels de Medellín contrastent fortement avec la ville du début du siècle, quand l'élite locale lançait un grand programme de modernisation de l'infrastructure urbaine, faisant la preuve de son influence sur l'ensemble de la région. La population suivait alors ses dirigeants et manifestait de vigoureux sentiments d'appartenance locale. L'Église exerçait sur cette société une importante influence morale. Le modèle d'organisation sociale ainsi structuré, basé sur des relations fortement hiérarchisées, permettait à la capitale départementale d'absorber sans dommage les immigrants, provenant en général de l'élite des environs.

Cependant, ce modèle n'était pas sans limites. Il fonctionnait grâce à un relatif isolement géographique de la région et à une économie florissante. Le système local de pouvoir, fondé sur des relations de domination et de soumission, s'inspirait de l'organisation sociale des villages et revendiquait des valeurs paysannes : le travail, la famille, l'épargne… Un certain nombre de pratiques, considérées comme immorales, étaient donc énergiquement condamnées : la prostitution, l'alcoolisme, les jeux de hasard, le vagabondage… La société locale tendait également à exclure les mères célibataires, les couples en union libre, les enfants naturels, les francs-maçons, et ceux qui n'étaient pas de race blanche.

Ce modèle commence à se fissurer entre 1951 et 1964, sous les coups de boutoir donnés par l'immigration de paysans pauvres, qui s'installent à la périphérie de la ville. Peu à peu, deux agglomérations parallèles commencent à coexister. La première est peuplée par une élite locale qui continue de rêver à sa société idéale et ignore la seconde, qui déploie ses bidonvilles dans les faubourgs. Dans le plan d'urbanisme de 1951, les quartiers défavorisés sont entièrement absents : ils représentent de fait une sorte de "ville invisible". Seule la violence oblige les deux cités à se reconnaître.

---

53. Alonzo Salazar et Ana María Jaramillo. *Las subculturas del narcotráfico : Medellín.* CINEP, Bogotá, 1992.

Les années soixante représentent pour Medellín le moment où son destin bascule. La crise économique s'accompagne d'une explosion du secteur informel et d'une diminution progressive de l'influence de l'Église dans les quartiers. Au lieu de réformer son modèle et d'intégrer les nouveautés, l'élite locale serre les rangs et se raccroche au passé.

Au cours des années soixante-dix, l'évolution atteint un point de non-retour. Alors que la classe dirigeante se débat dans une crise économique et financière sans précédent, l'État répond aux problèmes posés par l'urbanisation à coup de mesures technocratiques qui laissent peu de place à la participation de la population et continue d'ignorer les quartiers défavorisés. La société locale se disloque, les institutions perdent leur légitimité et l'élite sa crédibilité. Le modèle traditionnel reposant sur la famille vole en éclats.

Ce processus de dégradation s'accompagne d'une recomposition. Une société hybride émerge, porteuse de valeurs à la fois traditionnelles et nouvelles, mais jamais officielles : l'appât du gain, le recours systématique à la violence. C'est dans ce contexte que se développe le trafic de stupéfiants. A l'origine, ce négoce bénéficie d'une certaine tolérance, on le considère comme une sorte de contrebande, un délit sans gravité. Mais à partir de 1975, la dimension du phénomène devient considérable. Les guerres des bandes commencent à partir du moment où les premiers petits trafiquants sont remplacés par de véritables malfaiteurs, qui centralisent cette activité grâce à des méthodes brutales.

A la fin des années 1970, la société et les pouvoirs publics ferment toujours les yeux, car ils ne considèrent pas que la violence des cartels puisse affecter leurs intérêts. Ceux-ci en profitent pour consolider leur situation. Les trafiquants s'affichent dans la ville et apparaissent ceux qu'on appelle les *"traquetos"*, nouveaux riches d'allure généreuse et arrogante à la fois. Ils deviendront des modèles largement suivis.

Vers 1981, les grands trafiquants de drogue rentrent dans le monde de la politique. Le trafic de stupéfiants a pris à Medellín une importance considérable, et la population qui y participe de près ou de loin est déjà très nombreuse.

En 1981 toujours, surgit un mouvement clandestin appelé le MAS (mort aux kidnappeurs), prônant le droit pour les individus de se faire justice eux-mêmes. Il naît d'une initiative de la mafia locale, suite à l'enlèvement crapuleux par des guérilleros de la fille de l'un des principaux caïds de la drogue. Son exemple se diffusera dans la société, en réaction à l'impuissance de la police ou à sa tolérance envers les trafiquants. Ce mouvement est lui-même hérité d'une pratique sociale qui trouve son origine dans les années soixante-dix, quand des maires encourageaient des citoyens à mettre en œuvre des actions de "nettoyage social", au nom du service rendu à la collectivité.

C'est encore en 1981, dans un contexte marqué par la violence des trafiquants et l'émergence d'une justice privée, ainsi que par une crise économique généralisée qui contraste avec l'opulence des mafieux, qu'apparaissent les premières bandes de tueurs à gages dans les quartiers populaires. Des jeunes, attirés par des gains rapides, se proposent d'éliminer ceux qui s'opposent au trafic de drogue. Comme leurs services sont fréquemment sollicités, de plus en plus nombreux sont ceux qui se consacrent à ce type de "travail", où le meurtre est considéré comme une marchandise, soumise à un prix fixé par le marché.

Au début des années quatre-vingts, les institutions publiques et les autorités traditionnelles ne contrôlent manifestement plus la situation. Avec la multiplication des conflits, les organisations sociales disparaissent ou passent sous la coupe des trafiquants. Ceux-ci occupent bientôt l'essentiel de la scène locale. Ils s'immiscent dans la vie politique, notamment en finançant des campagnes, et Pablo Escobar est même élu au Congrès à un poste de suppléant. Leurs affrontements provoquent une généralisation de la violence et la prolifération des bandes de jeunes. Bientôt surgit la nécessité de prélever dans les quartiers des "impôts de guerre".

Ni la gauche ni la guérilla ne sont absentes de cette histoire. En 1984, lors d'une période de trève négociée avec le gouvernement de Betancur, les "camps de la paix" du M-19 servent de bases d'entraînement aux "milices bolivariennes", chargées de former les jeunes des quartiers populaires au maniement des armes et à l'action militaire. A la reprise des conflits, les guérilleros retournent à la clandestinité en laissant leurs élèves livrés à eux-mêmes. Nombre d'entre eux sont emprisonnés par l'armée, assassinés ou portés disparus. Les trafiquants de drogue recrutent leurs tueurs à gages parmi les rescapés. A la mort de Pablo Escobar, ceux-ci poursuivront leur activité de façon indépendante, se mettant au service de tous ceux qui désirent régler leurs comptes par le meurtre.

Entre 1985 et 1990, les conflits sont innombrables. Les bandes de trafiquants, les groupes d'autodéfense, les escadrons de la mort, la police et parfois l'armée s'affrontent violemment. La société urbaine se disloque. Il ne reste plus grand-chose des anciens modèles qui garantissaient une certaine cohésion de la société locale. Le trafic de stupéfiants a fait s'évanouir toute norme sociale, toute éthique ou toute référence collective.

Au cours de la seule année 1991, le nombre d'homicides augmente de 21% et de nouveaux acteurs apparaissent sur la scène des affrontements: les milices populaires, formées par les habitants de certains quartiers dans un but d'autodéfense. En 1992 et 1993, le nombre de morts violentes semble accuser une légère baisse. Mais la situation de Medellín reste extrêmement préoccupante. Plus grave encore, plusieurs villes de moyenne et grande importance comme Bogotá et Cali, commencent à pré-

senter les mêmes symptômes précurseurs de l'explosion de la violence à Medellín, en particulier la désintégration du tissu social.

Vers une banalisation de la violence

Comment qualifier la situation actuelle de la Colombie ? Progressivement, la violence a dépassé les seuls affrontements politiques et le champ du trafic de stupéfiants. La société civile elle-même a recours à la violence, de plus en plus systématiquement, pour régler divers types de problèmes. En quelques mots, on pourrait dire que les cadres institutionnels, à l'intérieur desquels pouvaient se régler les conflits, ont été dépassés par la brutalité des changements qu'a connu le pays durant les trente dernières années, alors même que se distendaient les liens qui assuraient la cohésion de la société. L'urbanisation accélérée, le développement du réseau routier et des moyens de communication, l'éducation, la perte d'influence de l'Église parmi les classes moyennes et la bourgeoisie, le développement des classes moyennes, le changement des rôles de la femme : toutes ces mutations rendent obsolètes les vieux principes d'expression et de règlement des conflits.

Les partis traditionnels étaient conçus pour animer une vie politique assurée par les élites et leur clientèle, tous acquis au système bipartite. Mais l'irruption des classes populaires et l'attitude de plus en plus critique de nouvelles classes moyennes et des intellectuels ont provoqué une crise. Les partis - pas plus d'ailleurs que l'Église - ne suffisent à assurer l'indispensable médiation entre la société et l'État. Quant à la gauche démocratique, elle s'est avérée incapable de se faire le porte-parole du mécontentement des secteurs populaires et des classes moyennes.

Dans le domaine économique, les bons résultats de la première moitié des années soixante-dix ont été suivis de cruelles désillusions. La dérégulation entreprise pour favoriser le secteur financier et les exportations constitue un terrain propice à l'installation de capitaux provenant d'activités illicites. L'inflation et le chômage se développent dans un contexte d'instabilité sociale et politique. La crise n'est que le signe de l'impossibilité de faire coexister la modernisation de l'économie, le conservatisme politique et l'exclusion sociale.

Le développement du trafic de drogue s'inscrit dans ce contexte de difficultés économiques et de contestation de l'espace public. Ce phénomène, tout comme celui des guérillas ou des groupes paramilitaires, amplifie les conflits et fait soudainement apparaître l'éclatement des centres de pouvoir et les carences de l'État. En l'absence de mécanismes de régulation, la violence acquiert sa propre autonomie. La guerre n'est plus un moyen au service d'objectifs politiques, mais l'enchevêtrement des logiques qui ani-

ment les responsables et leurs exécutants, des intérêts économiques, des luttes sociales, des initiatives individuelles, etc. Le tueur à gages est peut-être le meilleur symbole de cette absence de frontière entre le domaine politique et non-politique.

L'inefficacité des partis - de droite comme de gauche - en matière de résolution des conflits ont conduit les luttes sociales à s'exprimer en dehors des institutions. Les mouvements civiques, les marches paysannes ou les grèves se multiplient. La sphère du politique tend à se détacher de celle du social et perd sa légitimité.

La crise actuelle : négociations de paix et blocages structurels

La première réponse du gouvernement à la violence contemporaine a été la répression. Dans les années 1970, le discours des militaires est influencé par la doctrine de la sécurité nationale : l'ennemi est à l'intérieur du pays, il faut le combattre pour défendre la souveraineté nationale. Mais l'armée doit également, pour tenter de suppléer aux carences de l'État, assumer des fonctions qui n'ont rien à voir avec la défense nationale : le contrôle de la zone d'extraction des émeraudes ou la lutte contre le trafic de cocaïne et de marihuana. De nombreux militaires tombent ainsi sous la coupe des petits chefs locaux.

Dans les années quatre-vingts, avec la multiplication des conflits, les forces armées sont appelées à intensifier leur action et finissent par s'imposer comme un acteur de premier plan sur la scène politique. Leur autonomie, acquise durant les années du Front National, s'avérera être un obstacle à la recherche de solutions négociées.

Avec le gouvernement de Belisario Betancur (1982-1986) la perception des pouvoirs publics à propos de la violence évolue : on reconnaît que l'État souffre d'une crise de légitimité et qu'il faut y répondre de façon constructive. On admet que les désordres ne sont pas seulement dus à une subversion provoquée par le communisme international, et qu'il faut résoudre des problèmes concrets si l'on veut favoriser la paix.

Mais la stratégie de Betancur ne bénéficia pas véritablement d'un consensus national. Une bonne partie de la classe politique traditionnelle - et en particulier les autorités régionales et locales - tout comme les groupes corporatistes et le commandement militaire, s'opposent au président, d'abord en sourdine, puis de façon explicite. Nombreux étaient ceux qui pensaient que les désordres pouvaient être maîtrisés grâce à l'action armée, sans qu'il soit nécessaire d'introduire des réformes dans l'économie et le système politique. Quant aux différents fronts de guérilla, leur réaction fut ambiguë. Fidèle à leur méthode de "combinaison de diffé-

rentes formes de lutte", ils tentèrent à la fois de renforcer leurs positions militaires et d'ouvrir leur espace politique de négociation. Malgré une proposition d'amnistie, le démarrage d'un programme d'investissements publics dans les zones de conflit et des efforts en faveur de la réforme agraire, les affrontements violents se multiplièrent sous l'effet des groupes paramilitaires et d'un croissant bellicisme des guérilleros qui continuèrent de jouer à la paix tout en faisant la guerre.

L'échec du projet fut manifeste en 1985. A ce moment, les négociations de paix avec le M-19 connurent certaines difficultés et les guérilleros investirent le palais de justice de Bogotá, prenant en otage les magistrats et exigeant que le président soit mis en jugement. Refusant tout dialogue, l'armée prit d'assaut le bâtiment à l'aide de chars et de lance-roquettes, tuant indistinctement les preneurs d'otages et leurs victimes, et incendiant le palais de justice avant de se retirer. Les militaires firent à cette occasion la démonstration que leur autonomie en matière de maintien de l'ordre était restée intacte, et que les efforts du gouvernement pour les maintenir à l'écart du processus de paix étaient inutiles. Malgré tout, le bilan de cette période compta à son actif un certain nombre de réformes, comme l'élection démocratique des maires. Le problème de la violence fut également mieux perçu par la population.

C'est à cause du développement de la "guerre sale", menée par les groupes paramilitaires avec la complicité de hauts fonctionnaires et d'officiers, que Virgilio Barco (1986-1990) décida de s'engager dans la voie des solutions techniques, concentrant les efforts du gouvernement vers des programmes d'investissements et développant les services publics en faveur des populations défavorisées. Mais les événements se chargèrent de le faire changer d'avis. La recrudescence des conflits et la multiplication des protagonistes obligèrent le gouvernement à entamer de nouvelles négociations et à chercher des solutions politiques à la guerre civile.

Ses efforts furent insuffisants pour faire face au développement de la violence des trafiquants de drogue ou pour contraindre les militaires à se rallier à son action. En janvier 1989, douze fonctionnaires du ministère de la Justice qui enquêtaient sur des abus perpétrés par l'armée sont sauvagement assassinés. Ce massacre, qui commotionna le pays, fut l'occasion d'une enquête qui obligea le gouvernement à reconnaître l'existence des bandes paramilitaires. Cent quarante groupes furent recensés. Malgré les quelques pionniers qui, jusqu'alors, s'étaient opposés à la justice privée, la plupart des responsables politiques découvrirent à ce moment seulement que l'autonomie de ces tueurs pouvait se retourner contre la justice officielle et le domaine public. Cette tuerie provoqua une certaine rupture entre l'État et les groupes paramilitaires. Mais les actions décidées alors par les pouvoirs publics sont restées lettres mortes, inappliquées par les fonctionnaires locaux.

Le gouvernement de Barco fut également marqué par la guerre ouverte déclarée contre l'État colombien par les principaux cartels de la drogue. Ceux-ci assassinent le ministre de la Justice, puis un candidat libéral aux élections présidentielles. Cette guerre se terminera en 1993 par la mort de Pablo Escobar, chef du cartel de Medellín.

Virgilio Barco rétablit le dialogue avec les fronts de guérilla, ce qui provoqua la démobilisation du M-19 puis, durant les dernières années de son mandat, le début de négociations avec trois guérillas, celles de l'EPL, du PRT et du mouvement Quintín Lame. D'importants secteurs de la société civile soutinrent les efforts du gouvernement pour imposer la recherche de solutions négociées aux conflits armés. Malgré d'innombrables vicissitudes, les négociations de paix aboutissent avec succès auprès de l'EPL, du PRT et de Quintín Lame. Les deux autres guérillas encore en activité aujourd'hui, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'Armée de libération nationale (ELN), durcissent au contraire leurs positions et glissent vers le banditisme.

Les négociations entamées par le gouvernement se sont avérées fructueuses quand les guérilleros eux-mêmes avaient cessé de croire que la lutte armée pouvait conduire à un réel changement politique. La crise du socialisme dans le monde, la difficulté d'établir des alliances avec les mouvements populaires ou les abus perpétrés par les combattants ont convaincu certains dirigeants de poursuivre leurs objectifs par la voie démocratique. Les négociations sont alors assez faciles : il faut garantir aux ex-guérilleros le maintien de leurs droits civiques, l'ouverture du monde politique à leur participation, le respect des droits de l'homme et la mise en place d'éventuels projets de développement régional.

En revanche, les négociations sont plus complexes quand les groupes armés estiment qu'il leur est encore possible de prendre le pouvoir - ne serait-ce que dans les régions assez isolées - et d'y imposer leur projet de société. Les convaincre de déposer les armes et d'élaborer une stratégie politique pacifique supposerait d'inventer des formes de dialogue plus pédagogiques. Il serait également nécessaire de décentraliser les négociations, afin d'impliquer la société civile, de faire en sorte que le coût de la réinsertion des combattants ne soit pas supporté uniquement par l'État et de reconnaître d'une certaine façon la place occupée par la guérilla dans le jeu politique local. Cela ne se fera pas sans conflits avec les autorités locales et suppose de prendre les moyens de contrôler l'activité des groupes paramilitaires. De plus, il est indispensable de trouver des possibilités réelles de réinsertion. Sans quoi, les guérilleros démobilisés tomberont dans la délinquance ou iront rejoindre les fronts encore en activité. Enfin, il faut envisager des mesures sociales et économiques susceptibles de garantir le maintien de la paix : réforme agraire, lutte contre le chômage, appui aux formes d'économie solidaire, etc.

En bref, il s'agit de passer d'une conception minimaliste de la paix à une ambition plus vaste, de la simple absence de violence à une situation de plus grande justice, de démocratie et de satisfaction des besoins fondamentaux de tous. Cela suppose de mettre en place de profondes réformes dans le domaine politique, économique et social, afin de désactiver les "bouillons de culture" qui alimentent les diverses formes de violence. La paix en Colombie doit passer par la modernisation et la démocratisation de la société. Il faut que les conflits - inhérents à toute société - puissent trouver une solution pacifique, ce qui suppose de construire un espace public adapté à cet objectif.

Tout cela ne surgira pas d'un simple dialogue entre l'État et les belligérants. Il s'agit d'un processus dynamique qui concerne toute la société civile. C'est pour cela que la construction de la paix est nécessairement liée à des dynamiques de développement plus vastes.

Conclusion
UN PAYS A CONSTRUIRE

Comment s'attaquer à la violence endémique qui secoue la Colombie ? Le défi actuel consiste à renouer des relations entre la société civile et l'État, ce qui suppose de profonds changements d'un côté comme de l'autre. L'État doit se moderniser et devenir plus efficace, c'est-à-dire rechercher une plus grande indépendance vis-à-vis des partis politiques, des groupes corporatifs et des intérêts privés. Ce n'est qu'à cette condition qu'il pourra légitimement s'affirmer comme le garant et le symbole d'un espace public de résolution des conflits. C'est alors seulement qu'il pourra réclamer le monopole de l'usage légal de la force, permettre la cohabitation pacifique des citoyens et mettre sur pied une justice efficiente, une administration publique digne de ce nom et des mécanismes de régulation de l'activité économique.

Les déplacements incontrôlés de population ont toujours conduit, en Colombie, à des explosions de violence, principalement à cause du manque de cohésion des communautés humaines nouvellement constituées. Il importe que l'État, comme il l'a parfois fait avec succès par le passé, accompagne les migrations actuelles, qui conduisent les habitants des zones rurales vers les fronts de colonisation ou les faubourgs des grandes villes. Il serait nécessaire pour cela que les organismes publics se chargent, non seulement de distribuer des terres, de fournir des crédits, de proposer une assistance technique ou d'installer l'eau courante - ce qui est bien entendu indispensable - mais aussi d'aider les migrants dans leurs efforts pour constituer de nouvelles sociétés, cohérentes, ouvertes vers l'extérieur, disposant d'un tissu social vivant.

L'État doit également occuper certains espaces stratégiques qui, dans le cas contraire, sont investis par d'autres groupes sociaux. Dans les zones d'immigration agricole par exemple, l'articulation de la production paysanne avec le marché national et international est trop souvent abandonnée aux initiatives des trafiquants de drogue. En l'absence de circuits de commercialisation pour d'autres cultures de vente, le paysan est contraint de développer des cultures illicites de marihuana, de pavot et de coca.

Enfin, il serait nécessaire que l'État engage des réformes profondes de l'armée, de la police et de la justice, pour en finir avec l'impunité. C'est là un pas indispensable vers la récupération de son autorité et vers le respect des droits de l'Homme.

Repenser la place de l'État ne peut se faire sans une évolution profonde de la classe politique. La répartition traditionnelle des rôles, qui confie à l'État le rôle de promoteur des idées de modernisation et de démocratisation, et à la classe politique celui de frein, ne peut que nuire au pays. L'urgence, pour la classe politique, est de retrouver sa mission de porte-parole de la nation, et en particulier des secteurs défavorisés des milieux rural et urbain. Pour cela, les partis doivent nouer des relations étroites avec les organisations et élargir de cette manière la pratique de la citoyenneté. Cela suppose de dépasser la traditionnelle "peur du peuple" qui est née de notre histoire.

Tenter de remédier à la précarité actuelle de l'État en Colombie, ce n'est pas réclamer un État omnipotent ou autoritaire. C'est appeler de ses vœux un État plus présent et plus actif dans la vie économique et sociale du pays. Mais les initiatives de l'État pour imposer sa présence resteront vaines tant que sa légitimité ne sera pas confortée parmi la population. Sans la participation des groupes sociaux et l'accord des autorités locales, qui jouent un si grand rôle dans notre histoire, l'État ne peut rien faire. Cela s'est vu confirmé à maintes reprises à l'occasion des négociations de paix engagées avec la guérilla. Un accord entre le gouvernement et les insurgés ne suffit pas : pour que celui-ci soit effectif, il est nécessaire que les combattants démobilisés puissent se réinsérer dans la société et que des espaces politiques locaux leur soient ouverts. Sans cela, en situation permanente de marginalisation, ils sombrent dans de nouvelles formes de violence.

C'est pour cela que, dans la situation actuelle, la balle est dans le camp de la société civile. Celle-ci doit retrouver sa cohérence interne et son autonomie, sans pour autant se soustraire aux arbitrages mis en place par l'État. Les groupes qui en font partie doivent concourir à la constitution de l'espace public et y soumettre leurs intérêts particuliers. Ils doivent pour cela prendre conscience que, chacun à leur niveau, ils représentent déjà une partie du domaine public et contribuent à sa construction. L'édification de la société civile se fonde sur le renforcement d'organisations de toutes natures, susceptibles de développer les liens de solidarité qui donneront forme à une véritable cohésion du corps social.

Enfin, la société doit parvenir à offrir une place plus conséquente à l'État dans l'organisation de la vie collective. Ce but à long terme ne doit pas nous empêcher de poursuivre des objectifs plus immédiats et plus modestes. La complexe situation colombienne ne changera pas d'un jour à l'autre. Mais il est urgent d'arriver à un consensus sur la nécessité d'une paix civile.

C'est là que la connaissance de l'Histoire peut s'avérer fructueuse. Il importe que les Colombiens prennent conscience que la violence d'aujourd'hui n'est pas inscrite de façon indélébile dans leur culture. La

situation actuelle est le résultat d'une longue histoire. Connaître son passé, c'est prendre les moyens d'agir de façon consciente sur le présent et de bâtir un autre avenir. La réflexion sur la violence ne doit pas rester, comme c'est encore trop souvent le cas, l'affaire des seuls intellectuels. Au contraire, ceux-ci doivent s'investir dans un vaste travail d'information, de formation et de réflexion collective sur les causes de la violence. Dans plusieurs régions de la Colombie, le CINEP est partie prenante de ce travail d'éducation à la paix. Espérons que de plus en plus nombreux seront ceux qui s'engagent ainsi dans la construction de cette nouvelle Colombie dont nous rêvons.

BREFS REPÈRES HISTORIQUES

1492	Christophe Colomb découvre l'Amérique.
1525	Fondation de Santa Marta, première ville de l'actuelle Colombie.
1538	Le *conquistador* Gonzalo Jiménez de Quesada fonde la ville de Santafé, qui deviendra plus tard Bogotá.
1550	Création de l'Audience Royale, gouvernement civil espagnol chargé d'organiser le système colonial.
1717	Charles III, de la dynastie des Bourbons, monte sur le trône d'Espagne et entreprend de réformer l'administration coloniale.
1739	Création du vice-royaume de Nouvelle-Grenade, future Colombie.
1781	Révolte des *Comuneros*, en réaction aux réformes fiscales.
1794	Antonio Nariño traduit et fait connaître sur le continent latino-américain la Déclaration universelle des droits de l'Homme.
1808	Napoléon Bonaparte envahit l'Espagne, le pouvoir colonial se relâche.
1810	Début de la guerre d'Indépendance.
1819	Les armées de Bolívar chassent les Espagnols de Nouvelle-Grenade et du Venezuela. Proclamation de l'indépendance.
1821	Rédaction de la Constitution de Cúcuta et proclamation de la République. Bolívar est élu président de la Grande Colombie, qui fédère la Nouvelle-Grenade, l'Équateur et le Venezuela. Franciscode Paula Santander est vice-président.
1830	Mort de Bolívar.
1831	Dissolution de la Grande Colombie.
1839-1842	La guerre des Suprêmes donne naissance aux partis libéral et conservateur.
1849	Le gouvernement libéral de José Hilario López entreprend une vaste modernisation de l'État et ouvre le pays au commerce international.
1853	Une nouvelle Constitution institue le suffrage universel direct masculin et la liberté de la presse.
1854	Coup d'État du général Melo, appuyé par une alliance d'artisans et de militaires. Il est destitué cette même année.
1857	Le conservateur Mariano Ospina est le premier président de la République élu au suffrage universel.
1867-1880	Les libéraux radicaux du Golgotha prennent le pouvoir.
1886	Adoption d'une Constitution unitaire et autoritaire. Début de la Régénération.
1899-1902	Guerre des mille jours.
1903	Indépendance du Panama, ancienne province colombienne.

1930	Après 46 ans de gouvernement conservateur, les libéraux prennent le pouvoir pour une période de 16 ans.
1934	Alfonso López Pumarejo entame un ambitieux projet de réformes sociales et de modernisation de l'État.
1948	L'assassinat du dirigeant populiste Gaitán marque le début d'une longue période de violence, guerre non déclarée entre les grands partis.
1953	Coup d'État du général Rojas Pinilla.
1957	Sous la pression des principaux partis, le dictateur Rojas Pinilla est contraint à abandonner le pouvoir.
1966	Fondation des Forces armées révolutionnaires de Colombie, guérilla communiste.
1958-1974	Période du Front National, gouvernement d'union des partis libéral et conservateur.
1984	Les cartels de la drogue assassinent le ministre de la Justice et déclarent la guerre à l'État colombien.
1989	Assassinat de Luis Carlos Galán, candidat libéral à la présidence de la République.
1991	Adoption d'une nouvelle Constitution.
1993	Avec la mort de Pablo Escobar prend fin la guerre ouverte des cartels et de l'État.

BIBLIOGRAPHIE

Alape, Arturo. *La paz, la violencia : testigos de excepción*. Planeta Colombiana, Bogotá, 1985.

Amnesty International. *Violencia política en Colombia, mito y realidad*. Madrid, 1994.

Blair, Elsa. *Las fuerzas armadas, una mirada civil*. CINEP, Bogotá, 1993.

Colmenares, Germán. *Historia económica y social de Colombia, 1537-1719*. Universidad del Valle, Cali, 1973.

Corredor Martínez, Consuelo. *Los límites de la modernización*. CINEP, Bogotá, 1992.

Deas, Malcolm. *Algunas notas sobre la historia del caciquismo en Colombia*. Revista de occidente n° 127, Madrid, 1973.

García, Clara Inés. *El Bajo Cauca antioqueño. Cómo ver las regiones*. CINEP, Bogotá, 1993.

González, Fernán. *Colombia : conflicto social y violencia, 1980-1988.* CINEP, Bogotá, 1988.

González, Fernán. *Aproximación a la configuración política de Colombia. Controversia*. CINEP, Bogotá, 1989.

González, Fernán. *La Iglesia católica y el Estado colombiano (1886-1930). en Nueva Historia de Colombia*. Ed. Planeta colombiana, Bogotá, 1989.

González Arias, José J. y Marulanda Alvarez, Elsy. *Historias de frontera. Colonización y guerra en el Sumapaz.* CINEP, Bogotá, 1990.

González Arias, José J. *El estigma de las Repúblicas independientes. 1955-1965.* CINEP, Bogotá, 1993.

Gosselman, Carl August. *Viaje por Colombia, 1825 y 1826*. Banco de la República, Bogotá, 1981.

Guerra, François-Xavier. *Del antiguo régimen a la revolución*. Fondo de cultura económica, México, 1988.

Guerrero, Javier. *Los años del olvido. Boyacá y los orígenes de la violencia.* Ed. Tercer Mundo e Instituto de estudios políticos y relaciones internacionales, Bogotá.

Gruzinski, Serge. *La guerre des images. De Christophe Colomb à Blade Runner (1492-2019)*. Fayard, Paris, 1990.

Legrand, Catherine. *De las tierras públicas a las propiedades privadas : acaparamiento de tierras y conflictos agrarios en Colombia*. Lecturas de economía, Universidad de Antioquia, Medellín, 1984.

Legrand, Catherine. *Colonización y protesta campesina en Colombia (1850-1950).* Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, 1988.

López de la Roche, Fabio. *Izquierda y cultura política ¿ Oposición alternativa ?* CINEP, Bogotá, 1994.

Marulanda Alvarez, Elsy. *Colonización y conflicto. Las lecciones del Sumapaz.* IEPRI, Ed. Universidad Nacional y Tercer Mundo, Bogotá, 1991.

Ocquist, Paul. *Violencia, conflicto y política en Colombia*. Banco Popular, Bogotá, 1978.

Ortiz Sarmiento, Carlos M. *Estado y subversión en Colombia. La violencia en el Quindio años cinquenta*. Cider-Uniandes-Fescol, Bogotá, 1985.

Pecaut, Daniel. *Orden y violencia. Colombia 1930-1954*. Ed. Siglo XXI y CEREC, Bogotá, 1987.

Pecaut, Daniel. *Crónicas de dos decadas de política colombiana, 1968-1988*. Ed. Siglo XXI, Bogotá, 1988.

Rojas R., Carlos E. *La violencia llamada "de limpieza social"*. CINEP, Bogotá, 1994.

Salazar, Alonzo y Jaramillo, Ana María. *Las subculturas del narcotráfico : Medellín*. CINEP, Bogotá, 1992.

Sánchez, Gonzalo. *Violencia, guerillas y estructura agraria*. Planeta colombiana, Bogotá, 1989.

Torres Giraldo, Ignacio. *Los inconformes. Historia de la rebeldía de las masas en Colombia*. Ed. Margen Izquierdo, Bogotá, 1973.

Uribe, María Victoria. *Matar, rematar y contramatar. Las masacres de la violencia en el Tolima*. Controversia n° 157-16, CINEP, Bogotá, 1990.

Uribe Alarcón, María Victoria. *Limpiar la tierra. Guerra y poder entre esmeralderos*. CINEP, Bogotá, 1992.

Vargas Velásquez, Alejo. *Colonización y conflicto armado. El Magdalena medio santandereano*. CINEP, Bogotá, 1992.

Zambrano, Fabio. *El proceso de poblamiento, 1510-1800*. Gran enciclopedia de Colombia, Círculo de lectores, Bogotá, 1951.

Zambrano, Fabio. *Documentos sobre sociabilidad política en la Nueva Granada a medianos del siglo XIX*. en : Anuario colombiano de historia social y de la cultura. Universidad Nacional, Bogotá, 1987.

Zambrano, Fabio. *Colombia, cien años de exclusión*. Análisis n° 5, CINEP, Bogotá, 1991.

Dossiers déjà parus dans la collection DOSSIERS POUR UN DÉBAT

1. **Pour des agricultures paysannes,** par Bertrand Delpeuch *(un argumentaire en faveur des agricultures paysannes et une réflexion sur leurs conditions de développement).* FPH, mars 1989, 106 p. (existe également en portugais).

2. **Désétatisation et décollectivisation du secteur agricole dans les pays socialistes de l'Est et du Sud**, dossier coordonné par Laurent Raguin *(restitution d'interviews et de synthèses sur une dizaine de cas, allant du Cambodge au Pérou en passant par la Hongrie, la Tanzanie, etc.).* FPH, nov. 1989, 172 p. (existe également en espagnol et en portugais).

3. **Inventions, innovations, transferts : des chercheurs mènent l'enquête,** dossier coordonné par Monique Peyrière *(du camembert moulé à la louche à l'invention de la 2 CV, l'histoire d'innovations techniques singulières, racontées par des historiens, des économistes, des sociologues).* FPH, mai 1989, 150 p.

4. **Agricultures paysannes au Brésil : enquête sur un enjeu national,** coordonné par Philippe Adant et Iara Altafin *(réflexions sur l'avenir de la petite agriculture dans un pays où la réforme agraire ne se fait toujours pas).* FPH, juin 1991, 163 p.

5. **Coopérants, volontaires et avatars du modèle missionnaire,** dossier coordonné par François Greslou, avec des textes de Pierre de Zutter, Bertrand Hervieu, Pierre-Yves Guihéneuf, Jacques Leclerc du Sablon sur le thème : *pourquoi, à quoi et comment a-t-on coopéré, avec quel rôle et quel statut ?* FPH, juin 1991, 71 p.

6. **Les chemins de la paix : dix défis pour passer de la guerre à la paix et à la démocratie en Éthiopie. L'apport de l'expérience d'autres pays** *(mémoire de la conférence de Paris pour la paix en l'Éthiopie à la FPH en juil. 1991).* CCFD/FPH, déc. 1991, 150 p.

7. **The paths to peace**, même dossier que le précédent, en anglais, 137 p. (existe également en amharique).

8. **La décollectivisation dans tous ses États : la recherche d'autres voies de développement de l'agriculture dans les pays d'Europe Centrale et Orientale**, dossier coordonné par Cécile Moreau *(mémoire des journées organisées en Pologne par la FPH, la Fondation Batory et Solidarité Rurale sur la reconstruction des agricultures des pays de l'Est).* FPH, déc. 1991, 85 p. (existe également en polonais et en brésilien).

9. **Politiques agricoles dans les pays industrialisés, éléments de comparaison et de réflexion**, Christophe Roman *(comparaison des politiques de la France et de plusieurs pays de l'OCDE, rôle de l'État, rapports avec le reste de l'économie).* FPH, déc.1991, 71 p.

10. **Agriculture en difficulté : problèmes économiques et sociaux des paysans en France ; état des lieux** *(Synthèse réalisée par Francis Thomas à partir du travail de la Confédération Paysanne et des associations "SOS Agriculteurs en difficulté").* FPH/Conf. paysanne, déc. 1991, 56 p.

11. **Une voie d'insertion méconnue : la création de son propre emplo**i, Maria Nowak, A.-L. Federici, Anne Le Bissonnais, Rafik Missaoui *(un débat sur la création de leur emploi par les chômeurs et les exclus ; lacunes des mesures publiques et suggestions).* FPH/ADIE, juin 1992, 67 p.

12. **Le paysan, l'expert et la nature**, Pierre de Zutter *(sept fables et récits sur 1'écologie et le développement dans les pays andins).* FPH, septembre 1992, 103 p.

13. **Monsieur Li, Chico, Antoine et les autres ; récits vraisemblables d'aventures cliniques**, Jean-Pierre Boyer *(sur la relation soignant-soigné, l'alcoolisme, la santé mentale…).* FPH/ALPSYSOM, nov. 1992, 129 p.

14. **Soleil du Sud : une expérience d'échanges des savoirs en énergie solaire et en aviculture au Pérou : réflexions sur le développement**, Christine Bénard, Dominique Gobin *(capitalisation de l'expérience d'un projet original).* FPH/Runamaqui, sept. 1992, 190 p.

15. **La réhabilitation des quartiers dégradés : leçons de l'expérience internationale** *(déclaration de Caracas et textes de Pierre Calame et de Jean-Marie Delarue, délégué ministériel à la Ville).* FPH/DIV, novembre 1992, 38 p.

16. **Les Cambodgiens face à eux-mêmes ? Contributions à la construction de la paix au Cambodge**, coordonné par Christian Lechervy et Richard Pétris, *(pour mieux comprendre, à la veille des élections au Cambodge, les enjeux du processus démocratique).* FPH/Association des amis d'une École de la Paix à Grenoble, février 1993, 175 p.

17. **Le capital au risque de la solidarité : une épargne collective pour la création d'entreprises employant des jeunes et des chômeurs de longue durée**, coordonné par Michel Borel, Pascal Percq, Bertrand Verfaillie et Régis Verley *(enquêtes de journalistes et d'étudiants à l'École Supérieure de Journalisme de Lille sur les "actionneurs", les créateurs d'entreprise et les experts bénévoles de l'association Autonomie et Solidarité).* FPH/Autonomie et Solidarité/ESJL, septembre 1993, 135 p.

18. **Orients : la mémoire et la paix ; réflexions de voyage en Inde, en Chine et au Japon,** Édith Piat-Sigg et Bernard W. Sigg *(le carnet de bord d'un psychanalyste et d'une ethno-linguiste sur la rencontre des cultures, les langues, la mémoire et la paix).* FPH, sept. 1993, 32 p.

19. **Penser l'avenir de la planète : agir dans la complexité**, Pierre Calame *(une analyse des systèmes bio-socio-techniques et un ensemble de propositions d'action).* FPH, septembre 1993, 41 p. (également disponible en anglais).

20. **Stratégies énergétiques pour un développement durable**, Benjamin Dessus *(une vision prospective alternative et des propositions originales pour une maîtrise des énergies non renouvelables et une meilleure exploitation des énergies non polluantes).* FPH, septembre 1993, 55 p. (également disponible en anglais).

21. **La conversion des industries d'armement, ou comment réaliser la prophétie de l'épée et de la charrue**, Richard Pétris *(une analyse de la situation et des perspectives des industries d'armement dans plusieurs régions du monde, et des propositions pour une reconversion de ces industries en vue de la construction de la paix).* FPH/Les amis d'une école de la Paix à Grenoble, septembre 1993, 82 p. (également disponible en anglais).

22. **L'argent, la puissance et l'amour : réflexions sur quelques valeurs occidentales**, François Fourquet *(où l'on voit que tout ne se réduit pas à l'échange marchand dans les sociétés contemporaines et que les valeurs du don et de l'amour y ont plus que jamais un rôle déterminant).* FPH, sept. 1993, 107 p. (également disponible en anglais).

23. **Regards sur l'avenir de la planète** *(à propos de rencontres dans sept régions du monde en vue de la convention préparatoire aux États Généraux de la Planète).* FPH, septembre 1993, 97 p. (également disponible en anglais).

24. **Marchés financiers : une vocation trahie ?** *(ce que la Bourse a fait, dans les pays d'Europe, de sa vocation initiale de soutien de l'économie. Étude réalisée par un institut d'études économiques indépendant helvétique).* FPH/Eco'Diagnostic, septembre 1993, 105 p. (également disponible en anglais).

25. **Des paysans qui ont osé : histoire des mutations de l'agriculture dans une France en modernisation – la révolution silencieuse des années cinquante** *(compte rendu du premier séminaire de Saint-Sabin "Comment la société change", avec l'intervention de Bertrand Hervieu).* FPH, décembre 1993, 45 p.

26. **Autour de Jean-Louis Chleq** *(un ingénieur, franciscain et bricoleur, au service de*

l'hydraulique villageoise au Sahel. Récit, débats et témoignages), dossier coordonné par Daniel Durand. FPH, décembre 1993, 146 p.

27. **Partenaires de paix ; échange entre artisans de la paix** *(trois Prix Nobel dialoguent avec des Organisations non-gouvernementales ; mémoire de la rencontre à l'Arche de la Fraternité, le 27 octobre 1993).* FPH/CCFD, 1994, 49 p.

28. **L'Agriculture Paysanne : des pratiques aux enjeux de société** *(premières rencontres nationales de l'Agriculture Paysanne, organisées par la Confédération Paysanne et la FADEAR à Saint-Lô Thère, 21-22 mai 1993 Témoignages et débats).* FPH/Confédération Paysanne, 1994, 161 p.

29. **La planète rock : histoire d'une musique métisse, entre contestation et consommation** *(une contribution aux séminaires de Saint-Sabin sur le thème : comment la société change).* FPH, 1994, 33 p.

30. **Biodiversité, le fruit convoité ; l'accès aux ressources génétiques végétales : un enjeu de développement** *(Actes des journées d'études de juin 1993, coordonnés par D. Arnaud, H. Ilbert et R. Mongruel).* FPH/SOLAGRAL, 1994, 100 p.

31. **La chance des quartiers** *(récits et témoignages d'acteurs du changement social en milieu urbain, présentés par Yves Pedrazzini, Pierre Rossel et Michel Bassand).* FPH/ARCI, mai 1994, 158 p.

32. **Partenaires de paix 2 : contre les effets de la violence et des guerres, expériences concrètes et réseaux de solidarité du monde entier** *(mémoire de la rencontre présidée par Edgard Pisani le 29 mars 1994).* FPH/CCFD, juin 1994, 42 p.

33. **Financements de proximité : 382 structures locales et nationales pour le financement de la création de petites entreprises en France** *(des adresses et un descriptif par fiche de chacune de ces structures, au niveau national et par département)*, dossier coordonné par Erwan Bothorel. FPH/Fédération des CIGALEs, juillet 1994, 302 p.

34-I. **Cultures entre elles : dynamique ou dynamite ? Vivre en paix dans un monde de diversité, tome 1** *(des témoignages, des expériences et des réflexions sur la rencontre des cultures, à partir du vécu de partenaires de la Fondation en Afrique, en Amérique latine, au proche Orient, en Europe, en Asie…)*, sous la direction de Thierry Verhelst et de Édith Sizoo. FPH/Réseau Cultures, septembre 1994, 190 p.
34-II. **Cultures entre elles : dynamique ou dynamite ? Vivre en paix dans un monde de diversité, tome 2**, septembre 1994, 176 p.

35. **Des histoires, des savoirs, des hommes : l'expérience est un capital ; réflexion sur la capitalisation d'expérience** *(un travail méthodologique important, par un professionnel de l'"accouchement d'expériences" ayant travaillé plus de vingt ans en Amérique latine)*, Pierre de Zuter. FPH, juillet 1994, 143 p.

36. **Génération 55 : de la difficulté à cerner l'identité d'une époque** *(mémoire d'un séminaire de Saint-Sabin sur le thème comment la société change ; le rôle de ce qu'on appelle les "élites" dans le changement social).* FPH, juillet 1994, 51 p.

37. **La mouche du coche : groupes de pression et changement social ; l'expérience d'Agir Ici** *(mémoire d'un séminaire de Saint-Sabin sur le thème comment la société change ; le rôle de ce qu'on appelle les "élites" dans le changement social).* FPH, juillet 1994, 61 p.

38. **Citadelles de sucre ; l'utilisation industrielle de la canne à sucre au Brésil et en Inde : réflexion sur les difficultés des politiques publiques de valorisation de la biomasse**, Pierre Audinet. FPH/CIRED, février 1994, 87 p.

39. **Le Gatt en pratique : pour mieux comprendre les enjeux de l'Organisation mondiale du commerce** *(un point très actualisé, par l'animateur du Réseau d'ONG européennes sur l'agro-alimentaire et le développement).* FPH/RONGEAD, juillet 1994, 112 p.

40. **Commercer quoi qu'il en coûte ; politiques commerciales, politiques environnementales au cœur des négociations internationales**, dossier coordonné par Agnès Temple et Rémi Mongruel. FPH/SOLAGRAL, octobre 1994, 75 p.

41. **Donner la vie ; les énigmes de l'infertilité** *(actes du colloque de Bivers)*, coordonné par Philippe Porret. FPH, septembre 1994, 156 p.

Pour commander ces dossiers, vous pouvez vous adresser à Interface-VPC, en indiquant le numéro, le titre, et le nombre d'exemplaires des dossiers que vous souhaitez recevoir.

Interfaces-VPC
c/o Éditions Descartes & Cie
52 rue Madame
75006 PARIS

Participation aux frais : 35 F par dossier (frais d'envoi compris).
Chèques à libeller à l'ordre de Descartes & Cie.